

André SIEGFRIED [1874-1959]

*Membre de l'Académie française*

(1931) [1975]

# La crise britannique au XXe siècle

*L'Angleterre des années 30.*

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière  
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec  
[Page web](#). Courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca)

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par [Jean-Marie Tremblay](#),  
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,  
courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca), à partir de :

André SIEGFRIED

**LA CRISE BRITANNIQUE AU XXe SIÈCLE.**  
*L'Angleterre des années 30.*

Paris : Librairie Armand Colin, 1931, réédition 1975, 216 pp. Collection U2.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word  
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 6 février 2015 à Chicoutimi,  
Ville de Saguenay, Québec.



André SIEGFRIED (1931)

La crise britannique au XXe siècle.  
*L'Angleterre des années 30.*



Paris : Librairie Armand Colin, 1931, réédition 1975, 216 pp. Collection U2.

REMARQUE



## **Siegfried André [1985-1959]**

Ce livre est du domaine public au Canada parce qu'une œuvre passe au domaine public 50 ans après la mort de l'auteur(e).

Cette œuvre n'est pas dans le domaine public dans les pays où il faut attendre 70 ans après la mort de l'auteur(e).

Respectez la loi des droits d'auteur de votre pays.

[213]

## Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Préface de la première édition, mars 1931](#) [5]

[Préface de la quatrième édition, juin 1932](#) [6a]

[Introduction : L'Angleterre du XIXe siècle](#) [7]

- I. [Le régime du libre-échange et l'hégémonie britannique](#) [7]
- II. [Les conditions et les limites de cette hégémonie](#) [11]
- III. [Les premières traces de son déclin](#) [16]
- IV. [Le problème britannique du XX<sup>e</sup> siècle](#) [18]

### **PREMIÈRE PARTIE**

### **LA CRISE BRITANNIQUE D'APRÈS-GUERRE** [21]

[Chapitre I. Portée et causes de la crise](#) [21]

- I. [La chute des exportations](#) [21]
- II. [Le chômage](#) [24]
- III. [La portée et les causes de la crise](#) [32]

[Chapitre II. Pourquoi l'industrie britannique produit cher](#)  
(1. — Causes dépendant de l'Angleterre elle-même) [37]

- I. [La politique monétaire](#) [37]
- II. [L'outillage et l'organisation de l'industrie](#) [42]
- III. [L'esprit du patronat britannique](#) [48]
- IV. [La main-d'œuvre](#) [51]
- V. [L'empoisonnement de l'organisme par le chômage](#) [57]

[Chapitre III. Pourquoi l'industrie britannique produit cher](#)  
(2. — Causes ne dépendant pas de l'Angleterre) [68]

- I. [Transformation des méthodes de la production dans le monde](#) [68]
- II. [Transformation de la consommation mondiale](#) [74]

#### Chapitre IV. L'équilibre économique de l'Angleterre [78]

- I. [La balance du commerce](#) [78]
- II. [La balance des comptes](#) [81]
- III. [La politique des placements extérieurs et l'équilibre international de l'Angleterre](#) [86]

#### Chapitre V. Les réactions spontanées de l'organisme britannique [97]

- I. [Tendances vers un équilibre nouveau dans le peuplement](#) [97]
- II. [Changements dans le centre de gravité géographique de l'Angleterre industrielle](#) [101]
- III. [Rendement inégal des diverses industries d'après-guerre](#) [106]
- IV. [Éventualité d'un nouvel équilibre britannique](#) [110]

### **DEUXIÈME PARTIE**

## **LA RÉVISION D'UN SYSTÈME PÉRIMÉ** [113]

#### Chapitre I. Le peuple anglais et la crise [113]

- I. [Attitude générale de l'opinion en présence de la crise](#) [113]
- II. [Attitude des classes dirigeantes](#) [117]
- III. [Les transformations du régime politique](#) [121]

#### Chapitre II. Laissez-faire ou intervention. Libre-échange ou protection [127]

- I. [Le salut par la réorganisation](#) [127]
- II. [Le salut par l'inflation](#) [133]
- III. [Le salut par la protection](#) [136]

#### Chapitre III. La préférence impériale. [148]

- I. [Commerce britannique et commerce Impérial](#) [148]
- II. [Ce que l'Angleterre peut attendre de ses Dominions](#) [156]
- III. [Ce que l'Angleterre ne peut pas attendre de ses Dominions](#) [161]
- IV. [Dans quelle mesure l'Angleterre peut disposer de l'Empire-Dominions](#) [167]

---

**Chapitre IV. Empire des Dominions ou des colonies de la Couronne** [171]

- I. [Tendance de l'Angleterre à se retourner vers son Empire strictement «colonial».](#) [171]
- II. [Ce que l'Angleterre peut attendre de cet Empire « colonial »](#) [174]
- III. [Contact des deux Empires et naissance éventuelle d'un type d'Empire nouveau](#) [176]

**Chapitre V. Une base internationale demeure-t elle nécessaire pour la puissance britannique ?** [181]

- I. [Les facteurs traditionnels de l'existence britannique](#) [181]
- II. [L'outillage nécessaire de la politique britannique](#) [184]
- III. [Impossibilité pour l'Angleterre de s'enfermer dans un système clos](#) [185]
- IV. [Position de l'Angleterre par rapport aux axes des routes mondiales actuelles](#) [188]

**Chapitre VI. L'Angleterre et les combinaisons économiques internationales** [194]

- I. [L'Angleterre et le splendide isolement](#) [194]
- II. [Constellation de peuples britanniques ou anglo-saxons](#) [194]
- III. [L'Angleterre et les États-Unis](#) [199]
- IV. [L'Angleterre et le continent européen](#) [204]
- V. [Les attractions contradictoires de l'Angleterre](#) [209]

**Bibliographie sommaire** [211]



[217]

## CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Roland Marx, *La Grande-Bretagne contemporaine* (U)

Monica Charlot, *La vie politique dans l'Angleterre d'aujourd'hui*  
(U2)

Henri Grimal, *De l'Empire britannique au Commonwealth* (U2)

Claude Moindrot, *Villes et campagnes britanniques* (U2)

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

## QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'il parut en 1931, ce petit livre fit un peu l'effet d'une bombe. En quelques mois plus de 20 000 exemplaires furent vendus. Le diagnostic porté par André Siegfried sur l'Angleterre des années 30 fut alors abondamment discuté : certains critiques anglo-saxons et français jugèrent le pessimisme de l'auteur excessif, d'autres louèrent sa clairvoyance. L'inventaire que l'auteur se proposait d'établir portait sur les conditions d'existence et de persistance de la puissance économique de la Grande-Bretagne dans le monde et sur les choix que lui imposait la révision d'un système économique et social périmé. Le don de l'analyse, un sens aigu du concret, un style lumineusement clair font de ce livre plus qu'un témoignage, un document, parfois prophétique, pour l'histoire de l'Angleterre entre les deux guerres, et après. Géographe, économiste, sociologue et politologue autant qu'historien, à la fois reporter et professeur, André Siegfried, cet inclassable, fut toute sa vie un observateur passionné du monde anglo-saxon.

[4]

*Cette réédition de La crise britannique reproduit intégralement et sans aucune modification le texte de la dernière édition revue par l'auteur pour la Collection Armand Colin.*

*Le diagnostic porté en 1931 par André Siegfried sur l'Angleterre des années 30 a acquis une dimension historique. Il n'a rien perdu de son intérêt, ni peut-être même de son actualité.*

*En mettant à nouveau ce livre à la disposition des lecteurs l'année où l'on célèbre le centenaire d'André Siegfried, l'éditeur a qui celui-ci avait confié la publication de la plupart de ses ouvrages, du Tableau politique de la France de l'Ouest aux États-Unis d'aujourd'hui, entend exprimer sa fidélité à la mémoire d'un des esprits les plus pénétrants et lucides de ce premier XXe siècle.*

[5]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**PRÉFACE**  
**de la première édition**

**mars 1931.**

[Retour à la table des matières](#)

*La guerre a provoqué, dans l'économie de l'Europe, un déséquilibre persistant : plusieurs pays, dont la puissance et la prospérité constituaient avant 1914 l'armature même du vieux continent, se débattent dans des difficultés qu'ils n'arrivent pas à surmonter. Pour l'Allemagne, l'explication peut se trouver dans sa défaite. Mais l'Angleterre victorieuse paraît cependant presque aussi gravement atteinte : on a pu, chaque année depuis dix ans, parler de la crise britannique ; tantôt virulente, tantôt atténuée, elle était en effet toujours présente.*

*Étudier cette crise, considérer L'Angleterre d'après-guerre du point de vue de cette véritable maladie économique, tel est le but de ce livre. On pénètre souvent davantage les ressorts et le fonctionnement d'un organisme quand on l'observe dans un état de dérèglement : les caractères essentiels de l'économie britannique contemporaine se révèlent mieux en effet dans cette période de crise que dans la longue phase de prospérité qui, en se prolongeant sans doute à l'excès, avait fini par nous voiler certains traits, anciens ou nouveaux, du caractère*

*anglais. Il s'agit donc ici d'une analyse des conditions d'existence et de persistance de la puissance économique de l'Angleterre, après la révision des valeurs mondiales à laquelle la guerre a donné lieu.*

*Me permettra-t-on une justification personnelle ? J'étudie [6] l'Angleterre, jour après jour, depuis l'année 1898, mais j'y étais allé pour la première fois, comme enfant, en 1882 : d'où la possibilité d'un certain recul. Depuis la guerre, que j'ai faite dans l'armée britannique, je retourne en Angleterre presque tous les ans. Des liens, en quelque sorte personnels, m'attachent donc à ce pays, dont je pense, comme beaucoup de Français, que le concours, sinon l'alliance formelle, est nécessaire à la France, et d'une façon plus générale à l'équilibre même de l'Europe : aucune raison quelconque ne nous pousse, en tant que Français ou Européens, à souhaiter une Angleterre moins forte, moins influente dans le monde.*

*C'est en raison de pareils sentiments, et connaissant l'estime des Anglais eux-mêmes pour toute étude loyale, que j'ai cru pouvoir me permettre une observation d'une complète franchise. J'ai dit ce que j'ai observé, ce qu'e j'ai cru comprendre, sans rien cacher. Le sujet est assez grave, soit pour l'Angleterre, soit pour la France et l'Europe par répercussion, pour qu'on l'examine dans l'esprit de la plus sérieuse objectivité.*

Mars 1931.

[6a]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**PRÉFACE**  
**de la quatrième édition**

**Juin 1932.**

[Retour à la table des matières](#)

*Ce livre a été écrit à la fin de l'année 1930. Lorsqu'il parut au printemps de 1931, une partie de la critique anglaise et même française estima que le pessimisme en était exagéré. J'avais simplement essayé de faire un inventaire et n'avais voulu me dissimuler aucun des éléments d'un passif qui, l'avouerai-je, me paraissait non seulement sérieux, mais grave. Depuis lors, la baisse de la livre sterling, la chute du cabinet travailliste et la formation du cabinet national ont montré qu'une crise grave existait en Angleterre et que les Anglais eux-mêmes estimaient nécessaire de recourir aux moyens de défense les plus énergiques. En fait, le gouvernement recommande maintenant une baisse des salaires, une diminution des secours de chômage, un effort général de restriction, de « retranchement », comme on disait au temps de Gladstone. Ces solutions sont celles mêmes que nous avons envisagées.*

*L'Angleterre se prépare donc à vivre selon un équilibre nouveau ; la dépréciation de la monnaie doit du reste, spontanément, avoir pour effet de préparer un pareil ajustement. La chute de la monnaie britannique va, automatiquement en quelque sorte, diminuer le salaire réel, soulager le poids de la dette publique et des dettes [6b] privées, contribuer à faciliter l'abaissement des prix de revient. Elle va jouer à la*

*façon d'un tarif protecteur, en même temps que d'une prime à l'exportation. Par là l'industrie britannique connaît, pour quelque temps, une période d'activité, presque d'excitation. L'Angleterre s'en réjouit, un peu trop vite peut-être, car ces avantages, outre qu'ils sont temporaires, comportent une contrepartie : le fonctionnement rendu incertain de toute l'activité commerciale et financière, basé jusqu'ici sur cette arche sainte : la stabilité de la livre.*

*Une crise grave s'ouvre donc, qui aboutira pour l'Angleterre à des conditions d'existence nouvelles, mieux adaptées aux circonstances, à sa propre situation, à la fatigue des efforts énormes accomplis par le pays durant la guerre. Saluons ici, avec respect, l'effort anglais : l'Angleterre a essayé de résoudre les problèmes nés de la guerre par les méthodes traditionnelles de respect d'un crédit séculaire. L'effort s'est révélé excessif, même pour l'énergie et la ténacité britanniques.*

*La liquidation qui se prépare, qui est en train de se faire, a donc une grande portée. Essayons cependant de mesurer cette portée, afin de ne pas la diminuer, afin aussi de ne pas l'exagérer. Il s'agit moins d'une crise de l'Angleterre tout court que de l'Angleterre victorienne. C'est le sens de tout mon livre. J'ai essayé de montrer que l'Angleterre actuelle est encore trop largement fondée sur les principes, les méthodes, les conditions du XIX<sup>e</sup> siècle. Il faut que l'Angleterre victorienne se révise elle-même, sans merci ; le monde qui l'entoure a changé ; ce qui faisait le succès anglais de 1850 ne saurait plus faire le succès anglais de 1931. Ceci dit, il nous reste l'Angleterre tout court, l'Angleterre éternelle, [6c] pour employer l'expression des Français quand ils parlent de la France éternelle. À cet égard, nous ne pouvons être pessimistes, car il est des peuples de bonne marque, si l'on ose dire, dont la valeur, l'efficacité, les possibilités se retrouvent toujours. Le peuple anglais est, par excellence, un peuple de bonne marque.*

André Siegfried.

Juin 1932.

[6d]

[7]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**INTRODUCTION**

**L'ANGLETERRE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**

[Retour à la table des matières](#)

Passer du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, transition délicate qui n'était pas faite en 1914, voilà sans doute tout le problème anglais d'aujourd'hui : crise angoissante, dont on ne saurait exagérer la gravité presque tragique. L'économie britannique, alors que le XX<sup>e</sup> siècle est déjà presque au tiers de sa course, repose toujours sur une structure et des pratiques qui datent parfois de beaucoup plus de cinquante ans. Dans cette île, préservée des contacts immédiats du dehors, il semble que le temps ne coule pas comme ailleurs : on y vit encore, et c'est un des secrets de son charme prenant, dans une atmosphère d'autrefois. Mais si le pays veut persister comme grande puissance, ou même simplement vivre, une révision totale s'impose. Ce thème sera le *leitmotiv de toute notre étude*.



## I.- LE RÉGIME DU LIBRE-ÉCHANGE ET DE L'HÉGÉMONIE BRITANNIQUE

[Retour à la table des matières](#)

On voit apparaître chaque jour davantage, avec le [8] recul du temps, tout ce que l'Angleterre, depuis cent ans, devait à des circonstances que les contemporains avaient cru permanentes et qui n'étaient que passagères.

L'hégémonie économique anglaise, quand nous nous retournons pour l'embrasser d'ensemble, coïncide dans l'histoire avec le règne de la machine à vapeur ; la période victorienne, apogée de prospérité et de puissance, évolue tout entière sous le signe du charbon. En effet, tant que les mines de houille britanniques ont joui d'un quasi-monopole et tant que la houille est restée le combustible unique et incontesté de la grande production, l'industrie britannique est demeurée pratiquement sans rivales : elle réalisait les prix de revient les plus bas et conquérait de ce fait, presque sans résistance, tous les marchés du monde. C'est ainsi qu'a pu s'édifier, sur la base étroite d'un territoire plus que médiocre, cette paradoxale superstructure manufacturière, et parallèlement s'épanouir cette population aujourd'hui trop dense, si dangereusement dépendante, pour sa subsistance, des produits importés. Dans la Grande-Bretagne du XIX<sup>e</sup> siècle, dont l'avenir ne confirmera peut-être pas l'équilibre, la carte des bassins houillers dessine l'armature même de la nation : on y peut lire sa structure industrielle, la répartition de son peuplement, et jusqu'aux foyers de son énergie, concentrés au pays noir, plus travailleur, plus rude, plus protestant d'esprit que la *Merry old England* des comtés du Sud. Dans l'organisme économique de cette époque, le charbon agit comme un sinapisme, il attire tout à lui : l'axe de l'activité nationale n'est pas à Londres, mais sur une ligne Londres-Manchester. C'est une observation qui ne serait peut-être plus vraie aujourd'hui. Dans ces conditions, le jeu parfaitement agencé de la doctrine libre-échangiste paraissait avoir été conçu tout exprès pour l'Angleterre, par les soins d'une Providence [9] attentive et partielle. La conviction libérale et l'intérêt se superposaient si exactement chez ce peuple, le plus national de l'Eu-

rope mais aussi le plus dépendant de la prospérité internationale, que l'égoïsme arrivait à y produire les mêmes effets qu'un respect désintéressé de l'humanité. La banque, le commerce, vivant d'échanges, ne pouvaient naturellement que souhaiter la plus grande liberté possible des échanges ; mais l'industrie, qui produisait bon marché et exportait une large, souvent la plus large part de sa production, pensait de même : quel avantage eût-elle pu trouver dans la protection ? A cette heureuse époque, la solidarité était complète entre les trois branches principales de l'activité économique : c'était l'intérêt de l'industrie que le capital britannique suscitât chaque jour au dehors la création de clientèles nouvelles ; mais ce n'était pas moins l'intérêt de la banque ou du commerce que la prospérité industrielle entretînt à leur bénéfice un mouvement régulier de transactions, portant sur des marchandises réelles, sans quoi leur activité fût partiellement demeurée en l'air. Il y avait là une sorte d'harmonie préétablie, dans laquelle on ne pouvait accuser aucun des partenaires de se servir des autres sans les servir en retour. Ce fut un signe de décadence quand, au lendemain de la grande guerre, on vit la Cité imposer une politique monétaire qui lésait l'industrie, puis celle-ci préconiser pour sa défense un régime douanier susceptible d'étioler le commerce et la finance : dès l'instant qu'il fallait choisir et que tout choix lésait quelqu'un, c'est que l'organisme était atteint d'un grave désordre.

Conscients de leur primauté, les Victoriens respiraient cet oxygène qui se dégage toujours de la richesse en formation rapide ; ils bénéficiaient de cette prime mystérieuse de vitesse dont s'accroît la force de ceux qui, [10] tout simplement, sont partis les premiers. Un orgueil immense, combien légitime, s'était développé comme conséquence de leur magnifique succès. Il éclate dans un discours fameux de sir Robert Peel, en 1846 : « Une étendue de côtes plus grande, en proportion de notre population et de la superficie de notre sol, que n'en possède aucune autre nation nous assure la force et la supériorité maritimes. Le fer, le charbon, ces nerfs de l'industrie, donnent à nos manufactures de grands avantages sur celles de nos rivaux. Notre capital dépasse celui dont ils peuvent disposer. En invention, en énergie, en habileté nous ne le cédon's à personne ; notre caractère national, les institutions libres sous lesquelles nous vivons, notre liberté de pensée et d'action, une presse sans entraves qui répand les découvertes, les progrès, toutes ces circonstances nous placent à la tête des nations qui se déve-

loppent mutuellement par le libre-échange de leurs produits. Est-ce là un pays qui doit redouter la concurrence ! »

Vingt ans plus tard, quand le libre-échange avait déjà porté tous ses fruits, Stanley Jevons écrivait à son tour : « Actuellement les cinq parties du monde sont nos tributaires volontaires. Les plaines de l'Amérique du Nord, la Russie, voilà nos champs de blé ; Chicago, Odessa sont nos greniers ; le Canada, les Pays baltiques nos forêts. L'Australasie contient nos stations de moutons, l'Amérique nos troupeaux de bœufs ; le Pérou, nous expédie son argent, la Californie, l'Australie leur or. Les Chinois cultivent du thé pour nous et, des Indes orientales, affluent vers nos rivages le café, le sucre, les épices. La France et l'Espagne sont nos vignobles, la Méditerranée est noire verger ; notre coton, nous le tirons des États-Unis, comme de maintes autres parties du monde... » Et presque au même moment sir Charles Dilke, qui au sortir de l'Université vient de parcourir [11] la planète, complète d'une note plus politique ces inventaires triomphants : « En 1866 et 1867 j'ai suivi l'Angleterre tout autour du monde : partout je me suis trouvé dans des pays qui parlaient anglais, dans des pays que l'Angleterre gouvernait... L'idée qui, dans tous mes voyages, m'a servi de compagnie et de guide, c'est la conviction de la grandeur de notre race. »

Cette conviction n'était pas du reste que celle des Anglais ; le continent européen, même jaloux, la partageait ; elle éclate dans l'œuvre de Jules Verne, conçue et commencée vers cette époque. L'admiration de l'Anglais, considéré comme l'homme énergique et déterminé, inflexible dans ses desseins, magnifiquement égoïste mais toujours à la tête du progrès technique et des initiatives humanitaires, se lit à chaque page du *Tour du monde en quatre-vingts jours*, de *l'Île mystérieuse*, de vingt autres romans consacrés à cette épopée : la conquête de la planète par la science moderne appuyée sur le caractère.

## II. — LES CONDITIONS ET LES LIMITES DE L'HÉGÉMONIE BRITANNIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les initiateurs du régime économique nouveau, Richard Cobden, sir Robert Peel, n'avaient pas été sans se rendre compte des renoncements que comporte l'acceptation intégrale du libre-échange. Il faut envisager le sacrifice éventuel de l'agriculture, car la politique des bas prix nécessite un système douanier de libre importation, susceptible de contredire l'intérêt agricole national. Le pays doit donc s'accoutumer à vivre normalement d'aliments importés, de même que l'usine devra s'alimenter, en proportions croissantes, de matières premières exotiques ; et l'on paiera ces achats à l'extérieur par une exportation, intensément accrue, d'articles manufacturés. Dans un pays de sol [12] et de climat médiocres, comme la Grande-Bretagne, cela signifie l'industrialisation forcée, sans répit et presque sans limites. Tout programme d'indépendance économique devient dès lors une impossibilité : il faut accepter une division du travail qui vous spécialise, s'accommoder des risques de la dépendance internationale. Mais les avantages, alors, peuvent être éclatants.

L'Angleterre, pendant tout un siècle, en a fait l'expérience. Mais l'imprudence du système, quelle que fût sa perfection, c'est qu'il reposait sur plusieurs hypothèses dont il était impossible de garantir toujours le maintien. Le succès britannique, selon ces conditions, comportait un ensemble de circonstances dont la conjonction était, pour le moins, exceptionnelle.

Il fallait d'abord que le monde acceptât, statutairement pour ainsi dire, cette division internationale du travail qui faisait de l'Angleterre (et subsidiairement de l'Europe occidentale) l'usine spécialisée de la planète. Toute la doctrine reposait sur ce principe, hérité du Pacte colonial : aux colonies la production des matières premières, mais à la métropole le privilège de la transformation industrielle. Avec une simple transposition, on présumait que les pays extra-européens demeureraient toujours, vis-à-vis de l'Europe, dans les rapports déférents d'une colonie avec sa métropole, et c'est seulement sur cette base qu'il

était raisonnable d'avoir concentré, dans les quelques kilomètres carrés des Iles britanniques, un outillage hypertrophié, d'y avoir accumulé une population, d'excessive densité, dont, en dernier ressort, la vie dépendrait de ses exportations de produits manufacturés. Mais pouvait-on garantir que les pays nouveaux ne voudraient pas un jour manufacturer eux-mêmes leurs propres produits ? Et l'Angleterre elle-même conserverait-elle toujours, parmi ses concurrents, le prix de revient le [13] plus bas ? Cette dernière condition constituait peut-être la clef de tout le système.

Une autre hypothèse s'imposait encore : l'exercice intégral du libre-échange, non seulement dans les relations internationales, mais à l'intérieur même de l'Angleterre. Pour que la liberté douanière produise tous ses effets, il faut qu'elle se complète d'une liberté équivalente dans le régime du contrat de travail : la réaction des prix doit pouvoir s'exercer spontanément dans ce domaine, sans obstacle et en quelque sorte sans merci, bref il doit y avoir libre-échange de la main-d'œuvre comme il y a libre-échange des produits. Ce n'est pas sans raison que Cobden et son époque considéraient avec méfiance l'aspect « social » des problèmes ouvriers ; l'école libérale voulait considérer le travail comme une simple marchandise et refusait d'en parler autrement qu'en termes économiques. Quand elle préconisait par exemple, vers 1840, la libre entrée des blés étrangers, c'est avec la pensée que, le prix du pain baissant, les salaires pourraient être réduits : le niveau de vie de l'ouvrier n'en pâtirait pas, disait-elle, bien au contraire, mais le prix de revient patronal serait allégé d'autant. Si les salaires eussent été bloqués par une législation sociale, la réaction escomptée ne se fût pas produite et le système n'eût pas joué.

Il fallait enfin que le charbon conservât toujours, comme combustible, le monopole de fait que la machine à vapeur lui avait valu, et en même temps que l'Angleterre gardât sur ce terrain l'extraordinaire avance qui était la sienne : en 1868-70, sur une production mondiale de 130 millions de tonnes, elle en extrayait 80 millions. Mais la Prusse en resterait-elle toujours à 12 millions de tonnes, les États-Unis à 14 millions ?

Ces diverses hypothèses étaient admises allègrement par les contemporains, mais nous commençons à voir [14] qu'il y avait quelque imprudence à tenir pour normale une simple étape de l'évolution économique mondiale, à construire sur cette base un édifice qu'il pourrait

ensuite devenir difficile de modifier. L'équilibre avait beau être sain au moment où on le consolidait, il n'en demeurait pas moins précaire, avec une marge étroite de sécurité. Selon l'expression nietzschéenne, l'Angleterre acceptait de « vivre dangereusement ».

Dès 1866, il s'était trouvé un esprit pénétrant pour discerner la fragilité essentielle de cet équilibre : c'est le thème de Stanley Jevons dans son livre prophétique, *The Coal question*. L'Angleterre, soutenait-il, doit son hégémonie, moins à son mérite, comme elle se plaît à le croire, qu'à son monopole minier. Mais, attention, il s'agit d'un capital qui s'épuise, non d'une récolte qui renaît chaque année, éternellement. Si le charbon vient à manquer ou se raréfie, c'est l'extraction plus pénible, la fabrication industrielle plus coûteuse, une difficulté croissante d'exporter. D'un point de vue relatif, il en sera de même s'il y a simplement perte du monopole houiller : à la faveur du charbon extrait ailleurs on peut voir se constituer, sur d'autres points de la planète, de nouveaux systèmes manufacturiers, susceptibles de déplacer vers de nouveaux rivages le centre de gravité industriel du monde. C'est la menace certaine du chômage pour une Angleterre désormais suréquipée et surpeuplée, avec la seule alternative d'une émigration massive ou d'un abaissement permanent du niveau de vie.

L'hypothèse de l'épuisement était gratuite et ne s'est pas réalisée, mais le charbon, en tant que facteur industriel, n'a plus la position unique qu'il possédait jadis : le pétrole, la houille blanche lui disputent une part croissante de son ancien domaine. L'Angleterre, qui n'a que peu de houille blanche et doit importer [15] son pétrole, n'est plus, à cet égard, le pays le mieux doué. Même au point de vue houiller proprement dit, l'ancienne avance britannique est périmée : les États-Unis ont depuis longtemps pris la tête, cependant que l'Allemagne, la Pologne et même la France sont devenues de sérieux concurrents. Sous une forme légèrement différente, comportant tout au plus une simple transposition, les craintes du Cassandre anglais de 1866 tendent donc à se matérialiser au XXe siècle, avec le déroulement exact des répercussions qu'il avait prévues. Son livre, qui était celui d'un prophète, se lit aujourd'hui comme une analyse implacable des difficultés britanniques présentes.

### III. — LES PREMIÈRES TRACES DU DÉCLIN

[Retour à la table des matières](#)

Quand on envisage l'Angleterre, depuis son apogée économique de la décade 1860-1870, on discerne sans beaucoup de peine les premières traces de déclin, c'est-à-dire la source lointaine de la crise actuelle, vers 1880. C'est à peu près le moment où, pour la première fois, des rivaux sérieux apparaissent : pour la première fois, car jusqu'alors l'industrie britannique était toujours, en fait, restée seule. C'est, avec toute sa portée, un fait nouveau. Le rapport de la Commission d'enquête sur la dépression du commerce et de l'industrie <sup>1</sup>, publié en 1886, ne peut laisser le moindre doute à ce sujet.

Or, à cette heure déjà grave où l'Angleterre aurait dû faire un effort, sinon de redressement du moins d'adaptation à des circonstances en voie de changer, nous la voyons justement s'endormir dans le succès. Titulaire d'un monopole de fait, non seulement dans les pays lointains, mais même dans une Europe encore très en retard dans son industrialisation, elle s'est accoutumée, [16] sans même le savoir, à l'atmosphère du monopole. Elle a cru de bonne foi lutter dans les conditions normales de la concurrence internationale, à visage découvert, comme il sied dans la pratique du libre-échange ; mais en réalité ses victoires n'avaient pas la portée qu'elle leur attribuait, parce qu'elle n'a pas rencontré sur son chemin, jusqu'à l'Allemagne de Guillaume II, de concurrence vraiment dangereuse. Insulaire non seulement par situation mais par tempérament, elle s'est dès lors bien naturellement habituée à considérer l'étranger, quel qu'il soit, même l'Européen, comme une sorte d'humanité de seconde zone, vivant sur un plan inférieur au sien. L'Anglais auquel on a prêté le mot légendaire : *les nègres commencent à Calais*, voulait sans doute rire, mais au fond ne riait pas tout à fait.

---

<sup>1</sup> *Report of the Royal Commission appointed to inquire into the depression of trade and industry, 1886.*

Du fait de cette sécurité royale, les qualités d'énergie farouche, de lutte les dents serrées, dont nous nous plaignons toujours à louer l'Anglais, sont justement celles qui, sur le terrain des affaires, ont tendu à s'affaiblir chez lui. Par l'habitude héréditaire du pouvoir joint à la richesse, il a fini par contracter une manière d'être aristocratique, curieusement imbue de droit divin ethnique et qui même a continué de s'accroître quand déjà la suprématie britannique était contestée. Les jeunes générations de la fin du siècle, nées dans l'abondance et la gloire, prennent l'habitude d'une vie commode, où l'argent se gagne facilement : elles en arrivent à se dire, inconsciemment, que ce succès leur est dû. C'est une dizaine ou une quinzaine d'années après la guerre de 1870, c'est-à-dire juste au moment où la rivalité économique allemande va se déclencher, que l'on s'accoutume, en Angleterre, à venir tard au bureau, à en repartir tôt ; les *week ends* s'étendent subrepticement ; le samedi matin, le lundi matin souvent sont [17] perdus pour les affaires. En Extrême-Orient, où bientôt les positions anglaises seront attaquées, les magasins tenus par des Anglais ne s'ouvrent que tard dans la matinée et semblent ensuite, je ne sais comment, n'être jamais ouverts ; cependant, sur le même champ-clos, l'Allemand travaille dix heures, le Chinois quatorze. Le manque de frugalité devient un trait distinctif du caractère britannique, en même temps que la subtile menace d'un défaut latent chez lui, la paresse. La technique économique anglaise demeure, c'est vrai, merveilleuse, appuyée sur une pratique, une tradition incomparables ; le rendement, pendant les heures de présence, est excellent, on ne gaspille pas le temps comme en France ; mais on devient de plus en plus incapable de faire à ses affaires le sacrifice de son loisir.

Soulignons du reste ici que, par ces défauts qui peut-être n'en sont pas, l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle crée une conception de la vie originale et charmante, une philosophie moderne du confort et du délasserment, une discipline vraiment civilisée des distractions et des loisirs. Mais cette civilisation, malgré certaines apparences contraires, désaccoutume au fond de la lutte pour la vie. Pourquoi, pense le gentleman, s'astreindre à ces corps-à-corps économiques inélégants, dont l'effort excessif use et diminue l'être humain ? Bref il voudrait le résultat sans l'effort et il en vient, insensiblement, à estimer « injuste » (*unfair*) la concurrence de ceux qui, pour réussir, acceptent de se restreindre et de travailler plus que lui !



À vrai dire, les contemporains, penchés sur les statistiques, avaient compulsé, commenté, avec une honnêteté toute britannique, les symptômes inquiétants de ce premier déclin. Le rapport de la commission d'enquête sur la dépression économique est un monument de lucide objectivité. Dix autres, depuis lors, l'ont suivi. Que voilà [18] donc, pensons-nous, des gens courageux, réalistes, sachant et osant « regarder au fond des crevasses » ! Et cependant, voilà plus de quarante ans que les livres bleus répètent indéfiniment la même note, le même avertissement : « Prenons garde, nous ne sommes plus seuls, des rivaux plus actifs et mieux outillés se dressent sur notre route, nous sommés distancés ! » Le rapport de 1886 disait déjà cela, mais le rapport de lord d'Abernon sur le commerce britannique dans l'Amérique du Sud reprend, en 1930, le même langage, avec les mêmes reproches, qui décèlent, chez le commerçant anglais d'aujourd'hui, la persistance des mêmes défauts qu'autrefois.

Qu'y a-t-il donc qui stérilise ainsi les effets de ces virils examens de conscience collectifs, dont nous Français serions peut-être incapables ? Simplement ceci qu'au moment même où il lit et accepte ces avertissements sur le plan de l'intelligence, l'Anglais les repousse et refuse de les croire sur le plan de l'instinct. Sa Confiance imperturbable en son pays, son orgueil, son invraisemblable faculté de ne pas voir ce qu'il préfère ignorer protestent contre la leçon, l'escamotent, l'annulent. Un optimisme béat, élémentaire, lui souffle qu'il s'en tirera, non pas parce qu'il aura su rajeunir ses méthodes ou renouveler son outillage, mais parce qu'il est Anglais. *I'll muddle through*, se dit-il ! Mais pour que la formule fût bonne il fallait être soulevé par une marée montante.

#### IV. — LE PROBLÈME BRITANNIQUE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

[Retour à la table des matières](#)

La « Vieille Angleterre » — c'est bien ainsi qu'il faut l'appeler ici — s'était donc flattée de l'illusion que l'esprit et les méthodes du XIXe siècle continueraient de la soutenir dans un siècle nouveau. Jusqu'à la guerre, [19] ses efforts d'adaptation étaient en somme demeurés mi-

nimes. C'était comme une maison vénérable, solide et bien bâtie, mais dont on n'a pas, depuis des années, révisé la structure et le mobilier.

La crise qui s'est abattue sur le pays, en 1921, a subitement révélé un ébranlement grave de son armature économique. Dans le tumulte de la guerre qui se prolongeait, l'opinion, tout d'abord, s'était abusée sur la nature et la portée du désordre : on n'y voulait voir qu'un orage passager, né bien naturellement du conflit mondial et qui prendrait fin tout seul quand le monde aurait repris son équilibre ; on espérait toujours retrouver, quelque jour prochain, les conditions d'avant 1914, traduisons : du XIXe siècle. Peu à peu cependant, la durée même du marasme a fini par saper, au moins partiellement, cette confiance. Depuis la grève générale de 1926 notamment, on en arrive à se demander si ce passé, dont vivait l'Angleterre, pourra jamais renaître. La crise, envisagée de ce point de vue, change de caractère, car ses causes se révèlent plus lointaines et plus profondes que la guerre elle-même : il s'agit d'une transformation complète du monde, où l'Angleterre d'hier ne trouve plus bien sa place. On se rappelle alors les craintes de Stanley Jevons et les premières atteintes portées, dès 1880, au monopole britannique. Cette longue incubation souligne justement la gravité du mal, car, par delà le trouble momentané de la guerre, elle attire l'attention sur un déséquilibre chronique qui la dépasse.

On n'oserait dire que le peuple britannique, dans son ensemble, ait encore compris le sérieux de la situation : son optimisme, fait de patriotisme et de torpeur, est indéracinable. Mais l'élite n'ignore, plus qu'une lourde tâche de réadaptation s'impose. Pour y réussir, il ne suffit pas, comme certains le pensent, [20] de quelques changements de cabinets ou de personnel gouvernant ; l'effort est plus difficile, c'est chaque Anglais qui doit modifier sa façon de penser, de travailler et même de vivre : il ne faut rien moins qu'une révision des bases mêmes sur lesquelles s'était fondée l'existence du pays.

[21]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

# Première partie

L'ANGLETERRE  
DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

[Retour à la table des matières](#)

[21]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Première partie.  
L'Angleterre du XIXe siècle**

# Chapitre I

---

## PORTÉE ET CAUSES DE LA CRISE

### I. — LA CHUTE DES EXPORTATIONS

[Retour à la table des matières](#)

À la fin de l'année 1920, après un boom passager, fiévreux et malsain, l'adversité s'abat sur l'Angleterre, orgueilleuse d'une prospérité centenaire, avec la soudaineté d'un fléau biblique. On pense, malgré soi, aux lignes initiales du livre de Job : « Il y avait dans le pays d'Uts un homme qui s'appelait Job. Et cet homme était intègre et droit ; il craignait Dieu et se détournait du mal. Il lui naquit sept fils et trois filles. Il possédait sept mille brebis, trois mille chameaux, cinq cents paires de bœufs, cinq cents ânesses, et un très grand nombre de [22] serviteurs. Et cet homme était le plus considérable de tous les fils de l'Orient. Un jour que les fils et les filles de Job mangeaient et buvaient du vin dans la maison de leur frère aîné, il arriva auprès de Job un messager qui dit : Les bœufs labouraient et les ânesses paissaient à côté d'eux ; des Sabéens se sont jetés dessus, les ont enlevés et ont passé les serviteurs au fil de l'épée. Et je me suis échappé, moi seul, pour t'en porter la nouvelle. Il parlait encore lorsqu'un autre vint et

dit : Le feu de Dieu est tombé du Ciel, a embrasé les brebis et les serviteurs et les a consumés. Et je me suis échappé, moi seul, pour t'en apporter la nouvelle. Il parlait encore lorsqu'un autre vint et dit : Des Chaldéens, formés en trois bandes, se sont jetés sur les chameaux, les ont enlevés et ont passé les Serviteurs au fil de l'épée. Et je me suis échappé, moi seul, pour t'en apporter, la nouvelle. Il parlait encore lorsqu'un autre vint et dit : Tes fils et tes filles mangeaient et buvaient du vin dans la maison de leur frère aîné ; et voici qu'un grand vent s'éleva de l'autre côté du désert et a frappé contre les quatre coins de la maison ; elle s'est écroulée sur les jeunes gens et ils sont morts. Et je me suis échappé, moi seul, pour t'en apporter la nouvelle. » Transposons ce tableau en termes qui s'appliquent aux formes modernes de la richesse : à partir de 1921, chaque année, sans merci, les statistiques, ces modernes messagers, révèlent à l'Angleterre qu'elle perd ses marchés extérieurs, que l'édifice de son industrie tremble sur sa base. Vraiment, comme dans le livre de Job, c'est « un grand vent qui s'élève de l'autre côté du désert et frappe les quatre coins de la maison ».

La crise s'exprime essentiellement dans la chute profonde des exportations, qui ne prend, il est vrai, toute sa signification que si l'on ramène les chiffres à la base du niveau des prix de 1913 :

[23]

#### Les exportations britanniques.

	En millions de livres sterling	Indice sur la base des prix de 1913
1913	525	100
1920	1.334	71
1921	703	50
1927	709	79
1929	730	82

La comparaison avec les autres pays ne fournit aucune explication qui rassure : tandis qu'entre 1913 et 1927 l'exportation britannique a baissé de 21 p. cent, celle du monde dans son ensemble s'est au contraire accrue de 18 p. cent, celle des principaux Dominions de 31 p. cent, celle des États-Unis de 51 p. cent. L'Angleterre est donc seule à se contracter, ou plutôt non, car l'Europe, elle aussi, est en recul : la part britannique dans l'exportation mondiale est tombée, entre 1913 et 1928, de 13,9 p. cent à 11,2 p. cent, mais l'Europe a rétrogradé de 55,2 à 46 p. cent. Il faut retenir cette indication, qui classe la Grande-Bretagne, non pas avec les jeunes sociétés de son empire, comme elle le préférerait, mais avec les vieux pays de l'Occident européen.

Ces chiffres, dont le sens serait grave n'importe où, sont particulièrement inquiétants dans une économie exportatrice. Les grandes industries britanniques, sur lesquelles repose toujours l'équilibre national, exportent toutes au moins les deux cinquièmes, certaines plus de la moitié ou même des trois quarts de leur production : le coton 75 p. cent, la métallurgie du fer 40 à 50 p. cent, le lin 50 p. cent, la laine 45 à [24] 48%, le jute 40% ; si le pourcentage exporté du charbon est moindre (le quart environ), le rôle de cet excédent, comme aliment des frets de sortie, est, on le sait, plus important encore. Dans l'organisme britannique, il y a là un point vital, qui ne doit pas être menacé. Or, depuis la guerre, toutes ces industries de base, sans exception, ont été frappées dans ce domaine primordial de leur activité : la plus importante de toutes, le textile-coton, a vu baisser de plus d'un tiers, et de façon qui paraît chronique, le volume de ses ventes au dehors. Que pareille contraction se perpétue, c'est le fonctionnement d'un mécanisme essentiel qui est compromis. L'expression de lord Derby, « les régions dévastées de l'industrie britannique », est d'une stricte exactitude.

## II. - LE CHOMAGE

[Retour à la table des matières](#)

Le signe central de la crise, c'est la contraction des exportations ; la conséquence sociale, visible et douloureuse, c'est le chômage. L'absence, pour l'industriel, d'une marge suffisante de profit en est la cause

immédiate. Or, dans un pays dont la population s'est développée au maximum, sur l'hypothèse que le profit qui permet l'exportation doit être considéré comme normal, toute crise de l'exportation doit naturellement prendre la portée d'un grave ébranlement ; et si elle s'installe, sans espoir prochain d'atténuation, c'est une catastrophe.

Le phénomène du chômage est périodique en Angleterre. Mais au XIXe siècle et jusqu'à la guerre les crises ne duraient pas, du moins sous la forme aiguë : il y avait seulement une indication d'engorgement. Le caractère angoissant de celle qui commence en 1920-21, et dont on n'entrevoit pas la fin, c'est moins encore sa profondeur que sa permanence :

[25]

**Pourcentage et nombre des chômeurs.**

1921	Janvier	6,4%	1 010 000 chômeurs
	Juillet	15,5%	2 508 000
1922	Janvier	14,2%	2 003 000
	Juillet	12,6%	1 423 000
1923	Janvier	13,3%	1 511 000
	Juillet	11,6%	1 226 000
1924	Janvier	11,9%	1 268 000
	Juillet	9,8%	1 025 000
1925	Janvier	11,2%	1 307 000
	Juillet	11,2%	1 300 000
1926	Janvier	11,1%	1 252 000
	Juillet	14,6%	1 645 000
1927	Janvier	12,1%	1 496 000
	Juillet	9,3%	1 054 000
1928	Janvier	10,7%	1 336 000
	Juillet	11,6%	1 217 000
1929	Janvier	12,1%	1 453 000
	Juillet	9,7%	1 142 000
1930	Janvier	12,6%	1 479 000
	Juillet	17,1%	2 070 000
1931	Janvier	21,5%	2 663 000

Compte tenu des variations saisonnières, qui enflent le chômage à l'automne et le diminuent au printemps, ce tableau reflète fidèlement

les traits essentiels de l'histoire économique générale des dernières années. On peut comparer le chômage à une crue, dont les hautes eaux s'élèvent en même temps que les tempêtes mondiales se déchaînent (1921-22, 1930-31) : tous les pays, sans exception, sont atteints, puis la décrue se produit. Mais, dans le cas de l'Angleterre, qui est spécial, il semble exister un certain niveau au-dessous duquel les eaux ne se retirent pas : le chiffre d'un million de chômeurs paraît incompréhensible. Ne nous laissons pas impressionner à l'excès par les deux millions et demi de chômeurs de 1931 : ce qui est angoissant, ce qui constitue la vraie crise, c'est le million !

[26]

Ces chiffres sont globaux et les pourcentages notamment n'expriment qu'une moyenne nationale. Pour déterminer le siège du mal, il est nécessaire de savoir quelles sont les branches de la production les plus touchées. Considérons à cet effet la répartition du chômage par industries à cinq moments typiques, trois d'entre eux (1921, 1926, 1930) choisis dans des états aigus, et deux autres (1923, 1928) dans des états atténués de la crise :

**Pourcentage des chômeurs par rapport à l'effectif ouvrier  
dans diverses industries (mois de juillet).**

	1921 <sup>2</sup>	1923	1926	1928	1930
Charbon	8,1	3,0	8,8	29,1	28,3
Construction navale	32,8	43,2	41,5	28,3	31,7
Mécanique	23	20,9	17,5	9,7	16,7
Métallurgie du fer	48,8	19,9	66,2	21,2	28,5
Coton	10,5	21,3	28,1	15,2	44,7
Laine	14,6	9,3	23,3	15,1	26,1
Commerce de distribution	6,7	5,9	6,6	5,2	8,3
Bâtiment	14,9	12,2	9,4	10,4	13,9

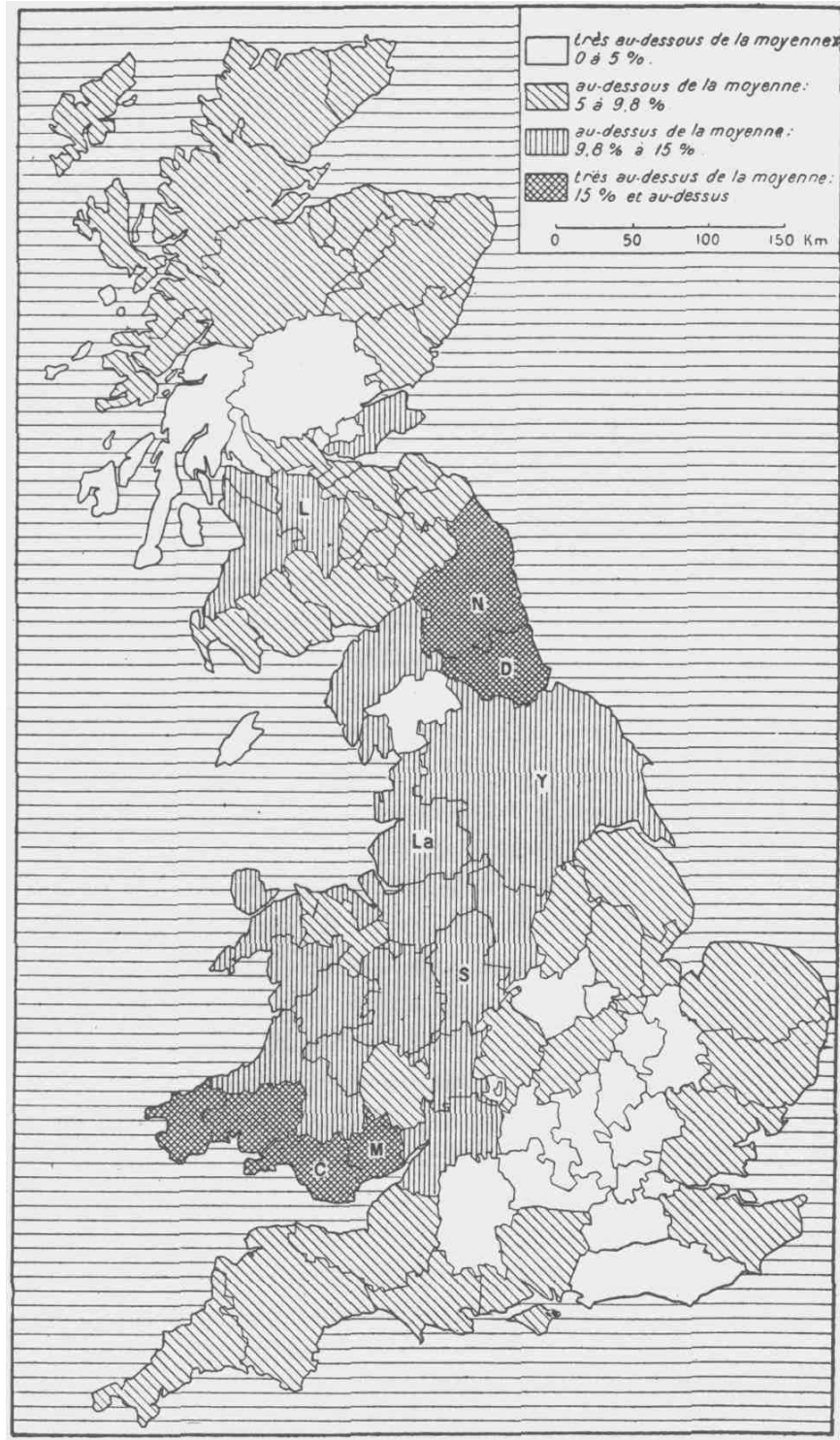
<sup>2</sup> En raison de la classification adoptée, les chiffres de 1921 ne sont pas exactement comparables à ceux des autres années.



On voit de suite que le centre de la dépression, le *storm center* comme disent les Anglais, n'est pas le même tout au long de la période envisagée. En 1921, c'est surtout la métallurgie du fer, la mécanique, la construction navale qui sont touchées ; mais, à partir de 1925-26, c'est surtout le charbon, puis le textile-coton, dont la situation en 1930 n'apparaît pas loin de tragique. Quelles que soient les raisons de ces variations, [27] une constatation primordiale s'impose, c'est que toutes les industries compromises sont des industries d'exportation, et justement celles sur lesquelles le XIX<sup>e</sup> siècle britannique avait fondé sa prospérité.

Ce commentaire se confirme et prend toute sa portée si l'on considère la répartition géographique du chômage (voir carte n° 1, p. 28). En mai 1928, c'est-à-dire à un moment où la dépression est spécifiquement anglaise et non encore internationale comme elle le sera en 1930, trois zones se dessinent clairement. La première, au nord, comprend tout ce que l'on a appelé l'Angleterre noire, c'est-à-dire la région où l'industrie se concentre sur le charbon : on y trouve uniformément plus de 10% de chômeurs (la moyenne générale étant de 9,8%), et la proportion dépasse même 15% dans les deux bassins houillers de Newcastle et de Cardiff (23% dans le Durham, 24,2% dans le comté de Clamorgan). La seconde, en bordure de la première au sud-est, répond à cette bande manufacturière annexe, où l'industrie lourde, basée sur le charbon, ne domine plus : elle est indiscutablement moins frappée, avec seulement 5 à 10% de chômeurs dans des comtés comme, le Gloucestershire, le Warwickshire, le Northamptonshire, le Nottinghamshire, et même moins de 5% dans le Leicestershire. Mais la troisième, Londres, avec un groupe de comtés dans la vallée de la Tamise et en général le sud de l'Angleterre, souffre à peine : il n'y a que 4,4% de chômeurs à Londres, 3,9% dans le Middlesex, 3,8% dans le Bedfordshire, 3,5% dans l'Oxfordshire, 2,8% dans le Surrey, 2,6% dans le Sussex. Si l'on établit la carte du chômage, non par pourcentages mais par chiffres absolus de chômeurs, la localisation extraordinaire du fléau apparaît encore plus marquée (voir carte, n° 2, p. 29).

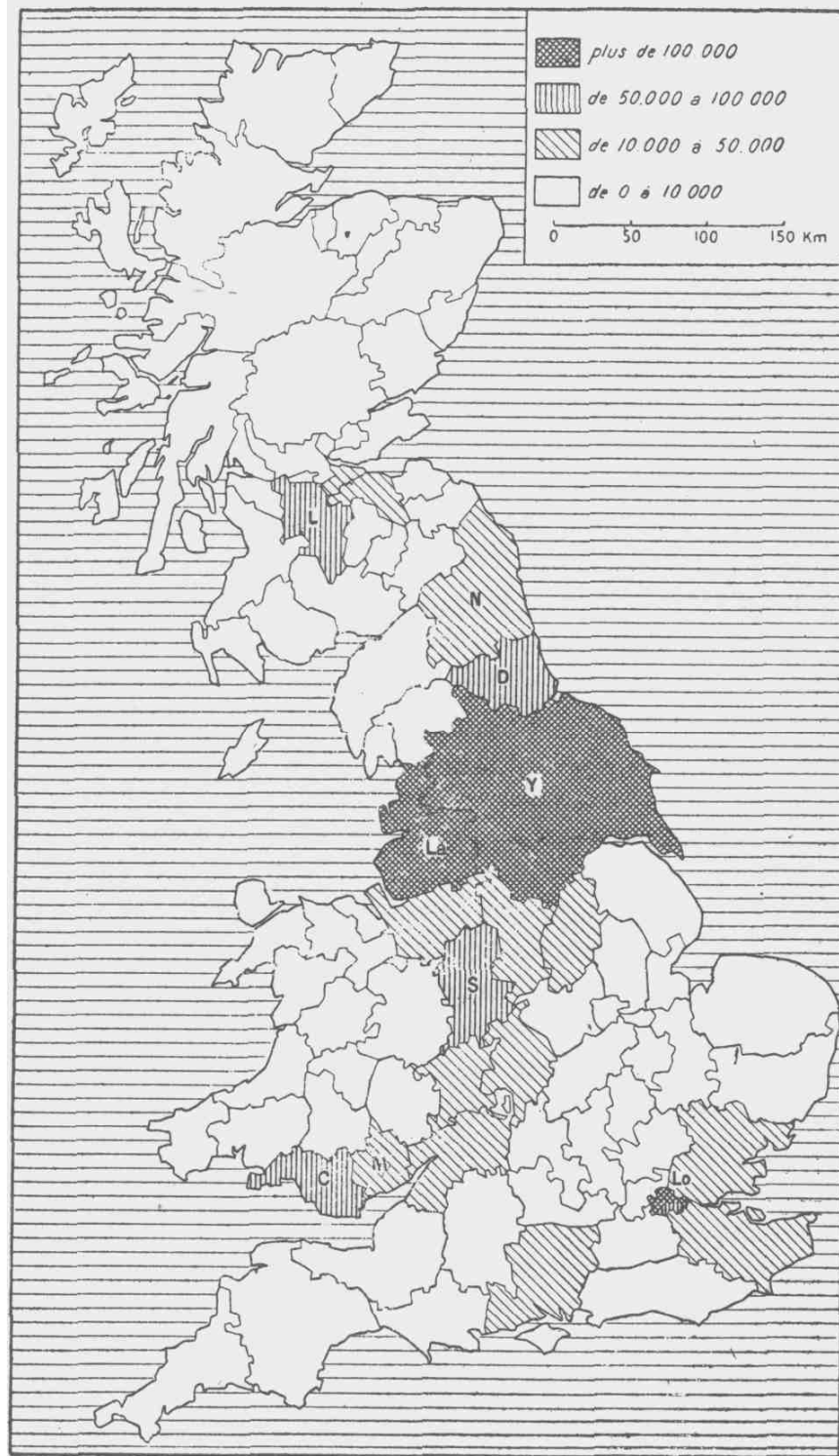
[28]



Carte n° 1.

Répartition géographique du chômage (par %).

[29]



Carte n° 2

*Répartition géographique du chômage (en valeur absolue).*

[30]

La crise de 1930, bien qu'en accentuant partout le chômage, n'a pas modifié ces rapports entre les diverses régions : la première tend à dépasser uniformément le palier de 15%, la seconde celui de 10, la troisième celui de 5 ; il y a quelques exceptions, mais la distinction des trois zones subsiste. Ce qui frappe surtout, même à l'intérieur de chacune d'elles, c'est l'extraordinaire localisation des chômeurs. En août 1930, par exemple, au moment où le chiffre des sans-travail vient de dépasser deux millions, près de la moitié de cette masse figure dans quatre comtés anglais, le Lancashire, le Yorkshire, le Staffordshire, le Durham ; plus des trois cinquièmes sont concentrés dans un groupe composé des quatre comtés ci-dessus, additionnés du Lanarkshire (Écosse) et du Clamorgan (Galles) ; lisez : charbon, métallurgie, coton, laine. Cette dislocation topographique du fléau apparaît même, plus accentuée encore, à l'intérieur des comtés ; les villes centrales, foyers régionaux où le travail est réparti entre de nombreuses productions, ne se distinguent pas par un chômage exceptionnel : Manchester n'a que 13,3% de chômeurs ; mais les villes industrielles spécialisées de cette immense usine qu'est le Lancashire subissent de plein fouet le choc de la tempête : Blackburn 52,7% de chômeurs sur une population ouvrière de 56 000, Acrinton 44,3% sur 31 000 Burnley 42,1% sur 47 000 ; de plus petites agglomérations présentent un pourcentage encore plus élevé C'est la même chose, mais avec une gravité plus angoissante encore, dans les régions minières, où la fermeture parfois définitive, d'un puits plonge la quasi totalité de la population dans l'inaction ; les chiffres moyens du chômage par comté ne donnent alors qu'une idée tout à fait insuffisante de cette sorte d'arrêt vital : Clamorgan a 31% de chômeurs, Monmouth 32,7, [31] Durham 26,8, Northumberland 21,5, Lanark 22,6, mais dans certains villages miniers frappés de mort le pourcentage dépasse la moitié ou même les deux tiers, s'élève théoriquement presque à 100%. Ce sont les *black spots*, où lentement l'espoir finit par s'évanouir. Par contre, dans le Sud, la crise demeure relativement moindre : Londres, en août 1930, a 6,6% de chômeurs, le *Greater London* 7,1, le Surrey 4,6, le Sussex 4,2, le Middlesex 7,4, le Kent 7,9%.

Ainsi, la carte du chômage est approximativement la carte houillère. C'est là un fait gros de signification. En attendant, l'Angleterre se trouve chargée d'un surplus de main-d'œuvre, qu'elle ne peut

ou ne sait occuper de façon rémunératrice et dont le volume, incompressible, paraît être d'environ un million.

Il ne faut naturellement pas se représenter l'existence de cet excédent comme impliquant l'inaction totale et permanente d'un million d'Anglais. Cependant, quel que soit le caractère plus ou moins fluide du chômage, il n'en subsiste pas moins en fin de compte, dans certaines industries, des surplus permanents et en quelque sorte solidifiés de main-d'œuvre, qu'elles se manifestent incapables d'absorber. Dans un rapport, publié en 1928, *l'Industrial Transference Board* en admet ouvertement l'existence : « Nous ne savons vraiment pas, dit-il, comment les industries lourdes pourront bien fournir du travail à tous ceux qui, présentement, composent leur effectif ». Il évalue par exemple à 200 000 hommes le surplus de l'industrie houillère ; la métallurgie, le textile présentent des excédents, moindres sans doute, mais inquiétants quand même et que les méthodes de rationalisation, si l'on se met sérieusement à y recourir, risquent encore d'aggraver. Il faut donc constater que, sur le pied des conditions de vie léguées par la prospérité [32] du XIX<sup>e</sup> siècle, le système national est dérégulé et révèle le désordre d'une machine à son déclin.

### III. — LA PORTÉE ET LES CAUSES DE LA CRISE

[Retour à la table des matières](#)

Le mot de crise, qu'on applique habituellement en l'espèce à l'Angleterre, est peut-être inexact : il s'agit plutôt d'une sorte de maladie chronique, comportant elle-même des aspects divers et des phases distinctes. On peut par exemple isoler d'abord — contrecoup immédiat de la guerre et du boom mort-né de 1919 — la crise de 1921 ; puis, après une sorte de reprise pendant l'occupation de la Ruhr, la crise charbonnière de 1925, avec la grève générale de 1926 et ses durables conséquences ; enfin, après une autre reprise, surtout dans l'Angleterre du sud en 1927-29, la crise mondiale de 1930. Ce dernier coup de massue s'abat sans qu'à aucun moment le pays ait eu la sensation de recouvrer son ancien équilibre.

À ces crises successives, dans chacune desquelles l'organe principalement atteint changeait sans que les maux précédents fussent guéris, l'opinion britannique découvrait toujours une raison de circonstance, que les économistes, les dirigeants, les journalistes s'attachaient à mettre en vedette : il y avait en somme, à chaque étape, une sorte de doctrine quasi officielle de la situation. L'étranger qui visite l'Angleterre se sent, avouons-le, frappé du caractère objectif, profondément sérieux, qu'y prennent les discussions économiques. Oserais-je dire qu'il en est même intimidé ? Par la suite pourtant, quand il se retourne vers le passé, il lui arrive d'entrevoir que l'appareil scientifique des thèses mises en avant cachait parfois plus d'une arrière-pensée.

Au début, c'était la guerre elle-même qui, par une illusion d'optique bien naturelle, semblait la cause de tout le mal, et nul n'était plus pressé que les Anglais [33] d'en effacer les traces. Dans une Europe bouleversée par la chute sensationnelle de trois empires, politiquement et économiquement balkanisée, l'Angleterre estimait que le relèvement rapide de l'Allemagne et de la Russie, la suppression ou au moins l'abaissement des barrières économiques, la reprise normale des transactions internationales lui rendraient tout naturellement son ancienne position de prépondérance en même temps que sa prospérité : elle s'estimait suffisamment équipée, avec son outillage intact qu'aucun obus n'avait atteint ; dans sa pensée c'était surtout une affaire de cadre international. Un peu plus tard, quand l'inflation sévit sur le continent, plaçant le marché britannique à la merci d'une foule de pays à monnaies avariées, le dérèglement monétaire parut simplement un aspect différent des mêmes causes de désordre : la stabilisation fut recommandée sous l'égide de la livre sterling. Mais lors de l'« invasion » de la Ruhr, l'opinion britannique unanime déclara bruyamment que, si les affaires du monde et singulièrement de l'Angleterre ne se relevaient pas, c'était la faute de la France : cette pointe de l'occupation armée, maladroitement et, qui sait, « malicieusement » insérée dans le mécanisme de précision de l'économie allemande, n'était-ce pas l'explication, bien simple, de la perpétuation du malaise européen ? Enfin, quand, après la stabilisation du franc, l'or afflue vers Paris, désertant la Cité, c'est une fois encore la faute des Français si la baisse mondiale des prix s'accroît, au détriment de l'intérêt britannique : la France ne joue pas le jeu ; en stérilisant le métal jaune qu'elle accumule, elle méconnaît les devoirs internationaux que lui confère cette possession,

elle enraie de nouveau une renaissance économique internationale impatientement attendue.

Cette façon d'interpréter les choses est intéressante à [34] souligner, parce qu'elle éclaire, dans ce défilé particulièrement délicat, les réactions de la psychologie britannique. On n'aura pas manqué de le remarquer, c'est dans des causes extérieures que l'Angleterre croit trouver la source de ses difficultés : toujours, pour commencer, c'est la faute de quelqu'un, et si ce quelqu'un veut bien se réformer, l'Angleterre alors pourra retrouver sa prospérité. Elle est magnifique pour faire la leçon à autrui, lui découvrir, lui tracer des devoirs ; contre le pelé, le galeux, dont l'égoïsme méconnaît les devoirs internationaux qui lui incombent, elle ameute l'indignation des gens qui savent se conduire. Le Français malin, *cynical Frenchman* selon la formule anglo-saxonne, s'amuse de constater que, quand elle dit qu'il faut penser aux autres, les autres c'est toujours justement elle-même. Machiavélisme, dit le public ! Quelle erreur, il s'agit bien plutôt d'un peuple instinctif, et même quelque peu naïf, qui tend inconsciemment à reconstituer pour son bénéfice un cadre ancien qui lui convenait, mais exclut l'hypothèse d'une révision de ses propres statuts, même s'ils ne sont plus adaptés au monde d'aujourd'hui.

L'opinion française demeure stupéfaite quand elle se trouve en présence de ces thèses, soutenues du reste par les dirigeants les plus qualifiés, et qui aboutissent en somme à rejeter l'effort sur l'interlocuteur étranger : « Vous trouvez, dit l'Anglais, que nos salaires sont trop élevés pour nous permettre la concurrence ? Que le continent élève donc les siens ! La journée britannique de travail est trop courte ? Réduisez la vôtre ! Le train de vie anglais vous paraît trop prétentieux ? Renoncez vous-mêmes à une frugalité mesquine, civilisez-vous, comme nous apprenez à vivre ! » C'est le raisonnement de Mahomet et de la montagne, l'Angleterre voudrait que la montagne vienne à Mahomet.

[35]

Nous ne prétendons pas du reste que les explications anglaises soient inexactes. Envisagées toutefois du dehors et avec un recul de dix ans, les causes générales de la dépression britannique se regroupent de façon quelque peu différente. On peut les classer en deux catégories, selon qu'elles sont extérieures à l'Angleterre, échappant ainsi à son action, ou bien propres à l'Angleterre et susceptibles éventuel-

lement d'être corrigées par un effort de sa volonté. On pourrait également les diviser en deux catégories, selon qu'elles sont temporaires ou bien au contraire permanentes.

Les causes extérieures, c'est d'abord l'appauvrissement et surtout le dérèglement du monde, par suite de la guerre, des révolutions, des bouleversements de toutes sortes qu'elle a provoqués. Mais cette cause est après tout temporaire et l'on ne doit pas y chercher trop longtemps la justification principale de la dépression britannique. En l'adoptant au lendemain de la guerre avec un empressement peut-être excessif, les Anglais se sont donné une dangereuse excuse pour ne pas renouveler ce qui était démodé dans leur économie. Sans doute est-il essentiel d'être soulevé par le flot, mais ce n'est pas tout.

On est ainsi amené à chercher des causes plus profondes et l'on s'aperçoit que, pour trouver la source véritable du mal, il faut remonter plus haut que 1914, peut-être, ainsi que nous le suggérons, jusqu'à 1875 ou 1880. Ce qui change, au détriment de l'Angleterre, c'est moins, le degré de prospérité du monde que l'équilibre même des continents. Dès le début du siècle, et même antérieurement, il y avait eu tendance, de la part des pays lointains, à contester le monopole industriel de l'Occident européen, dont l'Angleterre, à cet égard, constituait l'avant-garde. Chaque nation, maintenant, prétend ouvrir elle-même ses matières premières, les [36] exporter de préférence sous la forme manufacturée : la guerre, sans avoir à proprement parler créé ce mouvement général d'industrialisation, en a, plus puissamment qu'aucune autre cause, accéléré le rythme. En même temps la doctrine, jugée folle par l'École libérale, suivant laquelle un État doit être économiquement complet, a pratiquement triomphé ; elle constitue un aspect inséparable du nationalisme contemporain. De ce fait le vieux protectionnisme, déjà si dangereux pour l'exportation britannique, s'est encore aggravé : on se contentait naguère de droits compensateurs, permettant à la production locale de lutter au moins à armes égales sur le marché intérieur ; les tarifs de douane étaient une arme, mesurée, de protection plutôt que de prohibition. Il y a désormais un néo-protectionnisme, dont le but et les moyens sont autres : il part de ce principe que le marché national doit être réservé à l'industrie nationale par priorité, de telle sorte que le bénéfice ainsi réalisé puisse servir à soutenir, à stimuler l'exportation, donnant ainsi lieu éventuellement à un *dumping* national et systématique.



De cette décentralisation de l'industrie résulte, dans le monde, un équilibre nouveau, qui prive l'Angleterre d'un privilège séculaire. La diminution, au moins relative, qui s'ensuit pour elle doit sans doute être considérée, acceptée comme permanente. Quant aux causes propres à l'économie britannique elle-même, elles sont complexes mais peuvent se résumer en une seule et brève proposition : l'Angleterre est devenue l'un des pays où la production industrielle coûte le plus cher.

Nous voici au cœur du problème britannique.

[37]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Première partie.  
L'Angleterre du XIXe siècle**

## **Chapitre II**

---

### **POURQUOI L'INDUSTRIE BRITANNIQUE PRODUIT CHER**

#### **I. — CAUSES DÉPENDANT DE L'ANGLETERRE ELLE-MÊME**

##### **I. — LA POLITIQUE MONÉTAIRE**

[Retour à la table des matières](#)

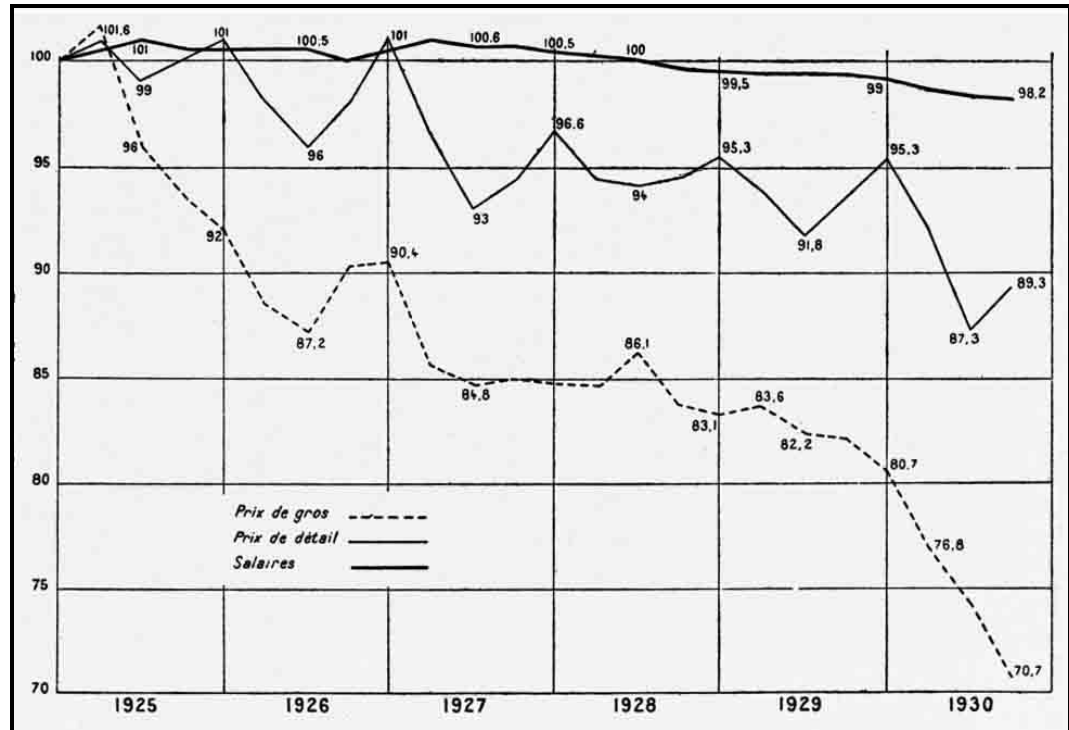
Chacun admet aujourd'hui que l'industrie britannique pâtit de la politique monétaire adoptée en 1918-19, qui visait le redressement de la livre au pair du dollar. Cette politique de crédit et de prestige était l'œuvre des financiers de la Cité ; le gouvernement l'avait faite sienne et imposée aux industriels, à peine consultés et qui, du reste, ne s'étaient pas d'abord rendu compte des conséquences qu'elle pourrait avoir. Ce qui déterminait les financiers, c'était une séculaire tradition de crédit (on paie ce qu'on doit), la volonté de maintenir Londres comme centre financier international, l'orgueil aussi de ne pas laisser distancer la livre par le dollar, ce parvenu. Quant au gouvernement, en suivant ces conseillers, il obéissait à une sorte d'instinct vital : remettre les choses en l'état. En acceptant de remplir intégralement ses obligations intérieures et extérieures, l'Angleterre, au prix d'un effort

budgetaire formidable, a atteint le but en 1925 ; mais dès le début [38] de 1923 la bataille pouvait être considérée comme gagnée. C'est aussi vers ce moment qu'on commença de deviner les répercussions économiques éventuelles ; elles n'apparurent toutefois avec une complète évidence qu'après 1925, quand il était assurément trop tard pour revenir en arrière.

L'expérience a prouvé que cette politique sacrifiait la production à l'échange. On garantissait la stabilité, le prestige de la monnaie nationale, pour le bénéfice des financiers et des commerçants, qui opèrent sur des différences et, si l'on ose dire, dans un climat économique international. Mais, pour que l'industrie profitât de ce retour monétaire à la normale, ou du moins n'en souffrît pas, il eût fallu que les prix intérieurs, toutes les catégories de prix, s'ajustassent, spontanément et avec élasticité, au relèvement monétaire : la livre montant, tous les prix devaient baisser corrélativement. Or, c'est justement ce qui ne s'est pas produit. La revalorisation de la livre a sans doute fait baisser l'indice des prix de gros de 100 en 1924 (veille du pair) à 70,7 durant le troisième trimestre de 1930, soit une différence de presque 30%. Mais les prix de détail et surtout les salaires, élément essentiel du coût de revient industriel, sont demeurés en quelque sorte accrochés à un autre niveau : pendant la même période, la baisse des prix de détail n'a été que de 100 à 89,3, soit à peine 11 p. cent ; quant aux salaires, ils ne se sont tassés que de 100 à 98,2, soit une réduction insignifiante de 1,8% ! (voir graphique n° 1, p. 39).

Ainsi la fiscalité tient, à bout de bras, la livre sterling à un palier, cependant qu'elle bloque le coût de la vie et les salaires à un autre palier. Les prix de gros, plus sensibles aux influences internationales dans un pays de libre-échange, sont à peu près solidaires de la monnaie ; mais les prix de détail et les salaires, plus nationaux,

[39]



Graphique n° 1

*Variations des salaires, des prix de gros et des prix de détail.*

[40]

plus politiques, sont en complète disparité avec elle. La différence de 19 points entre le gros et le détail, de 28 points entre le gros et les salaires, décèle la rigidité d'un organisme social qui ne réagit pas normalement : c'est la rançon de la guerre, non liquidée, et d'une politique sociale malsaine qui engorge, encrasse pour ainsi dire le système anglais. Dans le régime du libre-échange quand il fonctionnait intégralement, à l'intérieur comme à l'extérieur, l'équilibre se fût sans doute rapidement rétabli. Mais il ne faut jamais oublier que, dans la structure britannique, le laissez-faire n'appartient plus guère qu'au passé.

Indépendamment de cette artériosclérose, propre aux démocraties occidentales mais singulièrement à l'Angleterre, la différence de sensibilité des diverses catégories de prix est une caractéristique naturelle des périodes de dérèglement ou d'ajustement monétaire. Dans le cas

de la déflation, l'effet se manifeste par un alourdissement, dont l'Angleterre éprouve, depuis 1921 et surtout depuis 1925, tout le poids. Un régime dualiste se développe ainsi, avec une monnaie d'échange internationale au pouvoir d'achat plus élevé que la monnaie d'échange intérieure : il en résulte une véritable prime à l'importation et par contre un frein à l'exportation, les prix de revient tendant toujours, par inertie, à s'attarder aux niveaux les plus élevés. Quels que soient les efforts d'assainissement technique ou de rationalisation des industriels britanniques, il y a là une circonstance qui nécessairement stérilise le plus clair de leur action ; ils luttent contre un courant que toute l'énergie du monde aurait grand'peine à remonter. On devine en effet que, dans la concurrence internationale, ils sont systématiquement handicapés, puisqu'ils opèrent sur des prix anglais surélevés, en tant qu'ils produisent, mais sur des prix mondiaux inférieurs, [41] en tant qu'ils exportent. Ce fait suffirait, à lui seul, pour empêcher l'industrie d'exporter avec profit, pour la livrer sans défense, sur son propre marché, à l'invasion des importations étrangères. C'est le renversement, fatal en l'espèce, de la position de 1860, quand tout concourait à réduire au minimum le prix de revient de la production nationale.

Avec une structure économique hypothéquée de la sorte, on comprend que l'Angleterre redoute, plus que tout, de voir s'accroître dans le monde une tendance générale à la baisse des prix, c'est-à-dire à l'appréciation de l'or. Car, plus les prix internationaux baissent, plus il lui devient malaisé d'y ajuster les siens, en raison de leur inertie : toute baisse mondiale du niveau des prix signifie pour elle l'obligation de réduire son coût de revient, alors qu'elle se sait hors d'état de réduire ses salaires, sa dette, ses impôts ! Et plus l'écart s'élargit, plus ces facteurs rigides de l'économie — les salaires, la dette publique — font sentir leur poids. N'oublions pas que si la livre a réussi en 1925 à rejoindre le dollar, c'est en grande partie parce que celui-ci se trouvait lui-même diminué d'un tiers, par rapport à l'avant-guerre, dans son pouvoir d'achat : si, par une politique plus accentuée de déflation, les États-Unis avaient relevé davantage la valeur de leur monnaie, est-il certain que l'Angleterre eût pu suivre le mouvement ? Et si maintenant l'or tend à se rapprocher de sa valeur d'avant-guerre, toute cette politique de redressement monétaire ne va-t-elle pas se révéler d'un poids intolérable ? Voilà pourquoi l'Angleterre se cache à peine de souhaiter, grâce à l'utilisation intensive et concertée des stocks d'or, une sorte

d'inflation mondiale qui, en gonflant les prix, la soulagerait : toujours cet instinct de vouloir changer les autres au lieu de se changer soi-même !

[42]

Nous voici donc amenés à la conclusion que le pays a sauvé sa monnaie, seul parmi les belligérants européens, par l'énergie budgétaire et le civisme fiscal, mais que cet effort excessif l'écrase : traînant à sa suite une dette trop lourde (on donne aux créiteurs 20 shillings par livre, tandis que la France ne paie aux siens que 20 centimes par franc), il est en état d'équilibre financier, mais non d'équilibre économique. La partie n'est donc pas gagnée, car, même en supposant la livre assurée à son niveau et le prestige financier de l'Angleterre confirmé, il n'est pas sûr que le pouvoir financier continue désormais de lui appartenir dans le monde. Ce pouvoir est inséparable d'une industrie prospère qui en constitue le fondement. Un instinct profond du gouvernement l'a poussé, à tort ou à raison, à considérer le salut de la monnaie comme la préoccupation nationale la plus essentielle, mais il a fallu que l'industrie paie pour la livre. C'est l'exemple le plus saisissant de cette dissociation des divers intérêts nationaux, qui marque le dérèglement de la machine britannique.

L'Angleterre a cru pouvoir sortir de la guerre et procéder à sa liquidation financière sans opération chirurgicale, par les procédés classiques. Dans des circonstances aussi exceptionnelles, peut-être était-ce un orgueil excessif ? Elle n'a pas le sang rafraîchi de ceux qui ont fait faillite.

## II. — L'OUTILLAGE ET L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

[Retour à la table des matières](#)

La difficulté s'aggrave de l'état démodé de certaines industries. Sans parler des États-Unis, les principaux pays de l'Europe occidentale ont, depuis la guerre, largement renouvelé leur outillage. La France notamment s'y est en quelque sorte vue contrainte par la nécessité de reconstruire ses régions dévastées ; peut-être [43] ne l'eût-elle

pas fait sans cela. Quoi qu'il en soit, l'équipement continental sort plutôt rajeuni de la grande crise. L'Angleterre cependant continue de se féliciter d'une tradition ininterrompue depuis mille ans ! À tort peut-être, car il est des circonstances où mieux vaudrait tout reprendre à la racine, sur de nouvelles bases.

L'industrie britannique est à cet égard comme les forêts naturelles, où des arbres décrépits, menaçant ruine, subsistent au milieu de pousses plus jeunes. Dans certaines branches, l'effort technique accompli pendant et depuis la guerre est remarquable ; mais ailleurs on trouve des machines dont la place serait plutôt dans un musée rétrospectif : elles sont désuètes, parfois pratiquement inutilisables, mais on les garde, parce que l'Anglais aime garder.

C'est ainsi que de grandes industries, comme le charbon ou la métallurgie, persistent à se servir, dans nombre de cas, d'un outillage franchement dépassé. Les mines de charbon par exemple contiennent, en grand nombre, des puits qui sont parmi les plus retardés d'Europe : on y voit encore des chevalets de bois, l'abatage mécanique y demeure réduit, le traitement des sous-produits, devenu si essentiel, n'a évolué que lentement ; de vieux fours à coke, de rendement antédiluvien, continuent d'être employés ; dans l'ensemble, un quart tout au plus du charbon est lavé mécaniquement, alors que la proportion est de 80% en Allemagne, de 85% en France. Même caractère, nettement distancé, de toute une partie de la métallurgie.

Pourquoi cette décadence ? La raison n'en est pas dans un manque de capacité technique. Les ingénieurs anglais, pris individuellement, ne sont pas mauvais, bien au contraire : ils ont souvent, de même que les [44] contremaîtres et de nombreux ouvriers, le génie mécanique ; comme ailleurs, ils savent faire des propositions de rajeunissement des machines, de réorganisation du travail. Mais trop souvent on ne les écoute pas. Les patrons, au temps de la prospérité, s'étaient accoutumés à gagner facilement de l'argent avec un vieil outillage ; ils n'étaient pas incités à le changer : la prospérité durerait toujours, pensaient-ils, et n'y avait-il pas un Dieu pour les Anglais ? Depuis que les affaires vont mal, le renouvellement de l'outillage ne s'est pas mieux fait, mais cette fois pour d'autres raisons : la confiance dans l'avenir industriel britannique s'est trouvée, avouons-le, partiellement ébranlée ; les conseils d'administration, inspirés plus qu'autrefois par les banques et souvent même contrôlés par elles, sont tentés de se dire

que les capitaux rapportent plus quand on les place à l'étranger ; l'argent dès lors se détourne de certaines industries et l'en n'en trouve pas autant qu'il en faudrait pour des reconstitutions d'outillage qui seraient non seulement nécessaires mais urgentes. On n'a cependant pas perdu le sentiment qu'il faut bien faire ; l'Anglais étant naturellement loyal et généreux, ce sentiment se reporte largement sur l'aspect social de l'exploitation. C'est ainsi que les à-côtés sociaux de l'usine sont généralement bien équipés ; les clubs fournis au personnel sont confortables, nous paraissent éventuellement luxueux ; dans la pensée qu'il faut ménager l'ouvrier, soigner ses distractions, des dépenses importantes sont souvent engagées ; un effort considérable a été fait, depuis dix ans, pour le logement des travailleurs ; dans nombre de cas cependant il eût été plus avantageux de réduire l'effectif de la main-d'œuvre et de bâtir moins de maisons. Tout cela se retrouve dans le prix de revient, lors de l'addition.

Ce vieillissement de l'outillage n'est qu'un aspect [45] d'une crise, plus générale, de l'organisation industrielle elle-même. La structure des industries de base (ce ne serait pas vrai de toutes les autres) est toujours, dans ses grandes lignes, celle du XIX<sup>e</sup> siècle : il l'a transmise, sans changements appréciables, au siècle nouveau. Ce n'est pas à dire qu'elle soit mauvaise, bien au contraire ; mais, encore qu'elle ait fait la fortune de quatre générations, elle n'est plus adaptée à des circonstances désormais différentes.

Au XIX<sup>e</sup> siècle tout était facile ; l'industrie se développait naturellement, comme l'adolescence grandit en stature. Dans ces conditions, point n'était besoin d'envisager les intérêts de chaque branche de la production dans son ensemble ; ce n'était l'affaire de personne et l'on peut bien dire qu'il y avait Dieu pour tous, du moins pour tous les Anglais. On allait donc en ordre dispersé, chacun s'occupant de son affaire, en concurrence sans merci avec son voisin. L'individualisme des Victoriens, leur religion du laissez-faire, leur acceptation pure et simple de la libre concurrence se prêtaient au fonctionnement du système, qui comportait du reste une précieuse émulation. Mais quand la conception des industries nationales, collectivement organisées et disciplinées comme des armées, tendit à prévaloir, l'Angleterre continua dans sa vieille ornière. La vitesse acquise, en prolongeant longtemps l'ère des bénéfices, l'abusait et semblait justifier les habitudes individualistes et les méthodes périmées du passé. Le laissez-faire, jadis



doctrine de progrès, d'initiative, tendait ainsi à devenir une routine, une formule indéfiniment répétée d'où la vie se retirait.

Les mines de charbon par exemple constituent, du point de vue des méthodes modernes, le type même de l'industrie irrationnellement organisée. En Angleterre comme on le sait, le propriétaire du sol est aussi propriétaire [46] du fond, d'où un régime entièrement différent du système français des concessions. C'est donc la dispersion qui tend à dominer : il y a en Angleterre 1 400 producteurs indépendants, avec 2 000 puits, tandis qu'en France il n'y a que 130 compagnies pour 600 puits et qu'en Westphalie une douzaine de compagnies contrôlent les neuf dixièmes de la production. Dans ces conditions, au lieu de concentrer l'effort sur les meilleurs puits, chacun s'obstine à exploiter le sien, quelque médiocre ou mauvais qu'il soit : tout le monde travaille à temps réduit et les charges continuent de peser également sur tous ; le bon puits, pourvu des derniers perfectionnements, pâtit de la sorte de l'existence de tel autre, quasi médiéval, qui veut subsister quand même, et finalement l'on aboutit à un prix de revient maximum. Tant que la prospérité s'est perpétuée, nul n'a songé à une réforme, dont on avait l'illusion qu'elle n'était pas urgente. Puis, quand l'ère des pertes est survenue, le marasme a produit le même effet de paralysie. Il aurait fallu des capitaux, mais qui voulait en jeter dans une affaire qui périssait ? Des Sacrifices se seraient imposés, mais c'était à qui les rejeterait sur le voisin. En présence d'un marché international qui échappait, on aurait eu besoin d'une organisation collective de la vente, mais Comment réaliser l'unité d'action entre des centaines, presque des milliers d'unités n'ayant jamais pratiqué la coopération ? Finalement, la loi du 1er août 1930 oblige les intéressés à collaborer : il a fallu que l'intervention vînt du dehors, quand on était à deux pas du gouffre.

L'industrie cotonnière manifeste un égal attachement à des méthodes vieilles. On peut bien dire que, depuis la seconde moitié du siècle dernier, son organisation n'a pas changé : même division en compartiments étanches (filateurs, tisseurs, *marchants*, finisseurs), [47] même individualisme qui se refuse aux fusions nécessaires, même conservatisme élémentaire, dont plusieurs continuent à se faire une vertu, en se disant que la vieille Angleterre finira bien par s'en tirer. Ici, le vieillissement du système est une cause plus grave de crise que l'état de l'outillage ; il y a, dans le Lancashire, des usines qui sont

parmi les plus modernes du monde, mais, chose troublante, elles sont entraînées solidairement dans la ruine des autres : la baisse des prix mondiaux, coïncidant avec la difficulté d'abaisser les prix de revient, la concurrence intestine de trop nombreuses entreprises individuelles qui défendent leur vie en se ruinant, ont fini par acculer toute une partie de l'industrie à un état de faillite virtuelle. Il faudrait maintenant, là comme ailleurs, une réorganisation d'ensemble, tenant compte des conditions nouvelles de la production et de la concurrence dans le monde. La période de l'individualisme dispersé est dépassée : il est nécessaire, pour réussir, de constituer des unités plus larges, susceptibles d'assurer une coopération plus effective, non seulement à l'intérieur des sections mais entre les sections elles-mêmes : l'exemple des finisseurs, qui se sont les premiers engagés dans cette voie, prouve que le salut est là. Mais il y a sept cents filatures, douze cents tissages ! Les sept cents directeurs de filatures, les douze cents directeurs de tissages, et combien d'autres à côté d'eux, ne peuvent que redouter une réorganisation, dont le premier effet serait de supprimer un grand nombre de situations. L'expérience des dernières années montre que l'industrie cotonnière éprouve la plus grande difficulté à se réformer elle-même. Là encore, par l'intervention des banques créditrices, de la Banque d'Angleterre elle-même, il faut que l'impulsion vienne du dehors. Humiliation sévère pour ce Lancashire qui, jadis, loin de dépendre [48] de Londres, inspirait, dirigeait toute la politique économique de la nation.

On voit, par ces deux exemples typiques, que l'organisation d'ensemble d'une production, sur le plan national, n'est pas actuellement dans le génie britannique. L'Allemagne, la France même possèdent, dans les branches principales de leur activité manufacturière, des organismes centralisés, susceptibles de parler, dans une discussion internationale, au nom d'une industrie tout entière. Mais l'Angleterre, sur ce terrain, est nettement en retard : les intérêts étrangers, quand ils veulent entrer en contact, ne savent souvent pas avec qui causer, ou bien ne se trouvent en présence que de mandataires sans pouvoirs suffisants. À plusieurs reprises, l'entrée de l'industrie britannique dans les cartels internationaux s'est trouvée, de ce fait, rendue plus difficile. Le vieil individualisme du XIXe siècle, qui avait à son heure été une force, est devenu maintenant, en l'espèce, un sérieux obstacle.

### III. - L'ESPRIT DU PATRONAT BRITANNIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Au siècle dernier, la grandeur britannique fut l'œuvre d'une élite d'hommes d'affaires et d'une élite d'hommes d'État, les premiers fournis par la classe moyenne, les seconds par l'aristocratie : l'union de ces deux équipes avait raison de tous les obstacles. Puis, les industriels voulurent pénétrer dans la société ; enrichis, ils envoyèrent leurs fils dans les collèges où se formaient les dirigeants politiques de la nation. Découronnée, l'industrie finit par s'endormir sur ses lauriers : l'esprit de progrès, qui avait été le sien, se mua en esprit de conservation.

Aujourd'hui, la mentalité du patron moyen n'a que peu changé depuis plusieurs générations : il suffirait presque de dire que c'est un Anglais de classe moyenne, avec tous les préjugés de sa classe dans un pays insulaire. [49] Chez lui persiste la vieille idée britannique que l'esprit pratique et le sens du commandement valent mieux que la technique. Causez avec les maîtres de la jeunesse, quels qu'ils soient, leurs préoccupations reviennent toujours à cet axe : nous cherchons avant tout à faire des gentlemen. Cela revient à dire que, dans l'échelle des valeurs, ils placent le caractère avant l'intelligence et la science. L'Anglais, dans ces conditions, pourra vous parler de rationalisation — c'est la mode, comme il vous parlait vers 1890 d'éducation technique à la façon allemande, — mais il s'agit chez lui d'une notion étrangère, plaquée : on se demande si, tout au fond, il y croit. Peut-être croit-il surtout à son étoile ? Dans sa pensée, quelles que soient ses fautes (il sait qu'il en commet, est résigné à en commettre encore bien d'autres), il finira par s'en dépêtrer. C'est ce qu'à l'école on lui a, implicitement, enseigné.

Cette complaisance explique que, dans la concurrence internationale, le patronat britannique se soit souvent laissé distancer par des rivaux plus instruits ou plus agressifs. Le patron anglais d'aujourd'hui n'est plus guère, selon l'évocation de M. Keynes, « cette fiévreuse et alerte figure de l'économie politique classique, ne manquant jamais l'occasion de gagner un penny toutes les fois que c'est humainement

possible, constamment en état d'émulation, jusqu'à la limite extrême de ses forces... ». Non, c'est un homme qui en prend volontiers à son aise ; on a parfois l'impression qu'il est « trop fier pour se battre » ; il y a en lui je ne sais quel germe de dévitalisation. Ceux de nos industriels qui vont en Angleterre, pour y discuter avec leurs pairs les intérêts communs de la production internationale, rapportent presque tous la même impression : ils ne se sont pas trouvés en présence de gens dont la culture technique et surtout la culture générale fût égale à la [50] leur. Nos ingénieurs, en mission ou en voyage d'études, tiennent le même langage : les directeurs d'usine, les, ingénieurs qu'ils rencontrent ne sont pas, le plus souvent, des hommes cultivés, sortant des grandes écoles, mais de bons agents spécialisés, sans vues d'en, semble ; avec eux la conversation est sans intérêt, les problèmes discutés à table ou bien aux heures de loisir sont terre-à-terre ; quelquefois l'allure intellectuelle est celle de contremaîtres, simplement plus évolués.

Il faut dire qu'il y a là une situation qui, depuis la guerre, est en train de changer. D'une part, les jeunes gens des classes dirigeantes se tournent davantage vers l'industrie ; Cambridge produit une élite d'ingénieurs, qui ont à la fois la technique et la culture ; en même temps se fait sentir d'une façon croissante l'influence des nouvelles universités provinciales, que le chancre des sports ne dévore pas et qui forment des compétences selon l'esprit de notre siècle. Si l'Angleterre prend l'habitude de s'adresser à ces cadres rajeunis, au lieu d'accorder l'influence aux fils ou aux neveux des anciens patrons, aux gens qui apportent des capitaux ou même aux étrangers intelligents et actifs, une transformation sociale de grande importance se sera produite.

Mais la transformation survient, en un sens, trop tard, du moins avec un retard qui place l'Angleterre en état d'infériorité par rapport à l'Allemagne, aux États-Unis, à la France. Il y a plus de trente ans notamment que la bourgeoisie française, abandonnant partiellement les carrières militaires et administratives qui l'avaient attirée pendant tout un siècle, a orienté une fraction importante de son élite vers l'industrie et les grandes affaires. Peut-être l'Angleterre, depuis deux siècles, a-t-elle obéi à un instinct juste et profond en choisissant les plus brillants de ses sujets pour la passerelle du commandement politique ? L'importance qu'a, pour [51] elle, le facteur international devait sans doute le lui conseiller. Les problèmes industriels, avec l'immense complexité

qu'ils ont prise, ne nécessiteront pas, dans l'avenir, une sélection de chefs moins avertie.

Les possibilités de l'Anglais ne décèlent à cet égard aucun signe de décadence. Il s'est montré récemment capable de mettre sur pied des industries nouvelles, dans les conditions techniques les plus parfaites. Quand il travaille sur du neuf, il fait bien et même très bien. C'est quand il est engagé dans une routine qu'on ne peut plus l'en sortir et que ce fatal conservatisme, qu'il appelle trop souvent tradition, l'endort et le frappe d'immobilité. Il y a là une question d'éducation tout autant que de caractère. De ce fait, de grands changements se manifesteront peut-être nécessaires dans les conceptions mêmes de la nation.

#### IV. — LA MAIN-D'ŒUVRE

[Retour à la table des matières](#)

Il faut enfin signaler, dans le rendement de la main-d'œuvre, un déclin analogue. En dépit de qualités remarquables et qui se maintiennent, l'honnêteté, le loyalisme, le sérieux de la vie privée, une technique éprouvée, l'ouvrier britannique s'est accoutumé et s'accroche à un niveau de salaires difficilement compatible avec les nécessités d'une industrie en état de crise.

De 1914 à 1920, le niveau moyen des salaires s'était élevé de 100 à 170-180 ; en 1929, le ministère du Travail l'estime à 170-175 ; en 1930, M. Bowley à 178. La baisse est donc nulle par rapport aux chiffres records du boom d'après-guerre, et, par rapport à 1924, M. Bowley la mesure à 1,75%. A la vérité, loin de s'être tassés, les salaires réels se sont au contraire accrus, puisque, depuis le maximum de 1920, les prix de gros se sont retirés de 325 au-dessous de 120 et les prix de détail de [52] 275 à 152. Dans la mesure où il trouve du travail, l'ouvrier est donc dans une situation aussi bonne, probablement meilleure qu'en 1914 (et en 1914 le progrès était déjà considérable sur 1900).

Sans doute ne faut-il pas ignorer que tous les travailleurs ne sont pas également favorisés. Le sort des manœuvres s'est amélioré davantage que celui des ouvriers qualifiés. Mais ce sont surtout les industries échappant par leur nature à la concurrence internationale (*shel-*

*tered trades*) qui ont profité de l'avance ; les industries d'exportation, obligées de s'ajuster plus directement aux prix extérieurs, n'ont pas intégralement maintenu à leur main-d'œuvre les augmentations acquises entre 1914 et 1920. Le contraste entre les deux catégories est frappant : dans la première, nous voyons en 1929 les poseurs de briques à l'indice 178 et les manœuvres du bâtiment à l'indice 200, les porteurs des gares à l'indice 230 et les ouvriers qualifiés des chemins de fer à 190, les typographes à 207, les boulangers à 213, les ouvriers de l'ameublement à 185-195 ; dans la seconde au contraire, nous trouvons les mineurs de charbon du Northumberland à l'indice 120 et ceux du Pays de Galles à 135, les manœuvres de l'industrie mécanique à 183, mais les spécialistes mécaniciens à 151, les ouvriers du textile-coton à 150 environ et les travailleurs qualifiés de la construction navale à 142. A l'abri de la concurrence étrangère, le manœuvre se fait à peu près 50 shillings par semaine, et l'ouvrier qualifié 70 à 75 shillings ; dans le cas contraire, le manœuvre gagne environ 40 shillings et le spécialiste 55 à 60 shillings. L'augmentation du prix de détail étant de 50 à 60%, ces divers chiffres signifient que, si pour beaucoup d'intéressés la situation est meilleure qu'en 1914, pour beaucoup d'autres elle est pire. En moyenne cependant, d'après M. Bowley, [53] l'amélioration du salaire réel en 1929, par rapport à 1914, est de 17%.

Il y a là un accroissement de bien-être dont l'Angleterre est très fière. Par la voix de sa presse, de ses hommes politiques, elle ne cesse de s'en féliciter, contrastant le *standard of living* britannique avec la médiocrité, la pauvreté de la vie continentale : les salaires européens, dit-elle, sont des salaires de famine, des salaires d'esclaves, la concurrence étrangère qui s'en prévaut est une concurrence déloyale (*unfair competition*) avec laquelle on ne saurait demander au peuple anglais de s'aligner ; si l'ouvrier anglais mange mieux, s'habille mieux, se loge mieux, s'amuse mieux, a plus de loisirs, cela coûte cher évidemment, mais il n'a pas à changer ses habitudes, c'est une question de dignité (*too proud to fight*, comme tout à l'heure). Bref, le pays s'est élevé à un niveau de vie où il prétend se désolidariser de la pression de la concurrence extérieure : on exige que le système national continue de fonctionner en tenant ce niveau pour acquis. L'Amérique raisonne de même... mais c'est l'Amérique !

Il y aurait peut-être quelques réserves à faire sur la valeur réelle de ce fameux *standard of living* dont on parle toujours. L'ouvrier anglais

a des habitudes de vie large, qui sont coûteuses surtout parce qu'il ne sait pas bien s'organiser et aussi parce que sa femme manque singulièrement de savoir-faire : elle ne sait ni acheter, ni faire la cuisine, ni soigner intelligemment les enfants ; elle est honnête, loyale, mais paresseuse ; souvent le ménage se nourrit de conserves, de plats achetés tout faits ; il n'y a pas comme en France, le goût et le sens de l'économie. Il en résulte qu'il faut un salaire élevé pour correspondre à un train de vie parfois simplement ordinaire, et ce serait une erreur de croire que l'ouvrier français, qui reçoit à peu près deux fois moins, vit [54] deux fois moins bien. Le *standard of living* britannique, c'est un peu le droit de vivre avec laisser-aller, sans travailler beaucoup, tout en se faisant bien rémunérer.

Mais, quel que soit l'usage qui en est fait, ce salaire pèse sur le prix de revient patronal. Le haut salaire n'est pas en soi une cause de cherté dans la production : il suffit que le rendement du travail s'accroisse en même temps que sa rémunération. Or, en Angleterre, ni l'outillage, ni l'organisation n'ont progressé en proportion du salaire réel, et l'ouvrier, toujours imbu de vieux préjugés de restriction, continue de faire une sourde opposition aux progrès du machinisme. Dans ces conditions, le poids du salaire par unité de production s'aggrave plutôt qu'il ne s'allège ; et c'est le cas, non seulement dans les industries de marché intérieur (*sheltered*), qui n'ont demandé aucun sacrifice à leur main-d'œuvre, mais aussi dans les industries d'exportation, même quand elles ont sérieusement réduit la rémunération de la leur. On comprend en effet que le taux élevé des prix intérieurs, solidaire lui-même du taux général des salaires, se répercute, implacablement, sur tous les éléments, sans exception, des prix de revient : nul producteur ne peut se soustraire à cette lourde atmosphère économique.

Il y a un autre pays où tout est encore plus cher, ce sont les États-Unis, mais il surmonte l'obstacle par une pratique intense de la fabrication en masse : sur ce terrain l'Angleterre lutte difficilement avec lui. Et il y a encore d'autres pays où tout, y compris les salaires, est meilleur marché, le continent européen par exemple et surtout l'Asie : l'Angleterre, surtout quand leur outillage est moderne, ne résiste pas davantage à leur concurrence. Il est vrai que les salaires britanniques ont toujours été plus élevés que ceux du reste de l'Europe, mais [55] l'écart a tendu à s'accroître. En 1927, selon le ministère du Travail, la comparaison s'établit comme suit :

---

**Comparaison des salaires anglais et étrangers.**

---

Angleterre	100
États-Unis	175
Canada	150-155
Danemark	105-110
Hollande	85-90
Allemagne	65-70
France	55-60
Belgique	50-55
Italie-Autriche-Pologne	45-50

---

Ainsi l'ouvrier continental, dans le cas de concurrents aussi sérieux que la France, la Belgique ou la Pologne, est payé en moyenne deux fois moins que l'ouvrier anglais, sans qu'on puisse ajouter que l'outillage continental soit nécessairement inférieur à l'outillage britannique. Le mal dont souffre l'Angleterre, c'est que toute une partie de la nation est payée trop cher pour la valeur effective du service qu'elle fournit. Le profit du capital en est diminué d'autant. Nous touchons ici la cause essentielle du déséquilibre. Quand les prix ont baissé, à partir de 1921, par le relèvement de la livre sterling, les salaires auraient dû fléchir en proportion, du moins les salaires nominaux, par cet ajustement, s'il s'était fait, eût laissé intacts les salaires réels ; mais les prix de revient de la production se seraient améliorés d'autant. Actuellement, dans une Angleterre qui ne se réforme pas industriellement, chaque accroissement de salaire réel signifie une augmentation directe des charges de la fabrication : c'est l'imposition, sur les épaules de la nation, d'un fardeau qui l'accable.

Les causes de cette situation sont multiples, mais se rapportent toutes à un germe unique. Dans une économie saine, l'ajustement des salaires aux prix se [56] fait sans peine, retardée seulement par une certaine inertie. Mais en Angleterre, pour des raisons qui sont principalement d'ordre social, il y a plus : l'économie, à cet égard, est figée. Aucune société, à l'époque actuelle, ne souffre au même degré de cette



paralyse. Dans la structure nationale, certains compartiments sont étanches, soustraits à l'influence régulatrice des lois naturelles. C'est ainsi que la plasticité, déjà fortement atténuée dans le mouvement des prix de détail, fait presque complètement défaut dans celui des salaires, dont la masse est en quelque sorte bloquée. Les trade-unions ont ici fait prévaloir leur point de vue, à savoir que tout accroissement de salaire, avec le progrès social qu'il comporte, doit être considéré comme une conquête sacrée, à laquelle on ne renoncera à aucun prix.

L'ouvrier finit ainsi par perdre de vue qu'il puisse exister un lien entre le salaire, le rendement et le profit : la nation lui doit un certain salaire, que les patrons s'arrangent comme ils pourront ! Le fait qu'on traverse une crise grave, exceptionnelle, ne l'émeut pas : le Français ne considère pas qu'on se déshonore parce qu'on se restreint, mais l'Anglo-Saxon en ressent une profonde humiliation. Or toute l'Angleterre, à l'exception des patrons peut-être, partage ici le point de vue trade-unioniste : c'est en vertu d'un assentiment tacite qu'elle entend vivre aujourd'hui aussi confortablement qu'en 1914, en dépit de la guerre, en dépit de la crise. « Impossible, dit l'employeur, vos salaires m'écrasent ! » — « nationalisez, lui répond l'ouvrier, ou bien réduisez vos profits ! » Chacun en somme veut rejeter sur l'autre la charge du redressement. Mais, dans cette querelle, ne nous y trompons pas, l'opinion est pour l'ouvrier, ce qui n'a rien d'étonnant dans un pays d'ouvriers. Aucun homme politique, même conservateur, [57] n'oserait heurter de front cette opinion diffuse mais irrésistible. Le couplet sur le *standard of living* se retrouve donc aussi inmanquablement dans les discours conservateurs que dans les discours travaillistes. Il y va, dit-on, de la dignité de l'Angleterre.

## V. — L'EMPOISONNEMENT DE L'ORGANISME PAR LE CHÔMAGE

[Retour à la table des matières](#)

Le salaire excessif est directement créateur de chômage : s'il s'établit en effet à un niveau ne permettant pas à la production de réaliser un profit, une partie de la population doit nécessairement ne pas trouver de travail. Dans l'Angleterre d'après-guerre, tout manque d'adapta-

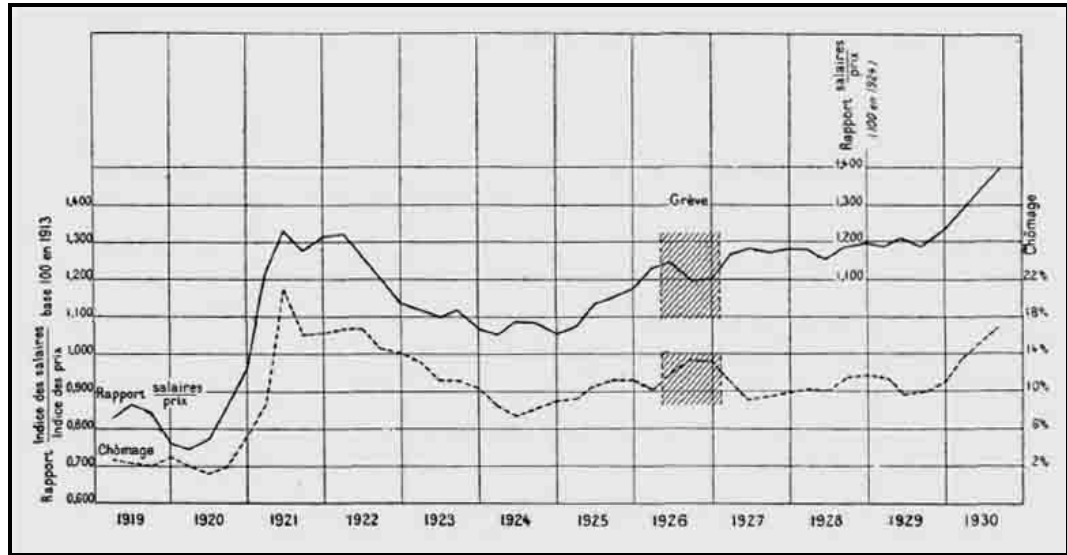
tion des salaires à des prix en baisse, c'est-à-dire toute hausse du salaire réel, entraîne un chômage correspondant. Cette loi fondamentale, analysée pour la première fois en 1925 par M. Jacques Rueff<sup>3</sup>, se vérifie avec une éclatante évidence dans le graphique établi par lui, que nous reproduisons ci-joint (voir graphique n° 2, p. 58). La mesure dans laquelle, faute de souplesse, le système est bloqué s'y lit en termes quasi mathématiques.

Le chômage n'est en lui-même qu'une conséquence, mais la politique du chômage, telle que le pays la pratique depuis une dizaine d'années, devient à son tour une cause d'aggravation du mal ; elle aboutit à une sorte d'empoisonnement de l'organisme, dont certaines fonctions se paralysent. Le chômage, en Angleterre, n'est pas le fait d'un insuffisant degré d'*employabilité* de la main-d'œuvre : d'après le ministère du Travail, l'employabilité masculine est normale dans 64,8% des cas, suffisante dans 23,6, mauvaise dans 5,4, totalement

---

<sup>3</sup> Jacques Rueff, *Les variations du chômage en Angleterre* (*Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1925).

[58]

**Graphique no 2.**

*Indiquant la relation entre les variations du salaire et celles du chômage.*

[59]

insuffisante dans 2,1% des cas <sup>4</sup>, Il n'est guère contesté qu'on retrouverait du travail pour beaucoup de gens en abaissant jusqu'au point nécessaire le taux de la rémunération ouvrière. Le problème et la solution, réduits à nu, sont simples. Simple paraît aussi là conclusion que tout le monde y gagnerait, puisqu'il y aurait moins de travailleurs sans emploi, en même temps que moins d'entreprises fonctionnant à effectif réduit ; le salaire nominal serait diminué, mais le nombre d'ouvriers touchant un salaire serait plus grand ; plus élevée serait aussi la paie encaissée à la fin de la semaine, d'où accroissement du pouvoir d'achat.

Quelle que puisse être la valeur de ce raisonnement, l'hostilité des trade-unions à son endroit est inflexible. Du reste, la majorité de l'opi-

<sup>4</sup> Ministère du travail, Investigation into the personal circumstances and industrial history of a 1% sample of the claimants to unemployment benefit in the first week of april 1927.

nion ne pense pas autrement : elle préfère un niveau de salaires élevé, avec du chômage, à un niveau de salaires moindre, susceptible de résorber le chômage mais entraînant une réduction du train de vie général, L'Angleterre en un mot préfère entretenir, indéfiniment s'il le faut, un million de chômeurs, plutôt que de réviser Ses salaires. Par suite de cette attitude, profondément ancrée dans la mentalité britannique, aucune étude de la crise actuelle n'a de valeur pratique si elle ne fait entrer en ligne de compte les conditions dans lesquelles le chômage est indemnisé, accepté, presque entretenu, transformé en un mot en une caractéristique permanente de l'Angleterre d'aujourd'hui.

L'assurance-chômage remonte à 1912, mais elle n'a fonctionné sur une large échelle qu'au lendemain de la guerre, et c'est alors seulement qu'elle a changé de caractère pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui. Le [60] régime initial, conception des experts du *Board of Trade*, constituait vraiment une assurance, avec une relation stricte entre les cotisations versées (ouvrière ou patronale) et l'indemnité reçue ; bien que comportant une contribution de l'État, le système était contractuel, limité à un petit nombre d'industries, avec des frontières prudemment fixées : le bénéficiaire n'avait droit qu'à des sommes minimales par rapport à un salaire normal, et au bout de quinze semaines le secours, automatiquement, s'arrêtait.

Après l'armistice, et surtout lorsque la crise éclata, violente, en 1921, on fut débordé. La loi de 1920, tout en étendant ses dispositions à l'ensemble des travailleurs (agriculture et domestiques exceptés), essayait encore de maintenir les principes du début ; mais, sous l'irrésistible poussée des circonstances, un système d'inspiration entièrement différente allait peu à peu s'imposer. On crée d'abord, en 1921, une allocation spéciale pour les dépendants (femme, enfants), et de ce fait la charge du Trésor, absolue et relative, s'accroît. Puis, en 1924, sous l'influence du parti travailliste alors au pouvoir, la limitation de temps est abolie : on touche désormais automatiquement l'indemnité aussi longtemps que l'on chôme ; et dès lors, naturellement, tout équilibre financier devient impossible. Enfin, à mesure que les années s'écoulaient et que le chômage passe dans les mœurs, une démagogie persistante relâche la défense du système. Pour toucher le secours, il avait d'abord fallu prouver qu'on avait « cherché de bonne foi du travail, sans avoir réussi à trouver un emploi convenable » (*genuinely been seeking work but unable to obtain suitable employment*). Depuis

1930, mesure votée une fois encore sous un cabinet travailliste, on n'est plus disqualifié que si l'on a « refusé sans raison valable un emploi convenable vous ayant été *offert* par un Bureau [61] de travail » (*have refused without good cause suitable employment offered him by an exchange*). Il faut donc qu'on ait offert cet emploi au chômeur et que celui-ci ait refusé, mais on ne lui demande plus de l'avoir cherché ! D'autre part, l'interprétation du terme « un emploi convenable » est si large que l'intéressé peut, sans être disqualifié, refuser n'importe quel poste de sa compétence si le salaire offert est inférieur au taux normal, si le poste est vacant par suite d'une grève, ou même n'importe quel poste voisin de sa compétence, s'il ne lui plaît pas. Le même amendement de 1930, par une sorte de vent de folie, achève d'abattre les derniers obstacles au gaspillage des deniers publics : désormais on n'exige plus du demandeur, comme précédemment, qu'il ait versé, dans les deux années précédentes, au moins trente contributions ; le chômeur touchera, mais c'est le Trésor qui recevra la charge des cotisations manquantes. Même relâchement en ce qui concerne la mise en train du secours : sans doute ne reçoit-on rien pour les six premiers jours d'une période de chômage, mais ensuite, si l'on travaille seulement trois jours dans une semaine, le chômage est réputé ininterrompu.

Par une évolution parallèle le taux, nominal mais surtout réel, de l'indemnité s'est de même accru. En 1912, c'était 7 shillings par semaine. Maintenant, un ouvrier marié reçoit 17 shillings, 9 shillings pour sa femme et 2 shillings par enfant : s'il a cinq enfants — les familles ouvrières sont nombreuses — il touchera 36 shillings. Ajoutons que les municipalités (jusqu'en 1929 c'étaient des *guardians* spécialement élus à cet effet) peuvent compléter ces chiffres dans la mesure où elles les estiment insuffisants, ce qui signifie éventuellement un supplément de six ou sept shillings. Le taux de ces secours ne prend toute sa portée que si l'on tient [62] compte de la baisse des prix depuis 1920 : le chômeur avait alors 15 shillings quand l'indice-détail était à 275 ; il a aujourd'hui 17 shillings quand l'indice est tombé aux environs de 150, ce qui veut dire que l'indemnité réelle a presque doublé. En période de baisse des prix on est ici, comme pour les salaires, sans défense contre un alourdissement automatique.

Il résulte de cette évolution, véritablement effrayante, que le système si l'on ose encore employer pareil terme a perdu toute base d'ac-

tuariat. Il devient même difficile d'appeler honnêtement assurance ce qui tend à devenir simplement une assistance, mise chaque jour davantage à la charge de l'État. L'ouvrier, sans doute, continue de verser des cotisations, mais il n'y a aucune relation entre ce qu'il paie et ce qu'il touche. Sur le patron, par contre, pèse une obligation beaucoup plus lourde et surtout complètement dépourvue d'élasticité, puisque sa contribution reste fixe, même quand les prix baissent. En dernier ressort l'employeur paie une taxe sur la main-d'œuvre qu'il emploie, taxe d'autant plus lourde, pour chaque industrie, qu'elle est plus active et que justement elle n'a pas besoin d'aide. En vertu d'une solidarité qui alourdit toute la production, ce sont les industries prospères qui contribuent à secourir les industries malades : elles versent et ne touchent pas, alors que les autres touchent parfois dix fois plus qu'elles ne versent. Enfin, quand le nombre des chômeurs monte au-dessus d'un certain chiffre, tout équilibre financier disparaît et c'est vers l'État, caisse sans fond, qu'on se retourne : le Trésor fait l'avance, jamais il ne sera remboursé. C'est un gouffre qui tend à s'ouvrir ainsi. L'opinion publique, inconsciente, ne paraît guère s'en inquiéter : elle préférerait même cela ressort avec évidence des enquêtes faites que l'indemnité prît franchement le caractère d'une [63] assistance par l'État, sans contribution des intéressés.

Les conséquences financières de ce régime ne sont pas les plus graves dont il soit responsable. On ne saurait exagérer l'influence économique et sociale délétère qu'exerce la présence chronique d'une population de chômeurs entretenus, dont le nombre, depuis dix ans, n'est jamais tombé au-dessous d'un million : ils compromettent, moralement plus encore que matériellement, la santé de la nation.

L'effet le plus immédiatement dangereux, c'est peut-être la sécurité même que ce traitement du chômage a créée dans le pays. Le visiteur étranger qui se rend en Angleterre s'attend à y trouver une atmosphère d'angoisse. Il se trompe absolument et c'est justement le contraire : le travailleur anglais débauché ne sait-il pas que, quoi qu'il arrive, il ne sera jamais réduit à la faim ? Rentier social de la nation, sa vie sera réduite, c'est vrai, mais il vivra ; il attendra avec calme, avec trop de calme, l'occasion d'un nouvel emploi : la loi de 1930, nous l'avons vu, lui demande à peine de le chercher ! Le patron bénéficie lui-même de cette assurance que l'ouvrier qu'il renvoie sera pris en charge par les pouvoirs publics ; il ne se gêne donc pas pour embaucher ou débau-

cher, sans aucun souci de règle ou de stabilité. Au lieu de faire un effort sérieux de compression de leur effectif de base, nombre d'employeurs se sont ainsi accoutumés, accommodés à cette situation paradoxale d'un personnel ouvrier en excédent numérique permanent, dans lequel ils puisent à volonté. Un chômage latent se trouve ainsi entretenu d'une façon chronique, et même développé : le fait qu'il se répartit sur plusieurs jours de la semaine diminue à peine sa nocivité. Le chef d'entreprise en arrive même à s'entendre avec ses ouvriers pour que ceux-ci perdent le moins possible de leur droit au secours : il a soin, dans [64] certains cas, de ne pas les employer plus de trois jours de suite, de façon que leur chômage, cependant partiel, puisse être quand même, conformément à la loi, réputé continu. Dans les docks, le bâtiment, plusieurs autres industries, ces pratiques sont courantes, presque avouées : en s'installant dans le chômage on finit par en profiter, mais la nation en meurt. Cette curieuse sécurité s'étend même, par ses répercussions, jusqu'aux petits commerçants, qui la connaissent et s'en félicitent : la consommation est en effet régularisée par le fait que l'ouvrier, employé ou non, touche cependant toujours un revenu ; son crédit, au moins pour les dépenses d'immédiate nécessité, en est indiscutablement amélioré. Nous verrons plus loin que l'indemnité de chômage, avec les nombreuses subventions sociales qui s'y ajoutent, finit par créer, dans la masse, un pouvoir d'achat régulier dont l'effet est loin d'être négligeable.

Mais la corruption la plus dangereuse, encore que la plus subtile, c'est celle qui atrophie le désir même du travail chez l'ouvrier. Dans certains cas celui-ci n'a pas matériellement intérêt à s'employer : sa situation est meilleure s'il ne fait rien. Un chômeur peut en effet recevoir, tout compris, plus d'argent en indemnités et en secours que s'il travaillait normalement de son métier. Le cas sans doute est exceptionnel, dû éventuellement à la générosité excessive de *guardians* démagogiques. Cependant, si nous tenons compte que nombre de salaires n'atteignent qu'à peine 40 shillings et que le secours normal d'une famille de cinq enfants est de 36 shillings, qui ne voit qu'alors l'incitation au travail est, en fait, réduite à rien ? Pour peu que l'emploi offert ne vous occupe pas toute la semaine, on a intérêt à rester chez soi. Le *Times* du 11 octobre 1930, signalant la fermeture définitive des aciéries de Dowlais (Pays de Galles), [65] qui jette sur le pavé 2.800 travailleurs, conclut cependant : « Une certaine proportion des ou-

vriers les moins payés et pourvus de familles nombreuses recevront sans doute autant d'argent en indemnités de chômage qu'ils en recevaient en salaires ».

On s'explique très bien dans ces conditions que le niveau des salaires ne baisse pas, même à la suite d'une crise prolongée. Comment baisserait-il, si personne n'a intérêt à offrir ses bras à prix réduit ? On n'a pas davantage intérêt à se placer dans un autre métier que le sien ; ni même, dans son propre métier, à accepter des conditions de travail nouvelles qui ne vous plaisent pas : dans le Lancashire, en 1930, des tisseurs ont refusé de conduire huit métiers, mais l'indemnité s'est aussitôt trouvée là pour payer l'inaction de ces « chômeurs ». De ce fait, le pouvoir des trade-unions, dans les discussions de salaires, s'est fortement accru ; il n'y a plus de jaunes, plus de briseurs de grève ! Nous saisissons là, sur le vif, une des raisons directes du manque d'adaptation des salaires aux prix.

L'indemnité, assurément, ne suffit pas pour faire vivre normalement une famille, .eu bout d'un certain temps, certaines dépenses d'entretien, qu'il s'agisse de la maison ou du trousseau, ne peuvent plus être faites ; c'est le cas notamment dans les petites villes minières où les puits sont abandonnés, la misère à la longue s'y installe. Cependant, si l'on s'entend pour mener une sorte de vie de communauté, entre enfants déjà mariés par exemple et parents, avec des adolescents travaillant déjà, l'indemnité des uns s'ajoutant au salaire des autres permet un train très suffisant, dans lequel le secours des chômeurs apporte au ménage le même genre d'appoint que le concours d'un pensionnaire. On peut ainsi s'accoutumer à une existence, d'où le sentiment de la responsabilité et, pour tout dire, de la dignité [66] disparaît. D'assuré, ayant payé sa contribution, le chômeur tend à devenir un assisté, entretenu par l'État. La *dole*, expression péjorative qui évoque l'humiliation de l'aumône, finit par lui paraître une sorte de dû, qu'il reçoit sans honte ; un esprit de mendicité, dont l'histoire ancienne de l'Angleterre nous laisse apparaître plus d'une trace, se développe en lui ; il tend la main dans la rue ; il tend la main quand il s'agit, au Parlement ou ailleurs, de fixer son statut. « Les ouvriers, écrivait M.W.A. Appleton, secrétaire de la Fédération générale des trade-unions, pendant la grève générale de 1926, ne songent qu'à faire de nouveaux appels à la charité personnelle, locale, nationale, internationale. Ils n'hésitent pas à réclamer, pour leur bénéfice propre, de nouveaux prélè-



vements sur des réserves de capital déjà insuffisantes pour les besoins d'une industrie soucieuse de se mettre au niveau du progrès ».

L'intégrité morale du chômeur ne peut résister, ni à la vie qu'il mène, ni à la complaisance avec laquelle, trop souvent, il l'accepte. Une paresse latente flotte dans l'air ; les inspecteurs rapportent qu'ils trouvent souvent dans leur lit, en plein jour, les chômeurs invétérés. Pour ces laissés pour compte les heures se succèdent, inoccupées, avec une visite de temps à autre au *Labour exchange*, pour voir si, par hasard, il n'y aurait pas quelque travail. À la longue, l'énergie, l'aptitude à l'effort s'atrophient.

Cependant, la vie de la nation continue, avec une régularité et une sécurité trompeuses. Le gouvernement, qui éprouve à l'égard de cette classe immense de gens inoccupés une sorte de crainte, va simplement au plus pressé, les entretient, s'assure qu'ils demeurent calmes, ne soient pas réduits au désespoir. Qui proposerait du reste, sérieusement, de les abandonner à leur sort ? Des économistes étrangers parlent ainsi, soutenant qu'à [67] ce régime de laissez-faire l'Angleterre aurait vite fait de retrouver son équilibre. Ils parlent de loin ! Quand on est sur place, on se rend bien compte qu'aucun homme politique ne pourrait attaquer de face la politique de la *dole* : il en irait de son siège ! En attendant, avec l'approbation tacite du gouvernement, les innombrables chômeurs cherchent, avec raison, à se distraire : cinémas, sports, courses de lévriers (qui faisaient fureur ces dernières années) sont autant d'utiles diversions. L'amour du sport est, en Angleterre, un opium pour le peuple ; il y a vraiment une sorte d'union sacrée entre le, syndiqué et le lord qui causent ensemble de *foot bail* ou de courses. On obtient ainsi, par une politique de chloroforme (dont je ne sais même pas si elle est consciente dans la pensée des gouvernants), que le chômage soit stérilisé dans ses éventuelles répercussions révolutionnaires. C'est le *panem et circenses* des Romains !

Cependant, par la présence de cet élément mort, qui demeure dans l'organisme sans être éliminé, le corps social subit, malgré tout, un certain degré d'empoisonnement : « Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark ».

[68]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Première partie.  
L'Angleterre du XIXe siècle**

**Chapitre III**

---

**POURQUOI L'INDUSTRIE  
BRITANNIQUE PRODUIT CHER**

**II. — CAUSES NE DÉPENDANT PAS  
DE L'ANGLETERRE**

**I. — TRANSFORMATION DES MÉTHODES  
DE LA PRODUCTION DANS LE MONDE**

[Retour à la table des matières](#)

Les différentes causes de crise que nous avons analysées jusqu'ici peuvent toutes être corrigées par l'Angleterre elle-même : les diverses catégories de prix, à la longue, tendront à se niveler, de même que l'écart entre le pouvoir d'achat de la livre et celui des monnaies étrangères ; l'outillage pourra être et sera renouvelé ; l'industrie s'organisera, comme elle prend déjà le chemin de le faire ; la classe ouvrière, instruite par les excès de grèves coûteuses et sans résultats, pourra subir une nouvelle éducation ; le chômage enfin finira bien par s'éliminer de lui-même, du fait de l'émigration, de l'affaiblissement de la natalité, d'une adaptation spontanée et nécessaire de l'organisme social. Mais le problème du prix de revient de la fabrication manufacturière

ne sera pas résolu pour cela, car, tout au fond de la crise, on est obligé de discerner des causes d'ordre général, qui sont indépendantes de l'action britannique et vis-à-vis desquelles toute intervention semble, par avance, devoir rester vaine.

[69]

La plus grave n'est même pas la naissance de rivaux dans toutes les parties du monde, mais la transformation profonde, au XX<sup>e</sup> siècle, des conditions mêmes de la production industrielle.

Autrefois, la possession du charbon suffisait pour conférer la puissance manufacturière : la carte houillère d'un continent ou d'un pays dessinait exactement sa carte industrielle. C'est encore vrai, dans une large mesure ; mais, si le charbon demeure toujours le combustible essentiel, les forces hydrauliques, le pétrole constituent désormais des sources nouvelles d'énergie, susceptibles de relâcher la tyrannique et exclusive domination houillère d'antan. Il faut ajouter que la houille elle-même ne s'utilise plus de la même façon qu'au siècle dernier et il n'est pas excessif de dire qu'avec le déclin de la machine à vapeur c'est l'âge houiller lui-même qui tend à être relégué dans le passé.

Dans le domaine des transports notamment, le pétrole est en train de prendre rapidement une prééminence que le XIX<sup>e</sup> siècle croyait réservée pour toujours au charbon : l'automobile, l'aviation lui appartiennent entièrement ; la navigation même tend à échapper à la machine à vapeur. Le tableau ci-dessous est, à cet égard, capital :

Proportion des bateaux actionnés par la voile, le charbon et le pétrole.

	1913	1930
Voile	8	2,30
Charbon	88,90	57,60
Mazout (vapeur)	2,65	28,50
Essence (moteur)	0,45	11,60

[70]

Comme on le voit, il y a à la fois recul de la machine à vapeur au bénéfice du moteur à essence, et recul du charbon au bénéfice du mazout. La machine à vapeur actionnait avant la guerre 91,55% des bateaux : la proportion est tombée à 86,1%. Quant au déclin du charbon, il est encore plus accentué, de 88,9 à 57,6% : la machine à vapeur elle-même, en brûlant du mazout, se désolidarise partiellement de lui. La répartition du tonnage en construction en 1930 souligne avec évidence cette perte d'un monopole traditionnel et montre que, dès aujourd'hui, les océans appartiennent virtuellement au moteur à pétrole :

**Proportion de la voile, du pétrole et du charbon  
dans le tonnage en construction (septembre 1930)**

Voiliers	0,6
Navires à moteurs	60,6
Vapeurs (charbon et mazout)	38,8

L'ancien monopole de fait du charbon tend également à se perdre, si l'on considère la production en général. En 1927, l'énergie produite dans le monde provient encore de la houille dans une proportion de 77% (79 avec le lignite), contre 15% provenant du pétrole et 6% des forces hydrauliques. Mais, par rapport à l'avant-guerre, le recul du charbon mesure exactement ce que les forces hydrauliques et le pétrole ont gagné : ce recul, entre 1913 et 1924, s'évalue à 13%. Dans ces conditions, le progrès absolu du charbon n'est plus que très lent : de 1925 à 1928-29, son extraction ne s'est accrue que de 4%, tandis que le pétrole et l'électricité s'accroissaient respectivement de 24 et 40%.

Dans la mesure où la balance commerciale britannique dépend de l'exportation, il y a là, pour l'équilibre général de l'Angleterre, une incontestable menace. Au [71] XIX<sup>e</sup> siècle, c'était pour la Grande-Bretagne, dans la concurrence industrielle, un incontestable avantage que d'alimenter ses usines d'un combustible extrait sur place, qu'il n'était jamais besoin d'importer, qu'il était même inutile de transporter, parce qu'il se trouvait le plus souvent à pied d'œuvre. L'avantage sub-

siste, sans doute, mais il n'a plus la même valeur relative, car nombre de rivaux disposent désormais de leur propre charbon, ou même d'une houille blanche que l'Angleterre, elle, ne possède pas. Plusieurs pays, de ce fait, se libèrent progressivement de l'importation houillère, et par suite l'exportation houillère britannique se contracte. La vente du charbon de soute diminue d'autre part, les bateaux, de plus en plus nombreux, équipés pour le mazout ou l'essence n'en ayant plus besoin. On peut même imaginer un temps où la houille ne sera plus exportée que sous forme d'énergie.

La houille, dans ces conditions, ne peut être au même degré, dans les échanges extérieurs anglais, le facteur incomparable d'équilibre qu'elle était autrefois. On note, depuis quelques années, un accroissement notable du nombre des bateaux quittant sur lest les ports britanniques, ce qui n'a rien pour nous étonner. Les armateurs n'ont plus, en conséquence, dans l'établissement du taux de leurs frets, la prime exceptionnelle de leurs prédécesseurs, puisqu'ils ne peuvent plus compter sur le bénéfice, classique pour ceux-ci, du plein chargement toujours assuré au départ. C'est, au contraire, à des importations de pétrole qu'il faut procéder : la marine marchande et la marine militaire, l'aviation, l'armée de terre elle-même, pour ses transports par camions, dépendent largement ou totalement du mazout et de l'essence, que le territoire national ne fournit pas.

Ainsi se réalise en partie la crainte, jadis exprimée par Stanley Jevons, que l'Angleterre ait un jour à [72] importer son combustible. L'hypothèse ne se matérialise pas de la manière qu'il avait imaginée, puisqu'il envisageait l'épuisement des mines et non pas l'apparition d'une source concurrente et nouvelle d'énergie. Mais les effets redoutés sont après tout les mêmes, puisqu'ils aboutissent à une contraction de l'exportation, coïncidant avec la nécessité d'importer davantage. Tout le système des prix de revient ne peut qu'en être alourdi. Aussi comprend-on la passion, contenue mais intense, avec laquelle l'opinion britannique suit les recherches relatives à la production du pétrole synthétique, à l'utilisation dans les chaudières du charbon pulvérisé. L'Angleterre, il y a cent ans, avait payé aisément les guerres de la période napoléonienne par le développement, qui providentiellement battait son plein à la même époque, de ses ressources houillères et de la machine à vapeur, qui était bien alors par privilège son instrument. Il faudrait, pour payer maintenant la guerre, une utilisation analogue

d'énergies naturelles nouvelles, conformément aux besoins et aux méthodes de l'époque présente. Mais ces énergies, encore doit-on en posséder la source. Or l'Angleterre n'est bien douée qu'en charbon. C'est pourquoi un instinct profond enseigne aux Anglais que leur destinée demeure liée à celle du charbon.

De nos jours cependant, et l'argument ici encore se retourne contre l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle, le véritable facteur du bon marché dans le prix de revient industriel consiste moins encore dans la possession d'une force motrice (houille, pétrole, énergie hydraulique) que dans la possibilité de fabriquer en masse, pour un immense marché intérieur, des produits de série. Si Ford a pu, depuis dix ans, produire meilleur marché que ses concurrents européens, c'est surtout parce qu'il possède, sous la main pour ainsi dire, 130 millions [73] de clients, à peu près aussi standardisés que les machines qu'il leur vend. Sans doute dispose-t-il aussi, dans des conditions exceptionnellement favorables, des matières premières et de la force motrice nécessaires, mais, ne nous y trompons pas, c'est par le volume qu'il prime.

Tout l'équilibre international de la production se trouve ainsi, avec ces méthodes, transformé. L'exportation, notamment, change de caractère ; elle cesse d'être, comme dans les vieux pays de la phase industrielle précédente, un élément essentiel et normal pour devenir surtout un régulateur : elle comporte éventuellement, presque naturellement, un *dumping*, qui ne correspond pas nécessairement à une perte et qui pourrait être permanent, car le bénéfice réalisé sur le client intérieur permet une liberté d'action nouvelle sur les marchés du dehors ; la régularité rendue possible par la stabilité, au moins relative, de la demande nationale sert de volant et crée l'équilibre dans la mesure même où la perturbation est jetée sur les marchés étrangers.

Or, à cet égard, les États-Unis sont actuellement le pays du monde où la fabrication de série rencontre les conditions les plus avantageuses. Comme l'a écrit M. Paul Morand, le monde appartient aujourd'hui aux continents massifs. Mais l'Angleterre à la fine taille, qui avait bénéficié hier d'une primauté analogue, née de circonstances périmées, n'est plus désormais particulièrement favorisée. Elle est même prise entre deux feux ! Dans son voyage autour du monde en 1866, sir Charles Dilke avait constaté et célébré « la défaite des peuples bon marché par les peuples chers, la victoire de l'homme dont la nourriture coûte 4 shillings sur celui dont la nourriture coûte 4 pence ». À l'heure

actuelle, l'industrie britannique est également en état d'infériorité par rapport à des pays plus riches et à des pays plus [74] pauvres qu'elle ; parmi les économies à hauts salaires, l'Amérique l'emporte sur elle par la masse et l'organisation ; mais la concurrence des pays à maigres salaires souvent dotés aujourd'hui d'un machinisme ultra-moderne, disqualifie de même la vieille usine anglaise, conçue et organisée pour les besoins d'un temps où l'Amérique existait à peine et où les pays exotiques se trouvaient proches encore de l'âge du cocotier.

En somme, si les conditions qui prévalent maintenant avaient déjà existé au début du XIX<sup>e</sup> siècle, quand se constituait l'armature manufacturière de l'Angleterre moderne, il n'est pas sûr que la plus puissante concentration industrielle du monde se fût localisée et fixée dans cette petite île, en marge du continent européen. Ce n'est plus sur ce point du monde en effet que se trouve réalisée la combinaison de circonstances la plus propre à permettre un coût minimum de fabrication industrielle.

## II. — TRANSFORMATION DE LA CONSOMMATION MONDIALE

[Retour à la table des matières](#)

Ce ne sont pas seulement les méthodes de la production qui se sont transformées, mais la qualité, l'individualité même des articles fabriqués et vendus ; et ceci, en conséquence d'une véritable révolution, par rapport aux générations antérieures, dans l'esprit et les habitudes de la consommation mondiale. La demande mondiale présente aujourd'hui des traits entièrement inédits. Il y a déclin dans la demande d'articles de première nécessité, tels que les aliments ou l'habillement courant, en faveur d'autres articles correspondant à des besoins simplement subsidiaires, pour ne pas dire à de pures fantaisies. Il semble que la nécessité soit reléguée, systématiquement, sur un plan secondaire : tout ce qui se consomme dans le loisir est plus recherché [75] que ce qui répond à un besoin fondamental et régulier ; le luxe, du moins le simili-luxe, est devenu populaire, chacun y est candidat ; aux États-Unis, l'expression française « de luxe » est devenue stéréotypée.

Ajoutons que toute une série de dépenses s'imposent maintenant au budget de chacun, et il y a là un immense débouché pour des industries, surgies de terre pour ainsi dire, qui il y a vingt ans n'existaient pas. La consommation s'alimente d'une demande sans cesse accrue d'automobiles, de radios, de gramophones, d'appareils électriques, téléphoniques, photographiques, cinématographiques ; on achète sans compter les articles de sport, de voyage, de jardinage, et à profusion les revues et journaux illustrés qui les annoncent et les décrivent. Ce phénomène dépasse de beaucoup, par sa portée, la simple excitation d'une période de *boom*, et il semble devoir survivre à plus d'une crise. Il faut y voir un évident effet de la démocratisation des masses, lassées de se restreindre, pressées de jouir enfin un peu de l'existence. La guerre, en diminuant le sens de la responsabilité et de l'épargne, en révélant subitement à tous l'instabilité profonde de notre époque, a hâté cette évolution de l'humanité vers les recherches immédiates. Après l'Amérique et l'Europe, on voit l'Asie, l'Afrique, l'Océanie se mettre rapidement dans le mouvement.

L'industrie américaine est conçue, organisée, équipée tout justement pour répondre à cette demande, qu'elle a créée et qu'elle entretient à prix d'or. L'humanité actuelle est exactement bâtie pour devenir nécessairement sa cliente : nous ne saurions nous y tromper, c'est sur le plan américain, non sur le plan européen, que le monde est en train de réviser ses conceptions et ses façons de vivre. Il s'ensuit que la demande des produits, dits américains, tend à absorber une fraction croissante du pouvoir d'achat des clientèles internationales : [76] de vieux commerces et de traditionnels courants d'affaires sont ainsi déplacés. Le progrès de l'exportation américaine, dans tous les marchés jeunes, s'exprime en ventes d'automobiles et d'accessoires d'automobiles, de films de cinémas, d'outillage électrique, de radios, de machines à écrire où à calculer, de fournitures de bureau rajeunies, de machines à coudre, d'ustensiles ménagers, de réfrigérateurs, de machines agricoles, d'outillage mécanique pour la construction des routes, le forage des puits de pétrole...

On achète naturellement encore, et l'on achètera toujours, les articles manufacturés de hase, relevant de la grosse métallurgie, du textile coton et laine, mais la faveur n'est plus là : ces branches de la production, quoique toujours importantes et à vrai dire essentielles, sont en effet celles dont les affaires ont été le moins prospères partout de-



puis la guerre. L'axe de la nouveauté, aujourd'hui, passe ailleurs. Il en résulte que les pays demeurés, par nécessité ou par routine, solidaires uniquement de ces industries, courent le risque de se voir démodés et dans une certaine mesure laissés en dehors du courant : l'exportation mondiale leur échappe et l'argent qui serait allé jadis à leurs produits se détourne vers des fournisseurs nouveaux.

La position délicate de l'Angleterre se révèle ici en pleine lumière, puisque ses industries fondamentales sont justement de ce type. Son exportation, sa prospérité dépendent de la métallurgie, du coton, de la laine, du jute. Sur ce terrain, sa fabrication est excellente, honnête, justement réputée, mais d'un genre parfois légèrement dépassé. Le public veut autre chose. L'industriel anglais soutient avec raison que ses articles sont bons, solides, inusables : on lui répond que c'est bien là leur tort, car on veut être à la mode et changer souvent. Quand on étudie tel grand marché où la suprématie [77] britannique était traditionnelle, le marché argentin par exemple, on voit sans doute que, d'une façon absolue, le produit anglais n'a pas perdu ses anciens débouchés ; mais le vieux système d'échanges a été remplacé, déplacé plus exactement, par des branches de commerce nouvelles, dans lesquelles la part de l'Angleterre est minime, soit qu'elle ne produise pas la spécialité, soit qu'elle ne sache pas la vendre.

Voilà ce qui ressort des enquêtes les plus récentes, par exemple du brillant rapport fait par lord d'Abernon, en 1930, sur le commerce britannique dans l'Amérique du Sud. On peut dire que le remède est entre les mains du producteur ou du vendeur anglais : pourquoi ne ferait-il pas ce que tant d'autres font avec succès ? On peut dire aussi que plusieurs de ces fabrications à la mode, telles que l'automobile, le gramophone, l'outillage électrique, la soie artificielle, etc., sont pratiquées en Angleterre. C'est vrai, mais il faut répondre que tous ces articles nouveaux sont des produits de série, nécessitant en outre je ne sais quelle alacrité dans l'invention et l'adaptation, qui n'est pas à proprement parler le fait du génie anglais. L'Angleterre peut bien réussir là, comme d'autres, mais peut-être pas mieux que d'autres. Les Etats-Unis, que pousse une marée montante et qui opèrent sous le signe de la masse, sont assurément mieux placés. C'est pourquoi ils sont en train de s'emparer de tant de marchés, dont l'Angleterre avait eu jusqu'alors pratiquement le monopole.

Ainsi, là encore, dans un siècle nouveau, si différent du précédent, les circonstances ne confirment pas une primauté que toutes les qualités du monde seraient incapables de maintenir. La marée est adverse. Qu'advient-il alors de l'équilibre économique national, basé traditionnellement sur la présomption de cette primauté !

[78]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Première partie.  
L'Angleterre du XIXe siècle**

**Chapitre IV**

---

**L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE  
DE L'ANGLETERRE**

**I. — LA BALANCE DU COMMERCE**

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les phénomènes qui affectent, de la façon la plus décisive, l'économie britannique d'après-guerre, il faut placer au premier plan le déficit chronique et croissant de la balance commerciale :

**La balance commerciale de l'Angleterre (en millions de livres sterling)**

	<i>Import.</i>	<i>Export.</i>	<i>Réexp.</i>	<i>Total exp.</i>	<i>Balance</i>	<i>P. cent exp.</i>
1913	769	525	110	635	— 134	82%
1920	1 933	1 334	223	1 557	— 376	80
1921	1 086	703	107	810	— 276	74
1922	1 004	720	104	824	— 180	82
1923	1 098	768	119	887	— 211	81
1924	1 277	801	140	941	— 336	74
1925	1 323	773	154	927	— 396	70
1926	1 242	652	126	778	— 464	63
1927	1 219	709	123	832	— 387	08
1928	1 197	723	120	843	— 354	70
1929	1 222	730	110	840	— 382	69

[79]

Il s'agit d'une balance commerciale qui, même avant 1914, était régulièrement déficitaire, situation normale dans un vieux pays, riche et créancier. Mais la proportion dans laquelle les importations sont payées par des exportations marque, depuis la guerre, une diminution frappante : du palier de 80% on est descendu, et d'une façon qui semble durable, à celui de 70%. Cet écart accru résulte d'un chiffre d'exportations qui ne s'accroît pas, par contraste avec des importations considérablement enflées. Si, au lieu d'envisager les valeurs nominales, exprimées en livres sterling, on cherche à estimer le volume réel des échanges, la destinée différente, et à vrai dire contraire, des exportations et des importations se manifeste en pleine lumière. Sur la base des prix de 1913, les exportations se sont en réalité contractées d'un cinquième environ, cependant que les importations se sont accrues au moins d'autant : rien qu'entre 1924 et 1929, le volume réel des importations, en dépit d'un tassement apparent dans les chiffres nominaux, a passé de l'indice 100 à l'indice 114,1. La politique monétaire est partiellement responsable de ce résultat, puisqu'elle agit comme une prime aux entrées et un frein aux sorties ; un régime inflationniste aurait sans doute produit des effets entièrement différents.

Un fait néanmoins s'impose, indiscutable, c'est qu'en dépit de leurs exportations moindres, les Anglais continuent toujours d'importer, non moins largement et même plus généreusement qu'autrefois.

Tous les experts sont d'accord pour le constater, le peuple anglais maintient, par rapport à l'avant-guerre, son *standard of living*, et même l'a nettement amélioré : c'est une conquête, un progrès, dont l'opinion se montre particulièrement fière et que les gouvernements au pouvoir, quels qu'ils soient, ne manquent jamais l'occasion [80] de célébrer. Nous avons noté plus haut l'augmentation des salaires réels. Il convient de souligner que la politique sociale, par ses subventions et pensions de toute sorte, les accroît encore d'un supplément notable. Si l'on veut bien se rendre compte par ailleurs que la part des budgets privés qui passe aux dépenses courantes s'est accrue, cependant que diminuait celle naguère réservée aux épargnes, on aboutit à cette conclusion que, même en admettant que le revenu de la nation n'a pas grandi, l'ensemble des ressources dont dispose le peuple demeure au moins égal, s'il n'est supérieur, à ce qu'il était en 1914. C'est une victoire populaire, obtenue par un prélèvement sur la fortune, qui désormais se réduit ; mais la démocratie, elle, s'épanouit dans un progrès matériel dont elle se félicite.

Ce serait donc l'impression la plus fausse du monde que de se représenter une Angleterre misérable et matériellement déprimée : si la consommation du pain et de la viande a légèrement diminué, celle des produits de la ferme, des légumes, des fruits, du sucre s'est accrue par tête d'habitant ; le logement est meilleur, en raison d'une politique intense de constructions ouvrières ; il y a un grand développement, généralisé, des dépenses d'amusement. Comme le pourcentage, produit dans le pays, de la consommation alimentaire a baissé de 59.5% en 1909-13 à 56,7% en 1924-28 <sup>5</sup>, on doit considérer comme tout naturel (sans même tenir compte de l'augmentation de la population) que l'importation se soit développée.

On a cru longtemps que cette exagération des achats au dehors, coïncidant avec une faiblesse persistante des exportations, ne répondait qu'à un dérèglement passager : c'était l'opinion instinctive, au lendemain [81] de l'armistice, et nul ne s'étonnait que la guerre mon-

---

<sup>5</sup> A. W. Flux, Communication à la Royal Statistical Society sur *Our food supply before and after the war*, le 17 juin 1930.

diale eût ainsi produit des mouvements accentués et brusques de flux et de reflux. Comme le désordre persiste, on en arrive à se demander s'il n'est pas destiné à durer et si, dans ces conditions, il ne finit pas par correspondre à un ordre nouveau. En un mot, on constate que l'Angleterre s'arrange à exister avec un niveau d'exportations réduit. Mais, ce faisant, ne se ruine-t-elle pas ?

## II. — LA BALANCE DES COMPTES

[Retour à la table des matières](#)

Le déséquilibre, à vrai dire effrayant, de la balance du commerce britannique n'a pas manqué d'impressionner l'opinion continentale. Imbue de traditions mercantilistes, celle-ci est même portée à l'interpréter avec quelque pessimisme. Depuis quelques années, en Europe, on prépare tous les jours pour l'Angleterre un enterrement de première classe. Il n'est cependant nullement évident qu'elle se ruine et, en dehors de ses périodes de crise aiguë ou de démagogie sociale (1929-31 par exemple), il est parfaitement possible de discerner, dans son cas, l'équivalent d'un équilibre économique suffisant. C'est du moins l'opinion de l'immense majorité des Anglais eux-mêmes.

Le *Board of Trade* publie chaque année une estimation de la balance des comptes du pays, dont l'optimisme n'est pas généralement jugé excessif et qui sert de base, ordinairement acceptée, à toutes les discussions. Pour les dernières années, voici comme ce bilan s'établit (Voir tableau ci-après p. 82) :

Dans cette estimation, qui ne tient pas compte, il est vrai, des mouvements de capitaux, se lisent les éléments d'une réponse à cette question primordiale : comment l'Angleterre d'après-guerre paie-t-elle ses importations. C'est un fait incontestable, mais dont

[82]

**La balance des comptes de l'Angleterre d'après le Board of Trade  
(en millions de livres sterling)**

	1925	1926	1927	1928	1929
Déficit de la balance commerciale <sup>6</sup>	395	477	392	358	366
Compensation par les exportations invisibles :					
frets	124	120	140	130	130
revenu du portefeuille étranger	250	270	270	285	285
commissions, courtages, services et divers	75	75	78	95	102
	449	465	488	510	517
Balance créditrice ou débitrice	+54	-12	+96	+152	+151

[83]

la signification est essentielle, qu'elle règle les importations dont elle vit, de moins en moins par des exportations de produits et de plus en plus par des « services », ou bien grâce au revenu de ses placements au dehors.

La tendance est frappante, en ce sens que les bénéfices nationaux proviennent moins qu'autrefois de l'industrie, c'est-à-dire de l'exportation, et davantage de la marine marchande, du commerce, de la finance, du portefeuille extérieur enfin, c'est-à-dire, pour employer une expression consacrée, de l'exportation invisible. Avec un volume d'exportations égal seulement aux sept dixièmes des importations, il est impossible de s'en tenir à la vieille formule, suivant laquelle l'Angleterre paie ses achats au dehors par des ventes au dehors : ce n'est pas vrai, un tiers demeure en l'air ! Cependant, on ne saurait dire que le pays se vide de sa richesse, et l'on peut même soutenir le contraire. Peut-être, par des fissures diverses, en perd-il une partie. Il règne ce-

<sup>6</sup> Il y a quelques différences, minimes du reste, avec les chiffres donnés par nous plus haut, parce que le Board of Trade tient compte ici des importations et exportations de métaux précieux.

pendant, malgré tout, un certain équilibre, avec une assiette qui n'est plus tout à fait la même qu'autrefois. On s'explique alors ce paradoxe que le pays ait pu, pendant toute une décennie, entretenir, presque avec aisance, la masse amorphe et stérile d'un million de chômeurs.

Qu'il s'agisse d'une évolution saine, c'est autre chose ! Mais il faut bien que la nation s'accommode à des circonstances mondiales nouvelles, où sa place de faveureuse exportatrice n'existe plus à titre permanent comme autrefois. Tel est le sens du commentaire pénétrant que suggère à ce sujet un orateur de la *Royal Statistical Society* : « Ce sont les « invisibles » maintenant qui récoltent les affaires. Nous pouvons sans doute penser que l'état de choses en vertu duquel des douzaines d'ouvriers sont employés à fabriquer des articles industriels pour l'exportation vaut mieux que [84] celui dans lequel c'est un courtier d'assurances, par exemple, qui gagne des dizaines de milliers de livres sterling dans des opérations se déroulant à l'étranger. Mais le fait est que nos fournisseurs internationaux de produits alimentaires et de matières premières préfèrent de notre part, pour le règlement de nos achats, la méthode des exportations invisibles... C'est un fait qu'il faudra bien nous résigner à admettre... »<sup>7</sup>.

On assiste donc, dans l'économie britannique, à une répartition nouvelle de l'activité rémunératrice. Ce ne sont plus exactement les mêmes sources de richesse qui alimentent le revenu national. On assiste aussi à une répartition différente du pouvoir d'achat entre les différentes classes de la population. D'une part, au moment même où beaucoup d'entreprises industrielles perdent de l'argent, les bénéfices réalisés en grandes quantités, ne l'oublions pas dans le commerce, la finance, les placements extérieurs, ne manquent pas de faire sentir leur présence sur le marché intérieur, dont ils contribuent à entretenir la faculté d'absorption. Mais d'autre part, phénomène plus important encore et que déjà nous avons eu à signaler, la politique sociale d'une Angleterre, devenue décidément démocratique, pourvoit les masses d'instruments monétaires abondants, qui font d'elles une clientèle de plus en plus intéressante.

C'est par milliards de francs en effet que les assurances-chômage, les pensions de toutes sortes issues de la guerre, les secours d'assis-

---

<sup>7</sup> Dr. E. C. Snow, *Some observations on trade forecasting and prices* (mémoire lu devant la Royal Statistical Society, juin 1926).



tance répandus avec prodigalité placent entre les mains des plus pauvres des moyens que les chômeurs ou les miséreux du passé n'eussent jamais osé imaginer. Ce changement dans la distribution du revenu général produit sur la demande [85] un effet analogue, dans une large mesure, à celui qu'aurait causé un accroissement réel de la richesse nationale ; et cela d'autant plus que les sommes ainsi distribuées ne s'épargnent pas, mais sont aussitôt rejetées dans la circulation par des gens dont les besoins ou les désirs de dépense sont immédiats. Un marché intérieur populaire se constitue ainsi, susceptible de servir de base ou d'appoint à nombre d'industries nouvelles, au moment même où l'exportation, facteur traditionnel de l'activité britannique, faiblit. En dépit d'une crise prolongée et d'un chômage massif, le volume des dépenses populaires n'a pas diminué, et l'on peut même dire c'est l'avis du comité Colwyn <sup>8</sup> qu'il s'est accru.

Cette défense, cette amélioration même du train de vie populaire sont obtenues, on s'en rend compte, non par un enrichissement effectif de la nation, mais par une répartition différente de ses revenus. De hauts salaires, économiquement injustifiés, ont pour effet de réduire le profit du capital ; les charges sociales d'autre part, qui pèsent si lourd, sont payées par des impôts, pris soit sur la production, soit sur la richesse acquise. Une redistribution de la fortune publique s'effectue ainsi, le pays ayant choisi de favoriser la masse au détriment de la minorité. Si l'on ajoute que la classe des « anciens riches » et même celle des rentiers, atteintes plus que quiconque par la fiscalité, s'attachent à conserver le plus possible leur manière de vivre et qu'elles n'y peuvent, réussir que par une réduction de leurs épargnes, on aboutit à cette conclusion, qui est celle du comité Colwyn : Étant donné que l'ouvrier a obtenu une position matérielle meilleure sans que l'ensemble du revenu national se soit accru, il ne peut [86] qu'en résulter une diminution dans le revenu réel des autres classes ; et comme celles-ci paraissent avoir, elles aussi, maintenu leur *standard of living*, ce ne peut être qu'au prix d'un déclin du pouvoir d'épargne de la nation.

Le contraste saisissant de l'attitude adoptée après la guerre par les deux alliées, l'Angleterre et la France, apparaît avec évidence dans

---

<sup>8</sup> *Report of the Committee on National Debt and Taxation (Colwyn report)*, 1927.

cette analyse. La première a tondu le producteur pour payer le rentier et entretenir l'ouvrier : le rentier n'en a pas profité parce qu'on lui a repris en impôt le plus clair de son coupon ; mais on a distribué l'argent à l'ouvrier, sous forme de services sociaux, et cet argent s'en va en fumée. Cependant la France tondait le rentier pour commanditer la production, qui en a profité pour refaire son outillage. Ainsi, d'un côté on dissipe en consommation courante une épargne potentielle, qui fût allée éventuellement à la production ; de l'autre on subtilise, pour la transformer en capital productif, une épargne accumulée par les générations. C'est exactement le contraire, mais où est la raison ? Pour évoquer des comparaisons bibliques, toujours à leur place quand on parle de l'Angleterre, on pense malgré soi à la parabole des vierges folles et des vierges sages, et l'on reste tout étonné que ce soient les Français qui aient été sages.

### III. — LA POLITIQUE DES PLACEMENTS EXTÉRIEURS ET L'ÉQUILIBRE INTERNATIONAL DE L'ANGLETERRE

[Retour à la table des matières](#)

Cette vue générale de l'équilibre britannique ne contredit pas nécessairement celle du *Board of Trade*, encore que l'optimisme de ce dernier semble malgré tout paradoxal : ce n'est pas une impression de santé que donne l'Angleterre, en dépit de son confort, de ses loisirs, de ses amusements. L'optimisme du *Board* [87] *of Trade* n'est du reste que relatif : l'Angleterre, d'après lui, bénéficie sans doute d'une balance des comptes favorable, mais l'excédent créditeur en est réduit, de telle sorte que la somme de capital disponible pour les placements au dehors est désormais moindre que précédemment. Le pays s'enrichit apparemment encore de cet excédent, mais, dès l'instant qu'il entend maintenir un certain train de vie, peut-être ne s'enrichit-il plus suffisamment pour jouer, grâce à l'épargne, le rôle de commanditaire mondial qui était traditionnellement le sien.

Nous touchons ici le point le plus sensible de l'économie britannique, la clef même de tout le système. L'Angleterre prétend continuer

la lutte sur les marchés internationaux, tout en maintenant un niveau de salaires et une cherté de vie, qui ne permettent ni de réaliser des prix de revient suffisamment bas, ni de reconstituer ou d'attirer le capital nécessaire pour développer ou même soutenir la production. Le gouvernement, au lieu de libérer l'industrie des chaînes qui l'empêchent de prospérer, la charge au contraire constamment de chaînes nouvelles, destinées à compenser, pour l'ouvrier, l'effet nuisible d'une situation qui aboutit au chômage : l'État paie en effet pour son chômage et presque pour son loisir ! Ce soutien, accordé à l'ouvrier, l'est aux dépens de la communauté. Le bénéficiaire trouve la chose toute naturelle et refuse naturellement, chaque fois qu'il est consulté, de renoncer à un régime dont il se félicite. Mais c'est simplement reculer l'heure du jugement, car on ne maintient ce train qu'en réquisitionnant ou en séquestrant, sous un prétexte ou l'autre, le capital accumulé par les générations précédentes et dont le pays aurait besoin pour autre chose que ses dépenses de chaque jour. Que ce capital en réserve s'épuise, qu'il se mette simplement à l'abri pour échapper [88] à la réquisition, et alors on risque de se trouver au bord d'un gouffre.

Selon les termes mêmes employés par le *Board of Trade*, l'excédent de la balance des comptes exprime la somme disponible pour des placements à l'étranger. Or l'Angleterre n'a jamais considéré ses placements extérieurs comme un simple excédent de sa richesse, débordant naturellement au dehors et dont l'emploi peut, sans inconvénient, être modifié ; il s'agit au contraire d'un mécanisme véritablement essentiel, destiné à préparer pour l'avenir, au bénéfice de l'industrie nationale, la moisson de nouvelles clientèles. Un prêt à l'Argentine par exemple, ou bien au Brésil, contient virtuellement une commande de rails ou de locomotives : la commande est simplement différée. Dans la pensée de l'opinion compétente, une Angleterre exportatrice de produits manufacturés ne se conçoit pas sans la contrepartie d'une Angleterre prêteuse internationale de capitaux. Le XIX<sup>e</sup> siècle anglais a vécu et prospéré de ce système, où la Cité constituait (avec la France peut-être) le seul commanditaire international de grande envergure, et l'industrie britannique le seul fournisseur disponible des pays nouveaux en train de s'outiller. Il ne s'agissait même en somme que de deux aspects différents d'une même opération : la commandite préparait un surplus ultérieur d'exportation, mais n'était elle-même possible que grâce aux bénéfices réalisés par l'industrie exportatrice.

On comprend donc que les esprits avertis n'envisagent pas sans quelque inquiétude une diminution de l'excédent de capital disponible pour les placements au dehors. Que les États-Unis s'emparent définitivement du rôle de commanditaire ou de prêteur mondial, et tôt ou tard des marchés, qui jusqu'alors avaient subi l'attraction britannique, tendront à lui échapper. [89] L'achat massif par les Américains du contrôle d'entreprises dans divers pays détourne inmanquablement vers l'industrie américaine les commandes de ces entreprises ; il en est de même du recrutement de leur personnel. Dès aujourd'hui le Canada, pourtant membre de l'Empire, l'Argentine, pourtant méfiante de l'entreprise américaine, sont des exemples frappants de cette évolution.

Or, l'examen comparé du chiffre des émissions sur le marché de Londres par rapport à l'avant-guerre prouve justement que, si l'Angleterre est encore capable d'investir largement des capitaux en dehors de son territoire, elle ne peut cependant plus le faire dans les mêmes proportions qu'autrefois, ou du moins et ceci est fort important ne peut le faire qu'au prix d'une sorte d'hémorragie de ses ressources :

**Émissions sur le marché de Londres**  
(en millions de livres sterling)

	1913	1928
Total des émissions	196	369
Émissions destinées à l'Angleterre	35 (18%)	264 (74%)
Émissions destinées à l'Empire et aux pays étrangers	161 (82%)	105 (26%)

Il résulte de ce tableau (dans lequel nous avons envisagé à dessein l'année 1928, comme plus normale que celles qui l'ont suivie) que, compte tenu du pouvoir d'achat diminué de la livre sterling, le volume total des émissions s'est plus que maintenu par rapport à l'avant-guerre. Cependant, la destination des capitaux [90] souscrits n'est plus du tout la même qu'autrefois. D'une part la proportion des émissions intérieures, qui n'était que de 18% en 1913, s'est élevée à 74%, renversement complet, qui réduit de 82 à 26% la part laissée aux placements étrangers ; de l'autre, considérées dans leur valeur absolue, les émis-

sions extérieures, dans lesquelles rentrent les émissions coloniales, sont en décroissance marquée. Il y a là, dans le caractère du marché de Londres, un changement notable, qui appelle d'importantes observations.

Grâce à sa balance des comptes créditrice, si nous devons en croire le *Board of Trade*, l'Angleterre déborde encore financièrement, mais la marge est plus étroite que par le passé. Avant la guerre, selon les estimations généralement admises, l'excédent devait dépasser 200 millions de livres ; il n'est plus, dans une année relativement bonne comme 1928, que d'environ 150 millions. Mais nous devons ici tenir compte de cette circonstance nouvelle que la part des émissions requise par l'Angleterre elle-même est infiniment plus élevée que dans l'équilibre ancien. La raison s'en devine aisément : hier, les grandes industries nationales se reconstituaient ou s'accroissaient par leurs propres moyens, sur leurs profits normaux et réguliers, elles n'avaient pas besoin de solliciter un capital qui ne leur faisait pas défaut. Aujourd'hui, après une période déjà longue où le charbon, la métallurgie, le textile ont plus ou moins perdu de l'argent, il a bien fallu que ces branches fondamentales de la production se retournent vers ceux dont c'est le métier d'en trouver : la réorganisation de toute une partie de l'industrie cotonnière, sous la direction et presque la pression de la Cité, est un phénomène inouï, qui en dit long sur le déclin de Manchester. La position de Londres, comme capitale financière nationale, s'en est trouvée accrue, mais c'était au prix d'une diminution [91] dans l'élasticité internationale du marché londonien. Ce n'est pas que le rôle de Londres, comme prêteur international, ait cessé d'être considérable (vingt emprunts récents sont là pour le prouver), mais les emprunteurs savent, de plus en plus, qu'il y a d'autres portes où frapper.

On saisit de suite le danger latent que recèle une pareille situation : c'est qu'il n'y ait plus d'excédent suffisant pour alimenter une politique, étendue et suivie, de prêts à l'étranger. S'il devait en effet arriver un jour que l'excédent des importations sur les exportations ne fût plus compensé par les exportations invisibles, alors il deviendrait nécessaire de sacrifier la politique séculaire des placements extérieurs, avec un risque indirect mais manifeste pour les exportations de l'avenir : ce serait, d'un point de vue international, le signe d'un incontestable déclin. De là l'inquiétude avec laquelle les individualités responsables surveillent l'équilibre des créances et des dettes du pays ; de là surtout

l'importance, essentielle, qu'elles attachent à l'existence normale d'un surplus de capital exportable.

Comme on comprend, dès lors, qu'une renaissance de l'esprit d'épargne soit recommandée comme vitale pour la nation, car, en l'absence d'un enrichissement général proprement dit, c'est par la restriction volontaire de chacun que pourrait du moins se former la réserve où l'on puiserait, le fonds grâce auquel on pourrait continuer de commander le monde. Sans doute l'Angleterre épargne-t-elle encore, et dans de larges proportions. Selon le comité Colwyn, l'épargne demeurerait, en 1925, égale à 450 ou 500 millions de livres, au lieu de 350 ou 400 millions avant la guerre : progrès nominal qui recouvre, étant donné la perte du pouvoir d'achat de la livre à ce moment, un recul réel. Il n'en est pas résulté une diminution du capital disponible [92] pour le marché intérieur, mais c'est sur la partie du capital exporté qu'a porté le sacrifice. Pour retrouver la situation d'autrefois, il faudrait donc que le pays gagnât davantage ou dépensât moins : la seconde alternative est de celles qu'il ne semble pas disposé, du moins pour l'instant, à retenir.

On en arrive ainsi à se demander si, par sa politique combinée de fiscalité et d'assistance sociale parfois extravagante, la Grande-Bretagne ne porte pas atteinte, en quelque manière, à son capital en formation, peut-être même à son capital acquis. Le pouvoir d'achat de la masse, qui permet à celle-ci de larges dépenses et donne lieu (même si l'on tient compte de l'accroissement de la population) à des importations fortement enflées, provient, en grande partie, de sommes qui lui sont distribuées par le budget : l'argent qui passe ainsi entre les mains du peuple ne fait qu'y passer, car ce n'est pas là qu'on trouverait la possibilité ou l'esprit de l'épargne. Mais, prenons-y garde, les ressources ainsi consommées proviennent, dans une large mesure, d'impôts qui sont levés, non seulement sur le revenu, mais sur le capital de la nation. Sous le nom trompeur de droit sur les successions, un véritable impôt sur le capital est levé chaque année, dont le produit se dissipe, au moins pour partie, en dépenses improductives. Il y a plus, la progression des charges fiscales a été constamment modifiée de façon à peser, de plus en plus et presque sans merci, sur les gros revenus ; les deux tiers du fardeau budgétaire reposent actuellement sur l'impôt direct, au lieu de la moitié seulement avant 1914 : le gros contribuable est parfois heureux s'il s'en tire sans toucher à son capital, et il lui de-

vient vraiment difficile de mettre de côté. On prend ainsi l'argent à celui qui éventuellement l'eût épargné et on le donne à celui qui, sans responsabilité, le dépense : une fuite [93] continue, véritable blessure, dérive ainsi une part de la richesse nationale, des classes qui l'emploieraient éventuellement à produire vers d'autres classes qui ne songent qu'à la consommer. Au lieu d'être consacré à la création d'affaires nouvelles, à la rationalisation d'entreprises vieilles, à la constitution d'un portefeuille étranger générateur d'exportations futures, l'argent prélevé de la sorte s'emploie en nourriture meilleure, en maisons plus confortables, en plaisirs, en sports ou en voyages ; le pays vit mieux, mais au prix d'un affaiblissement de ses réserves d'avenir ; même s'il ne s'appauvrit pas, il diminue sa marge économique de sécurité.

Le danger que nous venons d'évoquer n'est pas le seul ; il y en a un autre, c'est que l'Angleterre, sans en avoir effectivement les moyens, veuille continuer quand même à placer au dehors, mais au delà de la marge que lui dessine l'excédent de sa balance des comptes. Outre une tradition séculaire, et l'existence à cet effet d'un outillage bancaire incomparable, plusieurs raisons poussent bien naturellement les capitaux britanniques à s'employer à l'extérieur plutôt que dans le pays. Est-il en effet bien tentant de mettre son argent dans des affaires anglaises qui périclitent, qui, depuis dix ans, ne donnent que d'insignifiants dividendes, à supposer même qu'elles ne perdent pas ? Même dans les entreprises qui ne se ruinent pas, la part laissée au profit par la rétribution de la main-d'œuvre ou le poids de la politique sociale n'est pas toujours suffisante pour les faire paraître attrayantes : le capital se détourne de ces industries peu profitables, pour se diriger de préférence vers des pays où les chances de rendement sont plus grandes. Dans les circonstances présentes il est moins cher pour un Anglais, avec un revenu donné, de vivre en France que dans son propre pays : d'où [94] l'exode que nous connaissons vers les plages françaises de la Manche et la Côte d'Azur. Mais le capital est porté à raisonner de la même façon, d'où la tentation d'un exode analogue, qui peut même prendre à certains moments l'allure d'une véritable fuite. Sans doute le contribuable anglais a-t-il pu être considéré traditionnellement comme un modèle : avec un civisme presque unique au monde il a, pendant des générations, payé non seulement avec ponctualité mais avec empressement ; on connaît peu chez lui cet instinct de fraude, si répandu chez les Français. Mais une politique de taxation,

manifestement excessive, a fini par le laisser. Je n'insinue pas qu'il fraude, mais il en arrive, dans certains cas, à perdre la conscience du devoir fiscal, en ce sens qu'il songe surtout à mettre son capital à l'abri, pour le soustraire, du moins s'il est riche, à une sûre destruction. Peut-être même se mêle-t-il à cette attitude, quand le contribuable est conservateur et le ministère avancé, je ne sais quelle arrière-pensée de politique du pire. Sous les deux cabinets Mac Donald, en 1924 et surtout en 1930-1931, l'Angleterre a connu pareille fuite de capitaux.

À une époque comme la nôtre, où la fluidité du capital est complète, ces mouvements répondent, avec une extrême sensibilité, aux moindres craintes des détenteurs, au moindre appel aussi d'un traitement plus favorable que l'étranger leur offre. C'est sous mille formes que se produit l'hémorragie ; elle est difficile à empêcher et même à mesurer. Le pays est ainsi tenté de placer au dehors plus que ses capacités ne le lui permettent, quitte ensuite à attirer par des moyens de fortune l'argent à court terme. Le signe incontestable qu'un désordre existe, c'est la faiblesse, périodiquement latente, de la livre et une tendance persistante à l'évasion de l'or, qui ne peuvent se combattre [95] que par une politique d'argent cher, frein classique à l'exportation des capitaux. Mais on est alors, en quelque sorte, pris entre deux feux : la défense de la livre exige un taux d'escompte élevé, et celui-ci pèse sur la production. Nous retrouvons ici cette fatalité de l'économie britannique d'après-guerre, l'aspect contradictoire de ses intérêts fondamentaux.

La difficulté qu'éprouve la place de Londres à retenir son or laisse penser qu'en fait la balance des comptes pourrait n'être pas aussi rassurante que l'estime le *Board of Trade*. Chacun des éléments qu'il fait entrer en ligne de compte est sans doute exact, mais il laisse délibérément de côté les mouvements de capitaux. Or, dans l'ensemble, on a l'impression d'un équilibre instable. L'or quitte le pays parce que celui-ci importe plus qu'il n'exporte, dépense plus qu'il n'encaisse, place à l'étranger plus de fonds qu'il n'en reçoit de l'étranger, parce qu'il y a plus d'offres de livres qu'il n'y a de demandes de livres. La France, par contre, peut acheter et achète le métal parce que, malgré sa balance commerciale déficitaire, elle thésaurise, c'est-à-dire ne dépense pas tout l'argent qu'elle reçoit.

Quelle que soit la cause de cette crise de l'or le terme n'est pas excessif, elle souligne une position monétaire diminuée et le fait, grave



en somme, que les courants internationaux tendent à se détourner des rivages britanniques, au lieu d'y apporter, comme autrefois, les alluvions financières du monde entier. L'optimisme qui persiste dans l'esprit de tant d'Anglais apparaît ainsi au moins partiellement injustifié, sans qu'on puisse savoir s'il s'agit d'une situation transitoire, due au désordre mondial d'après-guerre, ou d'une transformation destinée à durer. Certains individus, immédiatement après l'âge de la maturité, perdent, d'une année à l'autre, plusieurs kilos de leur poids ; ils [96] vivront longtemps encore, et parfaitement bien, mais dans un corps de volume légèrement réduit : l'équilibre de leur organisme s'accommode spontanément de ce changement. Si c'était le cas de l'Angleterre, une adaptation de cet ordre devrait se produire. Il semble qu'on en discerne au moins quelques signes.

[97]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Première partie.  
L'Angleterre du XIXe siècle**

## **Chapitre V**

---

### **LES RÉACTIONS SPONTANÉES DE L'ORGANISME BRITANNIQUE**

#### **I. — TENDANCES VERS UN ÉQUILIBRE NOUVEAU DANS LE PEUPEMENT**

[Retour à la table des matières](#)

Il est difficile de dire si c'est le travail qui manque ou s'il y a trop d'Anglais, s'il y a chômage ou bien surpopulation. C'est sans doute une discussion d'École, mais, quelle que soit la réponse donnée, elle ne supprime pas le fait de ce résidu d'un million d'hommes, dont on ne sait, depuis dix ans, que faire. On ignore généralement qu'au XVII<sup>e</sup> siècle l'Angleterre comptait seulement cinq millions et demi d'habitants ; en 1815, le Royaume-Uni n'en contenait encore que quinze millions environ ; mais en 1921, la Grande-Bretagne seule avait une population de 42 766 000 âmes, qui s'élève vraisemblablement aujourd'hui à plus de 45 millions. En un siècle le chiffre a plus que triplé ; pendant la décade de la grande guerre elle-même ; l'augmentation s'est poursuivie, quoique à un rythme réduit : il ne faut pas perdre de vue qu'en 1921, compte tenu des pertes de la guerre et de l'émigration, l'Angleterre et le Pays de Galles contenaient 1 875 000 personnes de

plus qu'en 1911. Le chômage persistant exprime évidemment, de la [98] part de l'organisme, l'impuissance d'absorber, dans les conditions actuelles, de nouveaux surplus.

L'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle éprouvait déjà cette menace latente de saturation, mais elle l'éluait, soit par sa prospérité, soit par une émigration régulière, dont le chiffre avait fini par atteindre, à la veille de la guerre, près de 400 000 individus. Le gouvernement eût souhaité reprendre, après l'armistice, l'habitude de cette saignée annuelle bien-faisante, que la période des hostilités avait suspendue, mais elle s'est réduite, de façon chronique semble-t-il, à un courant qui ne suffit plus à décongestionner la pléthore britannique : il n'y a eu que 140 594 émigrants en 1925, 136 834 en 1928. L'une des raisons de ce déclin, par rapport aux années d'avant 1914 ; est l'attitude nouvelle des pays qui jadis recevaient l'émigration européenne, ils n'en veulent plus, ou du moins ne voudraient que des colons s'établissant sur la terre, mais ils opposent mille obstacles à l'entrée des ouvriers de l'industrie.

Une autre raison, plus grave peut-être parce qu'elle est aussi un symptôme, c'est l'affaiblissement, chez les Anglais eux-mêmes, du désir de s'expatrier. Au XIX<sup>e</sup> siècle, c'étaient les meilleurs, les plus énergiques qui partaient, par ambition, par impatience de rester dans un milieu déjà sursaturé. Aujourd'hui, cette même classe d'hommes existe encore sans doute, les services nationaux d'émigration la sélectionnent avec soin pour lui faire quitter le pays, et peut-être vaudrait-il mieux que celui-ci n'en fût pas privé. Mais la masse, de plus en plus, se révèle amorphe et sans initiative, demeurant simplement là où elle est. Les chômeurs notamment ne songent pas à émigrer. Par nature, le « bon à rien », ou même le faible, ne réagit pas dans l'adversité ; il attend passivement que les occasions se présentent. Dans le cas actuel, il réagit d'autant moins qu'un [99] régime démagogique l'entretient à ne rien faire.

Si telle partie des nouvelles générations ne peut ni s'en aller, ni s'occuper sur place d'une façon rémunératrice, la conclusion ne sera-t-elle pas que cet excédent ferait mieux de ne pas naître ? Telle paraît être en effet la réponse de la nature. Jusqu'en 1881-85, le taux de survie de la population britannique était considérable, parce, qu'en dépit d'une mortalité assez forte le rythme des naissances demeurait très rapide : en 1881-85 par exemple, la natalité atteignait 35,5 p. 1 000, ce qui, avec une mortalité de 19,4, laissait une marge bénéficiaire de 16,1

p. 1 000. Par la suite, jusqu'à la guerre, ce taux de survie pouvait encore se maintenir, en dépit d'une natalité déclinante, parce que la mortalité baissait presque autant. Mais aujourd'hui la mortalité est arrivée à un palier où elle ne peut guère se tasser davantage, cependant que la natalité, elle, marque une sorte d'effondrement : en mars 1930, elle est tombée à 16,2 p. 1 000, alors qu'elle était encore à 23,6 en 1911-15 ; en même temps la mortalité ne diminuait que de 14,3 à 13,5. Le taux de survie, dans ces conditions, s'effondre, de 9,3 p. 1 000 à la veille de la guerre, de 4,5 en 1919, au chiffre minime de 2,3.

À ce rythme, les experts estiment que la population de la Grande-Bretagne continuera encore de s'accroître jusqu'à la décade 1941-51, période vers laquelle elle atteindra un niveau stable de 48 à 49 millions : sa courbe tendra ainsi à présenter une trajectoire analogue à la nôtre. Dès maintenant le taux de natalité de 16,2, qui est le sien, figure au-dessous du taux français et parmi les plus bas de l'Europe. L'Angleterre, pays de Malthus, subit, depuis 1880 environ, une propagande organisée en faveur de la restriction volontaire des naissances, mais la propagande en sens contraire n'y existe pas. Dans ce pays surpeuplé, et par surcroît [100] non catholique, les réactions sentimentales ne sont pas, à ce sujet, les mêmes qu'en France : on n'y présente pas la famille nombreuse comme un devoir ; bien au contraire, et surtout depuis la crise du chômage, on la déconseille formellement ; un Anglais de bonne éducation s'excusera d'avoir trois enfants, de la même manière qu'en France un bourgeois catholique s'excuserait de n'en avoir que trois, le point de vue est diamétralement opposé. On peut dire que les pratiques anticonceptionnelles font presque l'objet d'un encouragement officiel ; l'Église anglicane elle-même, longtemps hostile, n'ose plus les interdire sans réserve.

À vrai dire, sous la menace d'une congestion, la société britannique, inconsciemment ou consciemment, va simplement au plus pressé. Alors que la France s'inquiète de chaque diminution de la classe qui va entrer sous les drapeaux, l'Angleterre constate avec une sorte de soulagement chaque diminution de la « classe » industrielle qu'il s'agit annuellement de placer ; elle se réjouit de prévoir que l'effectif des jeunes gens atteignant l'âge de 14 et 15 ans tombera, de 1 641 000 en 1921 et de 1 602 000 en 1928, à 1 381 000 en 1931, à

1 384 000 en 1940<sup>9</sup>. On ne se préoccupe pas de cette contraction démographique (peut-être un jour pareil sentiment pourrait-il naître), mais on ne veut voir que le fait immédiat et pressant : tant de chômeurs éventuels en moins à caser !

Ce mouvement de déclin de la natalité, qui se dessine depuis le dernier quart du siècle dernier, date à laquelle on se souvient qu'il faut faire remonter les germes premiers de la crise britannique, est, sans aucun doute, un phénomène naturel, à proprement parler la réaction spontanée d'un organisme cherchant [101] instinctivement son équilibre par les moyens dont il dispose. Le contraste n'est-il pas curieux entre l'imprudence politique et la sagesse naturelle d'une société financièrement prodigue, cherchant inconsciemment à se mesurer aux possibilités d'un âge qui, plutôt que la prodigalité, comporte la parcimonie !

## II. — CHANGEMENTS DANS LE CENTRE DE GRAVITÉ GÉOGRAPHIQUE DE L'ANGLETERRE INDUSTRIELLE

[Retour à la table des matières](#)

C'est un phénomène souvent constaté, et du reste déjà noté par nous, que le chômage a frappé les diverses branches de la production industrielle, d'autant plus durement qu'elles étaient plus exportatrices et s'appuyaient davantage sur le charbon. C'est au point que quelques-unes des régions les plus touchées commencent, je ne dis pas à se dépeupler, mais à se décongestionner. Il en est ainsi par exemple de divers districts gallois, dont les puits de mines sont fermés sans espoir : la population s'accroche d'abord, fixée sur place par l'assistance-chômage, qui lui permet de tenir un certain temps ; mais un jour vient, du moins doit venir tôt ou tard, où le déplacement s'impose ; l'échéance est fatale et il n'est au pouvoir de personne de la reculer indéfiniment. La politique de l'*Industrial Transference Board* vise à favoriser ce reclassement géographique, en suscitant ou en aidant les migrations individuelles.

---

<sup>9</sup> Chiffres publiés par le *Committee on Industry and Trade*.

Mais la nature, ici encore, sans avoir attendu les initiatives gouvernementales, travaille toute seule de son côté, dans le même sens : on observe en effet, c'est incontestable, un mouvement de population spontané, du Nord vers le Sud, de la région minière vers Londres et la vallée de la Tamise. Peut-être faut-il considérer ce début de migration comme la première répercussion visible de l'atteinte portée au monopole charbonnier : [102] le centre de gravité de l'organisme Britannique au XIXe siècle était attiré par une force puissante vers les bassins houillères du Nord ; il se peut que le XX<sup>e</sup> siècle produise un équilibre différent, moins étroitement dépendant du Pays noir.

C'est vers 1926 seulement que le ministère du Travail, en établissant les statistiques relatives à la répartition géographique du chômage, s'est aperçu, pour la première fois, des prodromes de cette évolution. Depuis lors, toutes les données subséquentes ont confirmé ses constatations initiales. Le Nord et le Sud semblent en effet suivre une destinée divergente : une ligne partant de la Severn, passant par Stafford et le High Peak, aboutissant à Scarborough, sépare approximativement les deux zones, la seconde paraissant s'augmenter de ce que perd la première <sup>10</sup>. En 1923, 54,3% de la population assurée contre le chômage, c'est-à-dire en fait de l'effectif industriel, se trouvaient dans la partie septentrionale (Nord-Est, Nord-Ouest, Écosse), contre 45,7% seulement dans l'autre (Sud-Est, Sud-Ouest, Londres, Midlands). Mais, en 1929, le Nord était descendu à 52, cependant que le Sud passait à 48%. Il ne s'agit que d'une indication, encore que fort nette, mais on peut penser que le mouvement continuera de se développer, car beaucoup d'ouvriers, inscrits dans la population assurée du Nord, sont des chômeurs dont la migration vers le sud s'imposera tôt ou tard : une grande partie, par exemple, du personnel houiller en excédent des besoins devra finalement chercher du travail ailleurs qu'autour du carreau de la mine, et c'est vraisemblablement dans l'Angleterre méridionale qu'il sera le plus possible d'en trouver. Il n'est donc pas excessif d'imaginer que, dans quelques [103] années, la moitié, la majorité des ouvriers peut-être seront fixés dans la partie sud du pays. Déjà la région qui gravite autour de Londres et qu'on peut appeler d'une expression générale le sud-est (on la délimiterait par une ligne Wash-Portsmouth) contient 26% de la population assurée en 1929, contre

<sup>10</sup> *Ministry of Labour Gazette*, novembre 1929.

24,2% en 1923. Le Pays de Galles par contre est en déclin non seulement relatif, mais absolu : il perd sa population.

La topographie du chômage souligne ce contraste d'une façon plus souple encore. Nous avons vu en effet plus haut (cartes p. 28 et p. 29) qu'en 1928 par exemple, c'est-à-dire dans une année se prêtant mieux que 1930 à une observation normale, le chômage est accentué au Nord, atténué dans la zone en bordure du pays noir, minime enfin dans la vallée de la Tamise et le Sud-Est en général. Il y a même eu, de 1927 à 1929, une sorte de *boom* dans cette partie du pays : Birmingham, du fait de sa spécialisation moindre, a moins souffert que Manchester, mais Coventry, Bristol, Londres et en général les petites villes industrielles situées autour de Londres ont connu une véritable prospérité.

Cherchant à nous dégager de l'impression de marasme généralisé que provoque la dépression mondiale de 1930, nous ne devons donc pas manquer de nous rappeler que, tandis que le Nord déclinait au lendemain de la grève générale de 1926, la vie reprenait avec une intensité nouvelle dans ces vieilles régions du Sud, d'où elle s'était détournée il y a plus d'un siècle. Le centre de gravité demeure toujours, jusqu'à nouvel ordre, dans le Pays noir, mais il se déplace et il y a, vers Londres et même les Midlands, une attraction qu'on ne saurait négliger. On se détourne des vieilles mines de la Tyne ; de l'Écosse, du Pays de Galles, et la faveur s'oriente vers les puits des Midlands, même du Kent. On observe en même temps que, si les industries [104] du Lancashire, du Yorkshire, du Northumberland sont, depuis 1921, dans un état de marasme presque continu, celles du Sud, créations nouvelles souvent, ont su dans un grand nombre de cas réussir. Alors que la métallurgie lourde, le charbon, le textile-coton et laine luttent péniblement contre une crise sans fin, l'ameublement, le bâtiment, l'automobile, la soie artificielle, l'outillage électrique, sans parler du cinéma, du théâtre, de la brasserie, de la distillerie, des hôtels ont donné au contraire tous les signes d'un remarquable développement. L'année même de la grève générale, ces industries laissaient l'impression, vraiment paradoxale, d'une sorte d'épanouissement. Je ne l'invente pas, les inspecteurs du travail eux-mêmes, dans les rapports écrits par eux en 1927, mentionnaient avec satisfaction « la région autour de Londres, qui se développe de la façon la plus remarquable », ou « l'étonnante prospérité du district de Coventry ». Oxford, avec les

automobiles Morris, devient une ville manufacturière : dans l'atmosphère exquise et raffinée de leurs collèges, les intellectuels de la vieille cité universitaire n'entendent pas sans quelque angoisse prophétiser qu'elle sera, dans cinquante ans, un nouveau Birmingham !

Une sorte de pesanteur naturelle, irrésistible, semble donc tasser le Nord sur le Sud. Le mouvement dépasse même probablement le cadre industriel, relativement étroit, où nous l'avons observé jusqu'ici. Il y a longtemps que l'extrême Écosse septentrionale, notamment celle des îles, se dépeuple (on ne veut plus vivre si loin, dans des climats si rudes) ; la Basse-Écosse elle-même, envahie d'Irlandais et même de Slaves, n'a plus, dans l'économie britannique, son influence d'autrefois ; il en est de même, quoique à un moindre degré, de ce sévère Pays noir du Lancashire-Yorkshire-Northumberland, où l'énergique et puritaine Angleterre du XIXe siècle avait [105] en quelque sorte placé son quartier-général industriel. C'est Londres et sa région qui, de plus en plus, dirigent. Plus encore que Paris en France, Londres est vraiment la capitale, d'où tout provient, où tout aboutit, qui exprime avec fidélité les points de vue moyens de la nation : la direction des grandes affaires, même industrielles, tend à s'y fixer, c'est là qu'on vient chercher les capitaux et les inspirations ; les jeunes gens ambitieux redoutent d'accepter ailleurs des positions, par crainte de s'éloigner du foyer véritable de la puissance. Si Cobden revenait aujourd'hui, choisirait-il encore Manchester comme centre de son action ?

Demandons-nous même si cette attraction vers le Sud n'a pas une portée plus que nationale et ne répond pas à l'existence de courants internationaux, débordant l'Angleterre elle-même. Il y a cinquante ans, l'axe des relations entre l'Amérique du Nord et l'Europe suivait indiscutablement une ligne New-York-Liverpool, subsidiairement même Glasgow. Mais il y a eu, depuis le début du siècle, un déplacement certain de cet axe : il s'exprime bien plutôt aujourd'hui par une ligne New-York-Plymouth-Southampton, si ce n'est même New-York-Plymouth-Cherbourg-Le Havre-Paris. Ne suffit-il pas, pour s'en rendre compte, de voir comment, dans les dernières années, les grandes compagnies de navigation ont modifié leurs escales et leurs têtes de ligne européennes ? Depuis que des relations directes intenses se sont établies entre les États-Unis et le continent européen, sans passer par l'Angleterre comme autrefois, la Manche a pris une valeur d'axe, qui relègue partiellement la Mer d'Irlande dans une position re-



lativement excentrique : la proportion comparée des voyageurs à destination de l'Europe qui passaient par Liverpool il y a cinquante ans et qui y passent encore aujourd'hui donnerait une mesure significative du changement qui [106] s'est produit. De ce fait l'Angleterre, considérée dans son ensemble, ne se trouve plus exactement, vis-à-vis du continent, dans le même rapport que naguère, et le fait que la Manche est plus qu'autrefois la route essentielle des relations entre l'Amérique du Nord et l'Europe constitue peut-être l'une des raisons qui redonnent aux verts comtés du Sud cette activité et cette vie, dont le foyer, il y a plus de cent ans, s'était trouvé, pour d'autres raisons, détourné vers les noirs comtés du Nord.

### III. - RENDEMENT INÉGAL DES DIVERSES INDUSTRIES D'APRÈS- GUERRE

[Retour à la table des matières](#)

Le rendement comparé des diverses industries va nous fournir une nouvelle explication de ce contraste, que l'on retrouve partout, entre les différentes parties de l'activité britannique. La période de crise, aiguë et générale, de 1930 étant volontairement laissée de côté, voici comment, pour les quatre années 1926-1929, se répartissent, selon les branches de la production, les profits du capital <sup>11</sup> :

---

<sup>11</sup> Chiffres du *Times Trade Supplément*, le 29 mars 1930.

**Profits du capital dans diverses industries <sup>12</sup>  
(1926-1929)**

	1926	1927	1928	1929
<i>Industries très prospères</i>				
Pétrole	20,7%	17,4%	11,3%	13,6%
Caoutchouc	35	22,7	8,5	7,9
Tabac	10,4	19,7	19,2	18,7
Brasserie	15,7	15,3	16,6	15,6
Thé	42,1	34,8	30,5	27,4
[107]				
<i>Industries prospères</i>				
Automobile	10,9%	14,2%	7,1%	21,7%
Cycles	13,7%	12,7%	10,7%	12,6%
Marine marchande	13,1%	10,1%	9,6%	9,3%
Grands magasins	10,6%	11,9%	12,5%	13,6%
<i>Industries peu prospères</i>				
Mécanique.	5,8%	5,3%	7,1%	8,4%
Coton	6,5%	8,5%	11,4%	10,7% <sup>13</sup>
<i>Industries en état de crise grave</i>				
Charbon et métallurgie du fer	-1,5%	-0,4% <sup>14</sup>	0,8%	1,3%

<sup>12</sup> Profit restant après paiement des frais généraux, de l'intérêt des obligations, de l'amortissement statutaire de l'outillage.

<sup>13</sup> Le groupe des entreprises textiles envisagées par le *Times* comprend une Compagnie exceptionnellement prospère (D. et P. Coats), ce qui donne un résultat en apparence optimiste pour une industrie au contraire gravement atteinte.

<sup>14</sup> Perte.

Sans qu'il soit besoin de longs commentaires, ce tableau met en lumière l'étonnante diversité des affaires anglaises, considérées dans leur destinée d'après-guerre. Voici, dans une catégorie noire (au sens figuré naturellement), le charbon et le fer, jadis orgueil et base fondamentale de la puissance nationale : leur bilan se solde par un déficit. Depuis 1925, l'industrie houillère a été le plus souvent en perte et la métallurgie lourde se trouve à peine mieux placée : toutes les deux ont souffert directement de la grève générale, dont elles ont éprouvé le plein effet. En 1927 par exemple, 18 sociétés métallurgiques, choisies comme typiques par le *Times* et représentant un capital versé de 70 millions de livres sterling, perdent deux millions et demi de livres ; sur les 18, non moins de 13 éprouvent une lourde perte. En 1929, 12 compagnies houillères et métallurgiques, sélectionnées de même par le *Times*, ne réalisent, pour un capital versé de 32 millions, qu'un profit de 411 000 livres ; en 1927, il y avait eu perte de 139 000 livres, en 1926, de 545 000 livres ! Il va de soi que ces conditions ne sauraient continuer longtemps sans conduire à la ruine, car ce n'est pas avec des profits de 2 ou 3% [108] à supposer même qu'on les réalise, qu'il est possible de donner des dividendes, de constituer des réserves, de refaire le matériel, d'appeler à nouveau du capital pour entretenir et au besoin développer la production.

Le succès, dans la période envisagée, appartient au contraire à une catégorie d'entreprises entièrement différentes. Les unes, comme la brasserie, la distillerie, les grands magasins, sont étroitement liées aux possibilités de la consommation populaire nationale, elles ressentent indirectement l'effet des largesses de la politique sociale ; les autres, comme l'automobile et le cycle, l'outillage électrique, l'ameublement, la soie artificielle, le gramophone, participent également, sur un plan plus élevé, de ce caractère ; mais elles représentent aussi ces industries du XX<sup>e</sup> siècle, que l'Angleterre d'avant-guerre avait relativement négligées : elles bénéficient, surtout dans le Sud et la région en bordure du pays noir, d'une sorte de renaissance, et il est réconfortant de constater que la technique anglaise s'y montre parfaitement à la hauteur.

Une dernière catégorie enfin, la plus significative peut-être, comprend divers placements du type « colonial », qui, stériles parfois pendant plusieurs années et étonnamment sensibles aux crises internationales, donnent ensuite des rendements fabuleux : quand les affaires mondiales sont prospères, comme c'était le cas entre 1925 et 1929, le

portefeuille anglais tire du pétrole, du caoutchouc, du tabac, du thé, d'énormes revenus. Nous saisissons ici, sur le vif, pourquoi le capital anglais est attiré au dehors : ne rapporte-t-il pas bien davantage quand il n'est pas investi en Angleterre ? C'est la confirmation, par l'exemple, d'une observation, déjà faite par nous mais essentielle, à savoir que les Iles Britanniques ne sont plus, dans le monde d'aujourd'hui, le lieu d'élection où le capital fructifie le mieux ; [109] il s'agit d'une terre économiquement usée, d'où l'on a intérêt à s'écarter, selon la loi de Ricardo, pour aller plus loin.

Si l'on tient compte de la localisation géographique de ces diverses entreprises, il est intéressant de souligner que celles qui réussissent sont principalement situées dans le Sud ou en bordure du Pays noir. En 1929, par comparaison avec 1923, les enquêtes du ministère du Travail <sup>15</sup> nous révèlent que 71 industries sont en progrès, relativement au nombre d'ouvriers qu'elles emploient ; ce sont la soie, le ciment armé, les appareils de chauffage, les instruments scientifiques, les instruments de musique, les fils électriques, les peintures et vernis, les briques, la mécanique électrique, le commerce de distribution, l'ameublement, les hôtels, l'automobile, les amusements, le caoutchouc, le papier, le cacao, le tabac, la brasserie, les produits chimiques, etc. ; or la plupart de ces 71 industries ont la majorité de leur personnel au Sud-Est de la ligne Severn-Scarborough. Par contre, 29 industries ont perdu du terrain ; ce sont les mines, la construction navale, la métallurgie lourde, la mécanique générale, la laine, le coton, les docks, etc., et l'on se rend compte, au premier coup d'œil, qu'il s'agit exactement du groupe concentré dans le Lancashire, le Yorkshire, le Northumberland-Durham, l'Écosse, le Pays de Galles.

Poussons plus loin l'analyse. Par contraste avec les industries lourdes, exportatrices et basées sur le charbon, qui déclinent, la faveur va maintenant à des industries dans lesquelles la matière première tient une place secondaire par rapport à la valeur de l'article fini, et dont la clientèle se recrute principalement, quoique pas totalement, sur le marché intérieur. On conçoit dès lors [110] les raisons qui les portent à se fixer au Sud plutôt qu'au Nord. Tout d'abord, elles sont moins étroitement dépendantes de la houille, d'autant moins que les conditions, désormais changées, du transport de la force ne les obligent plus

---

<sup>15</sup> *Ministry of Labour Gazette*, novembre 1929.

à se coller aux puits de mines ; fréquemment elles fonctionnent électriquement. Le Sud leur convient encore parce que le climat y est meilleur, la visibilité plus satisfaisante, le terrain meilleur marché dès l'instant qu'on choisit librement l'endroit où l'on se place. Ajoutons qu'il n'est pas indifférent de se fixer loin des régions où la puissance syndicale, traditionnellement organisée et influente, a fini par devenir trop tyrannique. Enfin, puisqu'on vise surtout une clientèle nationale, point n'est besoin d'être sur la mer, comme pour l'exportation, mais la proximité de la capitale, centre énorme et articulé de distribution, peut être légitimement considérée comme un facteur d'extrême importance. Voilà pourquoi nombre de petites villes du Sud, jadis manufacturières mais délaissées depuis plus de cent années, voient ainsi revenir vers elles un courant de vie bien inattendu : leur somnolence d'hier en est tout étonnée.

#### IV. — ÉVENTUALITÉ D'UN NOUVEL ÉQUILIBRE BRITANNIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Cette répartition nouvelle des sources de la vitalité économique du pays peut être considérée comme le signe, non équivoque, d'un redressement instinctif. Au moment où son industrie traditionnelle d'exportation, vieillie et battue en brèche, ne la soutient plus qu'imparfaitement, l'Angleterre se reporte, pour vivre, sur son commerce, toujours prospère, sur sa finance internationale, toujours influente, sur ses placements étrangers et coloniaux, qui constituent pour elle une réserve d'incalculable valeur ; elle se reporte même sur [111] cette activité industrielle inédite, qui profite, à l'intérieur, d'un rythme national de dépenses accru. De la sorte, et sous les réserves que nous avons indiquées, elle réalise indubitablement une manière d'équilibre.

Mais ce faisant, elle change. De plus en plus et le mouvement dans ce sens avait commencé depuis longtemps elle tend à placer son centre de gravité, soit dans son rôle de courtier mondial, soit dans la gestion des intérêts qu'elle s'est acquis partout, soit dans la création et la défense d'un marché intérieur dont elle sent désormais tout le prix. Dire que l'exportation industrielle ne demeure pas pour elle une pré-

occupation de premier ordre serait inexact, mais il serait également inexact de croire qu'elle tient, dans la politique britannique actuelle, la même place qu'autrefois. La Grande-Bretagne fait un peu penser aujourd'hui à ces grandes familles industrielles, puissantes et vieilles, dont l'usine périclité, mais dont l'immense richesse accumulée a été investie dans d'autres et sûrs placements : il ne faut pas les juger par l'outil qui a été l'instrument initial, mais n'est plus le facteur essentiel de leur fortune et de leur puissance.

Voilà pourquoi l'Angleterre peut continuer d'exister, et même de prospérer, avec une industrie d'exportation désormais distancée. La fortune britannique n'est pas en effet contenue tout entière dans l'énorme outillage concentré à Manchester, Birmingham, Leeds ou Glasgow ; elle est aussi, comme hier et davantage même, dans le thé des Indes, le caoutchouc de la Malaisie, le pétrole de plusieurs continents ; elle est surtout dans cette Cité de Londres, où le commerce et la finance sont entremêlés et dont le rayonnement est mondial. Les sommes incalculables qui sont gagnées dans des opérations internationales, souvent hors du sol britannique, finissent par refluer vers le vieux pays ; de concert [112] avec la masse des salaires, demeurés élevés, avec les distributions budgétaires, devenues systématiquement généreuses, elles y stimulent une production industrielle de caractère nouveau, parasitaire plus peut-être que nourricière, mais qui n'a, de ce fait, plus autant besoin de courir après la clientèle des cinq parties du monde. L'Angleterre, de ce point de vue, est devenue moins exportatrice que par le passé ; mais elle est plus rentière, en ce sens qu'elle vit davantage sur son acquit. De l'attaque, sur le terrain économique, elle tend à passer à la défense : ce n'est plus l'équilibre ni l'esprit du XIXe siècle.

[113]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

# Deuxième partie

LA RÉVISION  
D'UN SYSTÈME PÉRIMÉ

[Retour à la table des matières](#)

[113]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Deuxième partie.  
La révision d'un système périmé**

# Chapitre I

---

## LE PEUPLE ANGLAIS ET LA CRISE

### I. — ATTITUDE GÉNÉRALE DE L'OPINION EN PRÉSENCE DE LA CRISE

[Retour à la table des matières](#)

Quelques années avant la guerre, George V, quand il n'était pas encore roi, mais simple officier de marine, concluait un discours par ce trait, droit comme un *direct* : « Réveille-toi, John Bull ! » Il serait excessif de prétendre que John Bull, même aujourd'hui, s'est réveillé.

La crise qui ébranle le pays est sans précédent ; ses données sont nouvelles, on ne sait où l'on va et, engagée en plein dans ce XX<sup>e</sup> siècle qui n'est pas le sien, l'Angleterre est sans boussole. Cependant, la masse du peuple demeure imperturbable. L'Anglais moyen [114] continue de vivre sur deux ou trois notions toutes faites, relatives à la supériorité britannique, qu'on ne discute pas ; ses manuels, ses journaux lui enseignent, implicitement parfois, ce qui est encore plus dangereux, qu'il a toujours raison ; et lui, il ne discute ni ne raisonne davantage. Il a encore à apprendre, ou plutôt à rapprendre, que le succès tient au travail, au mérite, et non à la situation acquise. Il faudrait sur-



tout qu'il prît peur, s'avouât à lui-même pour de bon que le danger est sérieux, qu'il pourrait bien ne pas s'en tirer sans dommage ; mais on n'est pas sûr, même s'il le dit, qu'il le croie.

La guerre, l'après-guerre ont posé, pour chaque Anglais, des problèmes de vie matérielle difficiles, dans la mesure toutefois où l'État ne se charge pas lui-même de les résoudre. Les questions qui s'imposent chaque jour à l'attention sont des questions d'intérêt immédiat : prix de la vie, recherche d'emplois, discussions de salaires et d'heures de travail. La masse ne regarde pas beaucoup plus loin ; elle n'a guère de loisir pour les grands problèmes internationaux, ni même pour le développement de la sensibilité impériale. Les politiciens savent depuis longtemps que, dans une campagne électorale, l'impérialisme ne rend pas auprès de l'homme de la rue. L'atmosphère, dans cette période de difficultés pressantes, est très « petite Angleterre ». Ce qui frappe même, c'est un certain manque d'ambition, la paresse d'aller chercher fortune ailleurs, l'acceptation demi passive de la destinée, là où elle vous a placé : beaucoup de jeunes, plutôt que d'émigrer, préfèrent s'accommoder d'une vie médiocre, dont ils savent bien que les possibilités sont étroitement limitées.

Cependant, l'insularité invétérée de cette population lui vaut de conserver toute sa satisfaction d'elle-même ; [115] son orgueil, consolidé par une tradition séculaire, l'empêche de voir ou du moins de retenir ce qui est mal chez elle, et cela au moment même où elle proclame ses insuffisances, par une affectation très anglaise de propre critique. Sa grande presse la flatte, l'entretient dans la conviction qu'elle constitue une société à part, plus civilisée matériellement que l'Europe, plus civilisée intellectuellement que l'Amérique, hors concours en quelque sorte et vivant sur un plan supérieur. Dans ces conditions elle ne se réforme pas, mais s'endort au contraire sur un oreiller de formules toutes faites, qu'elle ne révise jamais. Cette torpeur la maintient dans un état d'optimisme mortel.

Mais en même temps on recule devant l'énergie nécessaire, non pas seulement pour résoudre le problème, mais même pour le poser. La paresse d'esprit des Anglais est extraordinaire : ils n'aiment pas se fatiguer à penser, instinctivement ils sont hostiles à celui qui soulève une discussion de principes, parce que cela dérange leur quiétude ; et si on les force quand même dans leurs retranchements, ils se contentent volontiers d'un semblant d'explication ou de solution, qui leur

donne l'excuse de n'avoir plus à y réfléchir. C'est peut-être pourquoi ce pays, qui par rapport à tant d'autres vit au ralenti, nous donne l'impression, quand nous y allons, d'un si charmant repos ; les nerfs se détendent dans ce calme traditionnel, où l'on pourrait s'imaginer sans invraisemblance que le temps même cesse de s'écouler ; mais c'est une atmosphère fatale : « *Wake up John Bull !* ».

Ce manque de réalisme, du moins cette façon vague et paresseuse d'écarter la réalité, abuse l'opinion britannique sur les mérites respectifs des différents peuples. L'élite est sans doute informée, mais, enfermé dans son île, même quand il a voyagé, l'Anglais ordinaire [116] conserve, à l'égard du continent, l'attitude condescendante du colon vis-à-vis du natif ; il se rend mal compte que l'Europe s'est modernisée, que ses hôtels ont proportionnellement plus de baignoires et d'eau courante que les siens, surtout que le péril de sa concurrence ne résulte pas seulement de ses moindres salaires (comme il aime à se le dire), mais de sa technique renouvelée, de son esprit d'émulation et de progrès.

Il y a quelque chose de comique dans le sentiment de supériorité offensée qui porte l'Anglais à considérer comme injuste (*unfair*) la concurrence de rivaux travaillant davantage et se contentant d'une rémunération moins prétentieuse. Fier de son *standard of living*, il se plaît à croire qu'enfermé dans sa tour il pourra toujours ignorer cette compétition de gens s'astreignant à un plus rude labeur. Rien de plus étranger à la mentalité britannique d'aujourd'hui que le lien nécessaire de l'effort et du résultat : on veut récolter sans avoir semé, toucher sans avoir peiné, bref, selon l'expression anglaise, avoir les choses pour rien, *get something for nothing*. Les générations antérieures avaient pourtant connu et pratiqué la saine et rude morale du mérite, si vigoureusement prêchée par Cobden, mais l'Angleterre paraît maintenant compter surtout sur sa tradition : « Nous avons Abraham pour père », semble-t-elle dire, comme si cela lui conférait des droits !

Ainsi ce pays, qui est courageux et fort à tant d'égards, comme il l'a montré magnifiquement pendant la guerre, n'a pas acquis, même au prix de la crise, le courage de se mettre franchement au travail. Le sport, son divertissement préféré, revendique une part vraiment effrayante de l'énergie de la nation et, de notre point de vue, l'abaisse à des préoccupations presque puériles. Un match est un événement national, qui vide bureaux et ateliers, monopolise l'attention générale,

[117] éclipse sans conteste tout autre souci. « Désastre national », écrivent en caractères énormes les manchettes des journaux : s'agit-il des deux millions de chômeurs ou de la chute des exportations ? Non, simplement de la défaite d'un champion de cricket ! Quand on parcourt l'Angleterre, on y rencontre, même en pleine semaine, avec une fréquence qui ne peut manquer de frapper l'attention, des meetings sportifs réunissant des centaines de spectateurs : n'ont-ils donc rien à faire pour s'octroyer aussi généreusement des vacances ? Je ne voudrais pas exagérer, mais on pense malgré soi à Byzance, qui se passionnait aux jeux du cirque quand l'ennemi était aux portes de la capitale. « Vous délibérez », disait Mirabeau ; c'est un « vous vous amusez » vengeur qu'il eût pu substituer en la circonstance. Une fausse sécurité, voisine de l'inconscience, anesthésie cette nation, qui ne veut pas renoncer à une tradition de vie facile, dont les circonstances, hélas, ne justifient plus le maintien.

Allons au cœur du mal : ce peuple n'a rien de vicieux, il reste profondément honnête dans ses mœurs, loyal dans ses engagements et ses dévouements ; des trésors de civisme persistent en lui, dont le gouvernement trouverait certainement l'inestimable appoint, s'il y faisait appel. Ce qui manque aujourd'hui à ce pays de braves gens, l'un des plus civilisés de la terre et justement peut-être en raison de cela, c'est en quelque sorte le goût de la lutte : il voudrait se reposer à l'heure où il faudrait redoubler d'efforts, vivre sur son acquit quand au contraire tout est à reprendre sur de nouveaux frais. Bref, si j'ose le dire, il manque de vitalité.

## II. — ATTITUDE DES CLASSES DIRIGEANTES

[Retour à la table des matières](#)

La réalité n'échappe pas, malgré tout, à ceux qui réfléchissent : ils savent bien que l'Angleterre ne peut [118] pas être inscrite parmi les vainqueurs. La guerre, dans les milieux pensants britanniques, est considérée comme une catastrophe : ils ne l'avaient pas voulue, ils l'avaient subie, ils la renient. Après l'armistice, dans une illusion qui avait englobé jusqu'à ces esprits avertis, on espérait reconstituer le

passé et on s'y était appliqué avec autant de respect dépourvu d'imagination que les gens qui reconstituent, après leur mort, la chambre des grands hommes. Il a bien fallu, à la longue, se rendre compte que c'était impossible et que, selon le mot du philosophe grec, on ne se baigne pas deux fois dans la même eau. C'est la grève générale de 1926 qui, semble-t-il, a marqué cette étape : elle a laissé derrière elle un découragement persistant.

Le peuple, du moins, a des raisons d'être satisfait, ne serait-ce que relativement. N'est-il pas entretenu et ne vit-il pas, de l'aveu général, mieux qu'antérieurement ? Mais les classes naguère dirigeantes n'ont que des sujets de mélancolie. Au temps de la perfection du système britannique, il y avait eu confusion, chez les mêmes privilégiés, de la fortune, de l'élégance mondaine et du pouvoir politique. L'habitude de la grande richesse avait accoutumé cette élite à respecter l'argent, et, quand elle voyageait au dehors, c'est aussi l'argent qu'on respectait en elle : l'Anglais, au siècle dernier, était toujours le voyageur le plus aisé et le mieux servi. Aujourd'hui l'Angleterre aristocratique, qui vit sur ses réserves, ne dépense plus sans compter ; la clientèle anglaise sur le continent n'a plus la réputation d'une clientèle à la main large : c'est l'Américain, l'Argentin, l'Égyptien qui se font remarquer par leur faste et récoltent les courbettes. Mal préparée à cette éventualité, la classe possédante anglaise, hier maîtresse du monde, comprend mal, est indignée et proteste à sa façon contre l'insolence de ce monde nouveau : elle se [119] range bruyamment parmi les « nouveaux pauvres », ce qui est au fond une attitude d'orgueil blessé. Chose plus grave, certains de ses membres, simple minorité il est vrai, tendent à perdre ce dévouement fiscal, ce sentiment du devoir envers l'État, qui constituaient l'une de ses plus nobles caractéristiques : nombreux sont ceux qui, cessant de collaborer de bon cœur, songent plutôt à se mettre à l'abri. Toutes proportions gardées, et en faisant les transpositions requises, on peut dire qu'une partie de Belgravia adopte à l'égard de l'État démocratique la même attitude maussade et méprisante que notre faubourg Saint-Germain.

On a même l'impression que beaucoup de gens admettent l'idée d'un déclin inévitable de la puissance britannique. La France a connu le choc d'une pareille révélation, dans les toutes dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, quand, diminuée déjà par la défaite de 1870, elle s'est aperçue que la croissance économique de continents nouveaux rédui-

sait effectivement sa place dans le monde : de l'accès de découragement qu'elle eut alors elle s'est ressaisie, mais certains rêves de puissance internationale, elle ne les a plus. La Grande-Bretagne devra-t-elle se résigner à une réduction analogue, beaucoup plus grave dans son cas puisque sa base est mondiale ? On le croirait à entendre certains jeunes, qui ne sont certes pas des exceptions : « Suprématie des mers, disent-ils, mais peut-on se défendre désormais contre les sous-marins et peut-on lutter contre la richesse américaine ? Alors, pourquoi engager une rivalité ruineuse, qui ne mène à rien ? Suprématie industrielle ? Ne vaut-il pas mieux essayer de conserver une production réduite, appuyée sur un marché intérieur protégé ? Suprématie impériale ? Mais les Dominions, de plus en plus, ont leur vie propre : pourquoi dès lors vouloir les faire graviter autour de nous ? Une « petite Angleterre » [120] ne serait-elle pas plus heureuse, plus vraiment civilisée aussi ? »

Les amis de ce grand peuple, il en a beaucoup en France se prennent quelquefois à penser qu'ils aimeraient lui voir plus de passion dans la défense, et, oserais-je le dire, plus d'orgueil. Nous sentons bien la solidarité, européenne à vrai dire, qui nous lie à la destinée britannique et je ne connais pas de Français conscient qui ne s'inquiète des atteintes portées à la grandeur britannique. Or l'Angleterre d'aujourd'hui sacrifie moins à la puissance et davantage au confort de la vie. Au moment où l'on parle tant et si bruyamment d'impérialisme, elle est pleine de « petits Anglais », elle semble se replier. C'est le fait de sa démocratisation, mais n'est-ce pas en même temps le fait de son raffinement ? La notion même du gentleman, fondement de la civilisation britannique moderne, paraît avoir contribué à ce relâchement d'énergie élémentaire : ce gentleman, on le sait, ne lutte pas trop (ce n'est pas élégant), ne fait rien trop bien (il laisse cela aux virtuoses et aux champions) ; ses manières exquises s'obtiennent parfois au prix d'un sacrifice des qualités frustes qui font les conquérants. En somme, la vieille force anglaise, encore brute à certains angles, tend à s'user à d'autres. L'élégance, avouons-le, s'accroît d'autant : c'est bien le pays d'allure aristocratique par excellence ; on y trouve une désinvolture, une dignité dans l'épreuve qui sont incomparables ; ce détachement même avec lequel l'Angleterre analyse ses maux ne se peut rencontrer que chez un type humain singulièrement évolué. On respire en effet, dans certains milieux d'Outre-Manche, l'atmosphère d'une culture

presque élizabéthéenne, dans laquelle, paradoxe qui eût semblé insensé il y a trente ans, on se sent à l'antipode du néo-bourgeois français, lutteur social râblé qui [121] entend bien se défendre. Ce n'est pas dans l'Angleterre d'après-guerre qu'il faut aller chercher des toniques : elle est déprimante. Mais, au moment où l'argent, le pouvoir et la culture se dissocient, on y trouve, plus que nulle part ailleurs, le suprême raffinement.

### III. — LES TRANSFORMATIONS DU RÉGIME POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Il est vrai que la stabilité politique de l'Angleterre fait toujours l'admiration du monde : dans sa structure, on sent l'ordre, la discipline, une tenue qui fait contraste avec le débraillé de certaines démocraties latines ; nulle part ailleurs sans doute une grève générale comme celle de 1926 n'eût été possible sans catastrophe ; par sa nature l'esprit anglais est constructif, il se prête à la coopération, il est essentiellement loyaliste. Ce sont là des facteurs de premier ordre dans la conduite d'un gouvernement, et nul pays, au XIX<sup>e</sup> siècle, n'en a tiré plus efficacement parti.

Cependant, derrière cette façade imposante, qui persiste, il n'est pas exagéré de dire qu'aucune société occidentale n'a été plus touchée par les exigences de la démocratie. En apparence, les institutions ont peu changé depuis les générations victoriennes, quand le pays était dirigé, effectivement gouverné par son aristocratie. La monarchie est debout, solide, pleine de vitalité ; le roi, la famille royale jouissent d'une popularité qui n'a pas décré, bien au contraire. La Chambre des Lords continue de se réunir, avec le même cérémonial ; ses pouvoirs ont été limités en 1911 par le *Parliament bill*, mais la haute assemblée conserve intégralement ses privilèges protocolaires, et les pairs, individuellement, continuent de bénéficier d'un prestige devant lequel le peuple s'incline, avec plus de déférence encore que la bourgeoisie. Quand il y a réception à la cour, le roi [122] et la reine sont entourés de leur noblesse, comme sous les anciens régimes : s'il se trouve là, en raison de ses fonctions, quelque ministre travailliste, il est lui aussi en

habit de cour, et vraisemblablement ravi de s'y trouver. Hier naissait à la duchesse d'York une fille, qui peut-être régnera ; conformément à la tradition, le ministre de l'Intérieur, socialiste notoire, attendait respectueusement l'heureux événement, dans le château princier : « Quelqu'un de grand va naître ! » Pensez-vous que ce démocrate protestât contre la démarche à laquelle il était obligé, ou même simplement sourît ? Non, nul sujet n'était plus respectueux, plus empressé courtisan que ce représentant du peuple.

Qu'y a-t-il donc de changé ? Tout. Le siècle dernier comportait une structure réellement hiérarchique, dans laquelle la masse, submergée, commençait bien à présenter des revendications, mais sans regarder plus loin qu'un programme de réalisations pratiques, dont on louait la modération. La direction des affaires demeurait entre les mains des classes dirigeantes ; remarque significative, la saison mondaine coïncidait exactement avec, la saison politique : de part et d'autre c'étaient les mêmes hommes. Avec un pareil régime on pouvait faire de bonnes finances et se préoccuper utilement de l'empire du monde.

La guerre, en provoquant des circonstances entièrement différentes de tout ce qu'on avait vu jusqu'alors, a créé un état d'esprit populaire nouveau, entraînant des prétentions nouvelles. Le peuple immense des combattants, dressant la tête, a pris, comme partout, conscience de la possibilité d'une vie plus confortable, tout de suite. Tant qu'on se battait, les familles des soldats, c'est-à-dire de tout le monde, étaient en quelque sorte prises en charge par la nation ; les chefs de ces familles tendaient à perdre, de ce fait, tout sentiment [123] direct de responsabilité. Quand la paix est revenue, il ne faut donc pas s'étonner que cette socialisation de la vie populaire se soit perpétuée. La politique de la *dole*, encore que son germe initial puisse se discerner très loin dans l'histoire anglaise, vient immédiatement de là : c'était irrésistible et aucun gouvernement n'eût sans doute pu s'y opposer sans risque de révolution.

Nous sommes donc, depuis la guerre, en présence d'un peuple beaucoup plus socialisé dans sa mentalité qu'on ne le pense et chez lequel la conscience de sa responsabilité politique est sérieusement atténuée : il profite de la situation, tout simplement, et pense s'en trouver fort bien. Les régimes aristocratiques ont le loisir et la liberté d'esprit de songer à la production et de préparer l'avenir, mais les régimes démocratiques pensent à la distribution des richesses et au présent

immédiat : le peuple anglais d'aujourd'hui ne s'intéresse vraiment qu'à accroître la part de la richesse nationale qui doit lui revenir, sans se soucier d'accroître ni même d'entretenir cette richesse.

Or il s'agit d'un pays où l'immense majorité est ouvrière et où l'opinion règne incontestée. Le paysan français, pièce essentielle de notre démocratie, a au fond une mentalité d'employeur ; il hait les dépenses inutiles, surtout quand il s'agit d'entretenir des gens qui ne travaillent pas. La grande majorité des Anglais est, à cet égard, de l'autre côté de la barricade. On s'en aperçoit bien chaque fois qu'un cabinet travailliste est au pouvoir : la part du peuple dans les dépenses nationales se voit accrue, les indemnités de chômage augmentent, le relâchement avec lequel elles sont accordées s'accroît. Mais les conservateurs ou les libéraux sont à peine mieux placés pour résister, car ils dépendent, eux aussi, de cette même masse, qui se trouve si bien de puiser dans la caisse, qu'elle croit sans fond, de la nation. [124] Aucun politicien, quel qu'il soit, ne saurait donc proposer, sans péril pour sa réélection, une révision vraiment sérieuse de la politique du chômage ou préconiser une attaque de front contre les salaires. La liberté de manœuvre de l'État, à ce sujet, est profondément compromise. Il faudrait, pour la lui rendre, une transformation si complète du régime politique qu'on ne saurait même en envisager l'éventualité.

L'Angleterre est en quelque sorte la proie de sa démocratie. Mais, dans ce pays où la notion de la propriété individuelle est moins enracinée, moins claire que chez nous, où le sens du devoir social (on pourrait presque dire féodal) l'emporte encore souvent sur l'égoïsme bourgeois, les classes dites dirigeantes, *ruling classes* selon l'expression britannique, sont les premières à s'incliner. Nous saisissons ici le trait distinctif de cette aristocratie sociale : elle ne résiste pas ! Chaque année, chaque mois, elle consent, en bloc ou en détail, quelque nuit du 4 août. On a l'impression qu'habituee par tradition à gouverner elle tient par dessus tout à demeurer à la tête des affaires, même si c'est pour y faire une politique qui la ruine. Pour continuer à tenir les rênes, certains de ses membres accepteraient de faire tout ce que la démocratie pourrait leur demander. La façade serait du moins préservée, puisque ce seraient encore des nobles ou des gentlemen qui feraient la révolution !

Cette explication paradoxale répond après tout à la réalité. Si l'on n'y regardait d'un peu près, on pourrait croire vraiment que l'élite de la



naissance et de la fortune règne encore. Nul pays n'a de classes dirigeantes mieux éduquées politiquement, plus conscientes de leur valeur, plus largement disponibles pour les tâches du gouvernement, même quand celles-ci comportent des sacrifices : cette équipe remarquable est toujours prête, quel [125] que soit le parti au pouvoir. Et le peuple, de son côté, aime cette fiction, car s'il sait se montrer extraordinairement hardi dans son radicalisme, il n'est pas démocrate de tempérament : donnez-lui les avantages matériels, les subventions qu'il demande, et il sera enchanté de suivre un roi, des princes et des gens titrés.

Toutefois, au milieu de ces apparences et de ces réalités entremêlées, un pouvoir nouveau, correspondant à l'influence d'une classe sociale nouvelle, tend de plus en plus à s'affirmer : une bureaucratie grandit dans cette société qui, naguère encore, se flattait d'être gouvernée par des amateurs. Les interventions de l'État se multipliant de plus en plus, l'exécution des lois devient naturellement chose de plus en plus compliquée : il y faut une technique, que seule une administration de métier peut acquérir, et un personnel que chaque addition à la législation sociale accroît automatiquement. On voit donc, chaque jour, les bureaux s'épanouir en influence et en stature. Ce *Civil service*, considérablement développé par rapport à l'avant-guerre, et dont la valeur du reste demeure incomparable, se recrute par examen, dans des milieux instruits et compétents ; il sort encore souvent d'Eton, d'Oxford, de Cambridge, mais aussi des nouvelles Universités provinciales. Dans ce cas, ce ne sont plus seulement les classes anciennement dirigeantes qui fournissent, mais les classes moyennes et même parfois la petite bourgeoisie. Par là, plus sûrement encore que par les victoires travaillistes, l'Angleterre se démocratise. Du dehors, l'aspect est le même qu'autrefois : mêmes jaquettes correctes, mêmes chapeaux haut de forme, mêmes guêtres claires... mais l'esprit a changé. Il s'agit maintenant d'une démocratie véritable, administrée par la compétence, inspirée souvent par la démagogie, simplement tempérée par le snobisme, à supposer [126] même que, dans ce paradoxal pays, le snobisme soit une force conservatrice.

Nous concluons que, parmi les démocraties occidentales, qui toutes sourient du même mal, le manque de responsabilité du peuple, l'Angleterre est particulièrement atteinte. Elle se trouve donc gravement gênée pour se réformer, en présence d'une crise sans précédent, parce

que nul n'ose dire en face, du moins dire électoralement, à la masse ce qu'il faudrait faire pour sortir de l'impasse : réduire le train de vie et travailler davantage. Je sais bien que beaucoup d'Anglais pensent ainsi et ne craignent pas d'exprimer publiquement leur pensée ; mais, sur les plates-formes politiques, c'est un langage impossible à tenir dans la presque totalité des cas : un candidat français ne pourrait pas davantage se présenter devant les électeurs en demandant l'abolition du suffrage universel. Il n'est même pas sûr que la politique puisse résoudre un problème plus profond que la politique : c'est tout le rythme de la vie anglaise qu'il faudrait changer. Pareil redressement, on s'en rend compte, déborde le cadre d'un simple changement de ministère, il ne nécessite rien moins que l'équivalent d'une sorte de révolution. L'Angleterre essaiera tout avant d'en venir là. C'est sans jamais perdre de vue cette réserve qu'il convient maintenant d'étudier les divers remèdes envisagés.

[127]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Deuxième partie.  
La révision d'un système périmé**

**Chapitre II**

---

**LAISSEZ-FAIRE  
OU INTERVENTION,  
LIBRE-ÉCHANGE OU PROTECTION**

**I. — LE SALUT PAR LA RÉORGANISATION**

[Retour à la table des matières](#)

Si la fabrication est trop chère, le premier remède qui se présente à l'esprit n'est-il donc pas de réduire son prix de revient ? Ce résultat atteint, on exporterait de nouveau et il n'y aurait plus de crise. Telle est la solution de ceux qui estiment que l'industrie doit se tirer d'affaire par ses propres moyens, sans aide exceptionnelle de l'État. On reconnaît la pure tradition libérale, mais aujourd'hui elle paraît vieux jeu : avant d'y recourir on essaiera d'abord bien d'autres choses.

Nous avons discerné et circonscrit le siège du mal dans l'écart des salaires et des prix, qui tend à maintenir indûment élevé le niveau moyen du salaire réel : une réduction de ce dernier signifierait une diminution correspondante du chômage, par la réouverture de zones

d'action nouvelles pour l'exportation. Chacun en convient, mais il y a bien des façons de faire baisser le salaire réel !

Les patrons, c'est un instinct chez l'employeur, jugent que le procédé le plus direct, c'est de réduire le salaire nominal. Solution paresseuse quand elle ne s'accompagne [128] d'aucune réorganisation de la production, car elle aboutit alors à rejeter tout le sacrifice sur l'ouvrier. Il faut admettre que, sous cette forme, pareil programme n'a aucune chance, de succès : les attaques frontales contre les salaires n'ont pas plus d'efficacité que n'en avaient, pendant la guerre, les assauts de front contre les tranchées. On se bute en effet à la résistance organisée des *trade-unions*, rompues par une expérience semi séculaire à ce genre de luttes et qui défendent, dans le niveau du salaire, la conquête de plusieurs générations, c'est-à-dire quelque chose comme leur honneur même. Mais, derrière les organisations ouvrières, il y a l'opinion publique, composée en majorité de salariés et d'employés, qui redoute une contraction du *standard of living* et se dit obscurément : *Hodie tibi cras mihi !* La doctrine du haut salaire, peu populaire auprès des économistes du XIX<sup>e</sup> siècle, s'est si bien imposée aujourd'hui que très peu de gens osent la combattre en face ; aucun politicien en tout cas ne s'y risque volontiers. Le patron, quand il propose la réduction, même en faisant valoir que la baisse des prix garantit quand même le maintien du pouvoir d'achat antérieur, se heurte donc à des objections qui surgissent de toutes parts ; on commence en tout cas par lui opposer une sorte de question préalable : Rationalisez d'abord, nous verrons ensuite, et, si vous en êtes incapable, sacrifiez au moins votre profit !

Dans ces conditions les statistiques sont là pour le prouver, les salaires nominaux ne peuvent baisser que très lentement. Ils baisseront néanmoins, car la pression irrésistible des faits le veut ainsi. L'ouvrier, qui ne comprend jamais tout à fait ces subtiles distinctions, s'accommoderait plus encore d'une diminution du salaire réel que du salaire nominal, surtout si la chose pouvait se faire sans qu'on le dise et presque [129] sans qu'on le sache. Nous verrons tout à l'heure que, par certains subterfuges, ce ne serait pas après tout impossible.

Sans toucher au salaire nominal ne peut-on, grâce à une organisation meilleure de la production, diminuer son poids dans le prix de revient ? C'est la solution à l'américaine, par le machinisme et la rationalisation. Il y a là un immense programme, dont l'Angleterre parle

beaucoup depuis quelques années, mais qu'elle apporte beaucoup de lenteur à réaliser. On comprend pourquoi. D'abord, les industries qui perdent de l'argent ne trouvent pas aisément les capitaux nécessaires pour la mise sur pied d'un outillage coûteux. Puis, ce n'est pas un secret que les *trade-unions* éprouvent une hostilité instinctive contre les transformations d'outillage susceptibles d'entraîner une réduction de main-d'œuvre. Quelle que soit la paresse d'esprit que l'on reproche au patronat, on voit qu'elle n'est ni la seule, ni peut-être même la principale cause du retard technique de l'industrie britannique : on dit au patron de rationaliser, mais l'atmosphère ambiante ne l'y aide pas.

Il est vrai qu'à la longue la ruine qui menace finit par impressionner l'ouvrier lui même. La grève de 1926, par ses répercussions innombrables et prolongées, n'a pas été sans lui apprendre quelque chose, la solidarité. En faisant appel désormais, non pas tant à sa bonne volonté (ce qui n'a pas de raison d'être) qu'à son intérêt bien entendu, on a chance de se faire comprendre de lui. C'est la politique conçue et mise sur pied par sir Alfred Mond (lord Melchett), aujourd'hui décédé, dont l'insistance et la grande autorité ont fini par convaincre, non sans beaucoup de méfiance ni de résistances, les éléments dirigeants du *Trade Unions Council*. Le travailleur, très naturellement, refuse de porter la charge exclusive des sacrifices nécessaires ; mais s'il se rend [130] compte que l'employeur en prend sa part, on peut obtenir de lui son indispensable collaboration.

Il reste finalement à obtenir le consentement des intérêts individuels qu'il s'agit de grouper, car, le plus souvent, la reconstitution de l'outillage selon des méthodes modernes a pour première condition une consolidation financière. Quand les entreprises en jeu sont infiniment diverses, rivales entre elles, encombrées d'emplois particuliers ou de prébendes qui parfois se nourrissent de la ruine commune, le problème souvent ne paraît pas loin d'être insoluble. Il faut alors y mettre le fer, par une intervention chirurgicale venue de l'extérieur. Nous avons vu qu'en tombant largement sous le contrôle des banques la grande industrie lourde se trouve de moins en moins en état de résister aux consolidations que la haute finance peut en venir à souhaiter pour elle. Du fait des avances qui leur ont été consenties et qu'elles sont incapables de rembourser, c'est la moitié peut-être de l'industrie cotonnière, le quart de l'industrie lainière, le tiers ou le quart de la grosse métallurgie ou du charbon qui se voient réduites aujourd'hui à

cette demi-vassalité : leurs créanciers peuvent donc, sous menace de les acculer à la faillite, leur imposer telle forme de réorganisation qui leur plaît. De l'excès même du mal un remède finit donc par naître de la sorte : voici plusieurs années que d'importantes réorganisations industrielles s'opèrent par cette méthode, sous l'égide de la haute banque, qui assume ainsi, sans l'avoir voulu, une initiative qui certes ne lui appartenait pas autrefois.

C'est la Banque d'Angleterre qui, de plus en plus, prend en main la direction financière de cette vaste reconstitution. Acquisée aux doctrines américaines du crédit dirigé, elle entreprend audacieusement de lutter contre l'effondrement d'une partie de la production manufacturière, comme, dans une tempête monétaire, [131] elle s'attacherait à enrayer les exportations d'or excessives. La constitution par elle du *Securities management Trust*, en 1930, avec un des experts économiques les plus remarquables de l'Angleterre à sa tête, répond à cette politique, qui aboutit à faire d'elle l'inspiratrice, l'intermédiaire et finalement l'arbitre des consolidations. Le fait qu'une fraction notable de l'industrie britannique tombe ainsi sous le contrôle de la Banque d'Angleterre, et par elle de la Cité, constitue un signe des temps, dont les éléments avancés de l'opinion ne sont pas sans s'inquiéter. Certains redoutent, de ce fait, le développement d'une vaste communauté financière, prenant en mains la réorganisation industrielle, devenant maîtresse de la production manufacturière nationale, se saisissant d'une dictature irrésistible.

Nous touchons ici à la division fondamentale des esprits et des partis, relativement à la solution de la crise : quelle que soit l'attitude envisagée, celle-ci relève toujours en fin de compte, soit du laissez-faire, soit de l'interventionnisme, c'est-à-dire de deux écoles diamétralement opposées. Les non-interventionnistes, qui relèvent de la tradition libérale classique, ne demandent aucune mesure exceptionnelle de salut public ; ils espèrent toujours, en optimistes qu'ils sont, qu'une marée venue du large soulèvera de nouveau le navire échoué ; mais en attendant, même aux plus basses eaux, ils ne veulent s'en remettre qu'à l'initiative privée : encore que chirurgicale, l'action de la Banque relève de cette doctrine, car c'est de la réorganisation, non de la législation, qu'elle prétend obtenir le salut de l'industrie. Mais les interventionnistes sont animés d'un esprit contraire : pénétrés, souvent à leur insu, d'idées mercantilistes ou socialisantes, au fond pessimistes et à

vrai dire paresseux, c'est à l'État qu'ils demandent l'effort requis, parce qu'ils ne croient pas que sans des mesures d'exception [132] de sa part on pourra s'en tirer. De là toutes les politiques de panacées, qui reparaissent avec d'autant plus d'insistance que la période des difficultés dure plus longtemps : grands emprunts destinés à stimuler la production, « sauvegarde », c'est-à-dire protection douanière du marché intérieur, préférence impériale ou même libre-échange au sein de l'empire, morphine de l'inflation injectée dans un organisme économique fatigué et douloureux... Tous les tenants de ces remèdes se distinguent des partisans du libéralisme économique en ce que, sur le terrain de l'intervention politique, ils sont pressés de « faire quelque chose ». Quel malade résiste au docteur, ou au charlatan, qui l'assure de la guérison par l'effet d'un traitement infaillible et nouveau ?

Il s'agit là d'une attitude dictée à chacun par son tempérament, c'est-à-dire tenant à quelque chose de très profond dans la personnalité. Ce qui complique à l'infini la topographie de l'opinion, c'est que chaque parti comprend, sous le drapeau d'une discipline commune, des individualités appartenant aux deux tempéraments opposés. Chez les conservateurs, lord Beaverbrook est interventionniste et M. Baldwin, au fond, ne l'est qu'à regret ; chez les travaillistes, sir Oswald Mosley (désormais dissident) est interventionniste, mais M. Ramsay Mac Donald et surtout M. Snowden ne le sont pas ; chez les libéraux enfin, M. Lloyd George est prêt à recommander tous les expédients étatistes, mais les sir Herbert Samuel ou les lord Grey réprouvent, du fond de leur cœur, cette hétérodoxie. Dans l'ensemble et dans la mesure où elle a conservé sa santé économique d'autrefois, l'Angleterre reste attachée, par nature autant que par tradition, aux méthodes de l'initiative individuelle et de la liberté : c'est très profond chez elle. Mais une crise tragique, succédant à quarante années pendant lesquelles l'ardeur de la conquête économique a fait subrepticement [133] place à l'esprit de défense, est en train de modifier rapidement cette manière de voir. Le nombre des interventionnistes croît donc rapidement, avec une rapidité qu'au lendemain de l'armistice il eût même été difficile de prévoir.

## II. — LE SALUT PAR L'INFLATION

[Retour à la table des matières](#)

Il existe bien un moyen de réduire le salaire réel sans toucher au salaire nominal, c'est de faire monter le niveau général des prix. Une inflation mondiale produirait ce résultat, et l'Angleterre solliciterait volontiers, à cet effet, la collaboration des divers instituts d'émission étrangers : ce serait la monnaie dirigée, internationalement, et mise en l'espèce au service de l'intérêt britannique. Toutefois, à supposer, comme il est vraisemblable, que les détenteurs d'or se déroberont à ce « devoir », une inflation simplement nationale, atténuant ou contredisant les conséquences de l'appréciation de la livre, atteindrait sans doute le même but, au moins dans les limites de l'économie britannique. En période de baisse des prix, comme chacun sait, les salaires restent accrochés au palier supérieur et pèsent lourdement sur la production ; mais en période de hausse, ce même retard qui se manifeste dans la progression des salaires sert à son tour la production. Tout devient alors merveilleusement facile pour l'employeur : il fabrique à bas prix (du moins si l'on exprime les prix en or) avec des salaires réels subrepticement allégés, et vend avec aisance à un public artificiellement comblé de moyens d'achat ; il exporte partout comme il veut, et personne ne peut plus importer chez lui. Cela ne dure pas, c'est entendu, mais en attendant l'industriel gagne sans peine tout ce qu'il veut. Il n'est guère de pays du continent qui n'ait, depuis la guerre, fait au moins temporairement pareille expérience.

[134]

Comment l'industrie britannique, qui médite tristement sur le contraste de sa propre position, ne serait-elle pas, à la longue, tentée d'envier, ne serait-ce *qu'in petto*, la monnaie dépréciée de tant de ses concurrents continentaux ? Elle ignore volontairement, à vrai dire, les épreuves dont ils ont payé cet allègement ; elle ne veut retenir que l'attrait de cette drogue monétaire, qui rend aux affaires l'élasticité, volatilise les dettes, réduit comme la peau de chagrin la rémunération réelle de l'ouvrier, au moment où celui-ci constate justement, avec satis-



faction, qu'on accroît son salaire nominal. La livre au pair n'a-t-elle pas produit tout juste l'effet opposé ?

On ne rencontre guère, dans aucun pays, d'inflationniste qui s'avoue. Le type normal de l'inflationniste, c'est un homme qui déclare qu'il faut être prudent, très prudent dans la déflation. L'Angleterre n'échappe pas à la règle. Nul n'y préconise donc ouvertement, à l'exception de quelques inventeurs de panacées, une dépréciation systématique de la livre sterling ; et cependant une opinion diffuse et velléitaire, dans certains milieux industriels, paraît en souhaiter l'équivalent : on soupire après quelque adoucissement d'une politique monétaire jusqu'ici sans merci. « La dépression présente, lit-on dans un document significatif, est due presque entièrement à la chute des prix, que notre politique monétaire n'a pas su prévenir ; l'étalon or n'est pas l'objet d'une saine pratique internationale ; la restauration de la livre à son niveau d'avant-guerre a valu à l'industrie britannique les plus graves difficultés, en augmentant automatiquement le taux des salaires et en accroissant les charges fixes de la fabrication. Il faut que le gouvernement prenne sans délai des mesures relativement à la politique monétaire en s'inspirant avant tout de ce principe fondamental que l'industrie est [135] d'une importance vitale plus réelle, pour le peuple britannique, que n'importe quelle considération d'ordre financier » <sup>16</sup>. Qui tient ce langage ? La Chambre de commerce de Manchester elle-même : avec nombre d'autres milieux industriels, notamment avec la Fédération des industries britanniques, qui dès 1923 avait émis des doutes sur la sagesse de la politique monétaire suivie, elle éprouve chaque jour davantage que, dans les circonstances présentes, la livre au pair écrase le producteur d'un poids insupportable.

Mais à quoi tendent exactement ces velléités ? Stabilisée à un taux plus bas, la monnaie se fût sans doute manifestée comme un fardeau moins lourd pour la nation, mais il fallait saisir le moment d'une pareille stabilisation. Qui se chargerait aujourd'hui de déprécier savamment la livre, pour l'arrêter ensuite, à l'instant choisi, dans sa chute ! On risquerait la catastrophe, en tout cas la ruine de Londres comme centre financier mondial, car qui voudrait encore, dans une pareille éventualité, garder des livres sterling, ou même libeller en livres un

---

<sup>16</sup> Mémorandum de la Chambre de commerce de Manchester au premier ministre, sur la politique monétaire, 16 septembre 1930.

contrat international ? La vérité est que nul ne préconise ouvertement cette politique de désespoir : et cependant beaucoup de gens voudraient obscurément obtenir, en ce qui les concerne, sans dépréciation, tous les avantages de la dépréciation. C'est sous des formes détournées que l'idée, finalement, cherche à s'exprimer. L'emprunt d'État massif, destiné à stimuler à la fois la production et la consommation, est un projet qui reparaît sans cesse, avec une insistance croissante : M. Lloyd George, sir Oswald Mosley s'en sont faits les champions, mais sans réussir vraiment à persuader leurs partis respectifs. Un instinct profond en détourne cependant les éléments les plus responsables. [136] Ne faudrait-il pas en effet une véritable désintégration de l'Angleterre pour qu'elle consentît à laisser discuter le caractère international de sa monnaie et renonçât à cet axe inflexible de sa tradition, le crédit ?

### III. — LE SALUT PAR LA PROTECTION

[Retour à la table des matières](#)

Il existe encore un autre moyen de réduire le salaire réel en élevant les prix, c'est la protection douanière : le patron peut alors vendre plus cher, au moins sur le marché intérieur, et de ce fait la part attribuée au profit s'accroît par rapport à celle du travail. Pour que le raisonnement soit valable, il faut évidemment supposer que la rémunération de l'ouvrier ne sera pas augmentée, du moins pas dans la même proportion que les prix : telle est bien l'arrière-pensée, même quand on recommande le système au travailleur comme la meilleure garantie de son *standard of living*. C'est dans ce sens que des libre-échangistes doctrinaires, M. Snowden par exemple, peuvent présenter la protection comme une attaque hypocrite contre les salaires.

L'Angleterre exporte 23 à 30% de sa production, son revenu dépend de l'exportation dans la proportion d'un quart ou au moins d'un cinquième, ses trois ou quatre industries principales vendent sur les marchés extérieurs entre 40 et 80% de leur fabrication. La solution protectionniste paraît donc, à première vue, inopérante dans un semblable pays, puisque le problème y consiste essentiellement à conserver ou à reconquérir la clientèle internationale. Une seule condition

permettrait, semble-t-il, d'y parvenir, c'est l'abaissement des prix de revient, et si elle se trouvait réalisée la concurrence étrangère sur le marché national cesserait du même coup d'être dangereuse. On ne peut manquer, par contre, de se dire qu'en élevant le niveau intérieur des prix, ce qui est son but, la protection ne ferait que [137] charger l'exportation d'un nouveau poids. Sacrifier les marchés internationaux pour sauver au moins le marché intérieur, n'est-ce donc pas un aveu de défaitisme, la confession qu'on a passé de l'expansion à la défense ?

Ces arguments sont bien connus de l'opinion et notamment des protectionnistes eux-mêmes, mais on a l'impression que ces derniers vont simplement au plus pressé : c'est fort bien, pensent-ils, de parler d'exportation, mais en attendant c'est nous qui sommes envahis, sur notre propre marché. Cette invasion, à vrai dire, n'est pas nouvelle ; elle remonte à la dernière décade du siècle dernier, quand la concurrence allemande se fit pour la première fois sentir, mais il y a eu depuis lors, et surtout depuis la guerre, une inquiétante progression de cette pression extérieure. L'Angleterre, de plus en plus, s'habitue à dépendre, dans certains domaines, d'importations manufacturées, ce qui est contraire à sa structure et à sa véritable tradition : en 1899 par exemple, les importations de fer et d'acier ne s'élevaient qu'à 645 000 tonnes, contre une exportation de 3 368 000 tonnes ; mais en 1929, à une exportation de 4 379 000 tonnes correspond une importation de 2 817 000 tonnes ; la proportion des importations par rapport aux exportations a ainsi passé de 19 à 64%.

En présence de pareils chiffres, dont on trouverait l'équivalent dans un grand nombre d'industries, on comprend très bien la réaction instinctive de gens qui, sans regarder plus loin, pensent d'abord à se défendre, à fermer la porte : c'est là le fond du mouvement protectionniste anglais. D'autres arguments viennent ensuite, parfois fort pertinents et basés sur les considérations scientifiques les plus séduisantes, mais on a souvent l'impression qu'ils n'ont été trouvés qu'après [138] coup et que ce ne sont pas eux qui ont entraîné la conviction de ceux qui s'en servent. On fait valoir par exemple que, dans les conditions actuelles de la grande production, l'assurance de pouvoir compter, pour partie au moins de la fabrication, sur un marché de base qui vous appartient par privilège, crée une stabilité qui favorise l'organisation technique et prépare de ce fait des prix de revient meilleurs ; on dit aussi que, de nos jours, l'exportation tend surtout à devenir une sorte

de régulateur, sur lequel, à l'occasion, on peut admettre une perte, le bénéfique, normal et stable, étant réalisé sur la clientèle nationale. Le protectionnisme est ainsi préconisé comme susceptible de servir, mieux qu'aucune autre politique, le progrès industriel. Mais on veut ignorer qu'en perpétuant l'existence d'entreprises mal équipées et qui devraient commencer par disparaître, la protection retarde le programme de consolidation et de rationalisation des industries. Les libre-échangistes disent bien cela, mais ils se heurtent à une sorte de lassitude de persister dans le libre-échange quand le reste du monde, sans exception, pratique de la façon la plus éhontée la protection et le *dumping*.

Le protectionnisme a pénétré dans la structure britannique à la manière d'une infiltration. En 1914, le libre-échange était encore intact. Le vote même, en 1915, des fameux droits Mac Kenna, sur les automobiles et les cycles, les instruments de musique, les montres, les films de cinéma première atteinte sérieuse à ce passé douanier, n'avait pas pour but de protéger ces industries contre la concurrence extérieure, mais seulement de contracter l'importation d'articles de luxe, en un temps où il était urgent de soulager la marine marchande surmenée et de défendre la livre sterling contre la menace d'une balance commerciale anormalement déficitaire. Cependant, ces droits ont joué comme un [139] tarif protecteur et, bien que simple mesure de guerre, ils ont duré. Si la défense instaurée en 1921 contre le *dumping* et la concurrence des pays à change déprécié n'a pas, de même, été maintenue, c'est surtout à cause des difficultés techniques de l'application, mais la protection des industries clef, établie la même année conformément à une doctrine de guerre, est devenue une des caractéristiques de la politique douanière anglaise ; le *Dyestuff act*, voté en 1921 également pour une période de dix années et renouvelé pour un an en 1931, a favorisé pendant cette période l'industrie des teintures et colorants d'une prohibition totale ; quant au droit sur la soie brute (1925), il constitue une protection de fait pour la soie artificielle, tandis que celui sur l'*hydro-carbon oil* équivaut à une protection analogue pour le benzol synthétique produit en Angleterre.

Indépendamment de ces mesures particulières, s'appliquant à des articles nommément désignés, la procédure générale de la *sauvegarde*, renouvelée en 1925 de la pratique conçue en 1921 mais suspendue en 1924, permet de protéger, après enquête du *Board of Trade*, toutes les

industries qui en font la demande. Ce sont ses principes qui inspirent effectivement la politique tarifaire du pays en matière industrielle et qui valent une protection, temporaire mais renouvelable, de 33% à un certain nombre d'industries, dont la liste, de ce fait, est sujette à changement, la dentelle, le papier d'emballage, la poterie translucide, les boutons, les ustensiles de ménage en émail, etc. (la protection des manchons à gaz, de la coutellerie, des gants en tissu, qui venait à échéance en 1930, n'a pas été confirmée par le cabinet travailliste alors au pouvoir). En dépit des précautions prises aucun tarif d'ensemble, solutions strictement individuelles limitées à chaque cas et volontairement temporaires, la sauvegarde constitue [140] bien un protectionnisme industriel caractérisé, destiné ouvertement à défendre la production nationale contre la concurrence « injuste » des pays qui, grâce à des salaires moindres, fabriquent à plus bas prix.

Là ne s'arrête même pas le protectionnisme anglais, dans son développement actuel, car, sous d'autres formes plus ou moins dissimulées, son esprit a pénétré une foule de pratiques officielles. Sous couvert de police ou d'hygiène, les restrictions de fait aux importations sont nombreuses ; dans les travaux publics, une préférence est réservée aux soumissionnaires nationaux ; en vertu d'une loi de 1926, le *Merchandise mark Act*, l'imposition d'une marque d'origine sur certains articles étrangers peut être déclarée obligatoire, soit à leur entrée sur le territoire, soit lors de leur mise en vente chez les détaillants. La campagne du *Buy British*, qui incite la clientèle nationale à acheter des produits britanniques parce qu'ils sont britanniques, appartient à la même inspiration. Ce sont là autant de formes déguisées de la protection, dans un pays demeuré cependant fidèle en principe à sa tradition libérale, mais dont l'atmosphère a fortement changé : l'importation, jadis saluée par l'école orthodoxe comme un signe de richesse, n'y apparaît plus à toute une catégorie de gens que comme une sorte d'offense qu'il ne faut plus tolérer.

Plusieurs des mesures, douanières ou autres, dont nous venons de parler, et non les moins importantes, sont l'œuvre d'hommes qui ne s'avouaient nullement protectionnistes et déclaraient même conserver, en principe, leur conviction libre-échangiste. Le terme hypocrite de *sauvegarde*, qui du reste ne trompe personne, est un hommage que le vice protectionniste rend à la vertu libérale. Il a fallu très longtemps pour que le protectionnisme osât se montrer à visage découvert : ce

n'étaient d'abord que des industries secondaires, peu [141] exportatrices, qui invoquaient le bénéfice de la sauvegarde ; puis on a vu peu à peu certaines des industries d'exportation fondamentales s'accoutumer elles-mêmes, dans la mesure où la crise s'aggravait, à l'idée de se mettre à l'abri : c'est un fait qu'en 1929, si le cabinet Baldwin n'eût été renversé, la laine et la métallurgie allaient demander et obtenir l'octroi d'un tarif. L'industrie cotonnière enfin, dernier carré de la résistance, a cédé à son tour en 1930, de telle sorte que l'esprit protectionniste a maintenant pénétré au cœur même de la place : le revirement, même s'il n'exprime que le découragement temporaire dû à une crise sans précédent, est incontestable.

Le plus grand changement dans les esprits, c'est que les nouvelles générations, même quand elles ne sont pas protectionnistes, ont la mentalité interventionniste ; elles ont perdu la tradition orthodoxe en matière économique et, même si elles ne sont pas hostiles au libre-échange, on ne peut dire qu'elles soient positivement, activement libérales. Cette évolution, de grande portée, dont le point de départ remonte à peu près aux premières années du siècle et qui s'applique maintenant à la plupart des hommes de moins de quarante ans, transforme complètement l'atmosphère politique. Dans une audience britannique, il est devenu difficile de soulever les passions quand on parle du *free trade* : le thème est sorti du domaine de la foi ! C'est particulièrement le cas dans les milieux ouvriers, notamment chez les membres des *trade-unions*. Mais ici pareille attitude ne saurait étonner, car elle révèle simplement au jour une tendance fort ancienne, au moins à l'état latent. Depuis que l'activité syndicale existe, n'est-ce pas en effet la protection du travail national qui fait le fond de son programme ? Le protectionnisme douanier n'est après tout qu'un autre aspect de cette même conception politique, qui [142] admet et appelle l'intervention de l'État. Les *leaders* ouvriers anglais ont beau avoir subi, pendant plusieurs générations, l'influence doctrinale des Gladstoniens en matière d'échanges, ils n'en devaient pas moins constituer, tôt ou tard, une proie sans grande défense pour la propagande protectionniste ; et leurs troupes, tout naturellement, devaient y être encore bien plus sensibles. C'est en effet sous son jour le plus pratique, le plus terre à terre que l'ouvrier d'une industrie quelconque envisage l'éventualité d'un tarif : tout ce qu'il demande c'est que l'activité de la production soit maintenue, que le péril du chômage soit écarté. Dans

les enquêtes relatives aux demandes de sauvegarde, les ouvriers sont presque toujours en faveur de l'établissement d'un droit. Chose curieuse, leur protectionnisme est si instinctif et à vrai dire si inconscient qu'on en rencontre souvent qui, se déclarant libre-échangistes, préconisent naïvement des contingentements d'importation ou même une prohibition totale, sans se douter le moins du monde de l'accroc qu'ils infligent ainsi à leurs principes !

Ceci ne veut pas dire que certains arguments de la politique libérale cessent d'être puissants sur les masses. Quand on mettra le pays en face d'une des conséquences sans doute inévitables du protectionnisme, la vie chère, il faut s'attendre, surtout dans le Nord, à le voir prendre peur. C'est dans cet esprit, tout pratique, et même terre à terre, qu'aux élections de 1923 il a déjà reculé devant les suggestions protectionnistes du premier cabinet Baldwin. Ne méconnaissons pas cependant que la protestation du corps électoral de 1906, quand il avait balayé le protectionnisme de Chamberlain et son droit sur le blé, était bien autrement forte et convaincue. Il y avait eu alors, outre la crainte du pain cher, une vague irrésistible de sentiment cobdénien. Aujourd'hui, le [143] terme de *Cobdenite* est fréquemment employé pour désigner un homme qui n'évolue pas, qui n'est pas de son temps. La vraie nature traditionnelle de l'insulaire britannique s'exprime du reste tout aussi bien dans cette défense que dans l'expansion internationale des générations précédentes : instinctivement, ne considère-t-il pas comme bizarre et, qui sait, suspect, tout ce qui vient de l'étranger ?

Ces diverses raisons sont suffisantes pour expliquer le progrès incontestable du protectionnisme dans les milieux industriels, ouvriers et patronaux. Le *Trade-Unions Congress*, dans la séance du 26 juin 1930 de son conseil, s'est ouvertement prononcé pour une politique impériale qui comporte le renoncement au libre-échange. Il y a longtemps que la *Fédération of British Industries* s'est engagée dans la même voie, et un référendum du mois d'octobre 1930 parmi ses membres confirme pleinement pareille orientation : il en résulte que 3,9% seulement des réponses sont en faveur du maintien de la politique douanière actuelle ; mais 96,1% réclament un changement, c'est-à-dire une forme quelconque de tarif. Pas un seul groupe industriel, dans la Fédération, ne s'est, en majorité, prononcé pour la continuation du libre-échange. La Chambre de commerce de Manchester elle-même, dans un référendum analogue en juillet 1930, a enregistré une

tendance semblable : 1 736 votes protectionnistes, contre 607 votes libre-échangistes, et, ne le perdons pas de vue (mais c'est Manchester !), 1 600 abstentions. Le Lancashire, patrie d'adoption de Cobden, est donc, lui aussi, touché. S'il s'agit d'estimer la direction dans laquelle se meut l'industrie britannique, la cause est entendue.

Il n'est pas jusqu'à la Cité, cette forteresse de la liberté des échanges, qui ne se soit laissé ébranler. Le manifeste des banquiers du 4 juillet 1930, tout en [144] réservant une adhésion de principe au libre-échange, admet que l'Angleterre, exception faite naturellement pour les relations impériales, « doit se tenir prête à mettre des droits de douane sur tous les produits étrangers ». On croit rêver en lisant, sous la signature de grands financiers et même d'armateurs, une semblable déclaration, mais là encore on s'est lassé d'attendre un désarmement économique international qui ne vient jamais. Peut-être aussi doit-on s'expliquer cette attitude par le fait que la Cité, subrepticement, change de caractère : naguère, le comité Cunliffe, exclusivement recruté dans la finance, imposait la politique monétaire de son choix à une industrie dont il ne se sentait pas directement solidaire ; aujourd'hui la banque dirige la réorganisation de cette même industrie, dont elle est devenue créditrice. Elle s'est donc partiellement industrialisée et elle apporte en l'espèce une façon de raisonner qui tient peut-être plus de la production que de l'échange. Plusieurs de ces néo-protectionnistes, énumérés et qualifiés par le Times du 10 juillet 1930, sont des hommes chez qui l'industriel perce sous le banquier.

Cette même pression des préoccupations immédiates, intérieures plus qu'internationales, se fait sentir dans le milieu politique. « Grattez le conservateur, aimait à dire le marquis de Salisbury, et vous trouvez le protectionniste ». Cette tendance latente, que devinait le vieil homme d'État du XIXe siècle, s'exprime aujourd'hui au grand jour : avec des nuances diverses les forces conservatrices tout entières sont maintenant ralliées à la politique des droits de sauvegarde. Le parti pourra sans doute hésiter à imposer les produits alimentaires, car il a sur ce point de cuisants souvenirs, mais les partisans de la protection industrielle pure et simple peuvent entièrement compter sur lui. Son chef a plusieurs fois exposé son programme, désormais suffisamment [145] clair, qui comporte la défense de l'industrie nationale contre la concurrence étrangère (*a thorough-going policy of safeguarding*), l'établissement de droits spéciaux contre le dumping, l'emploi des re-



présailles comme arme de négociation (*I want to relialiate on people who hit us*), le développement du privilège britannique sur les marchés de l'Empire. J'ai encore pu connaître, vers 1900, un parti conservateur presque unanimement libre-échangiste, mais les derniers tenants de cette conviction ont fini par se laisser gagner.

Bien intéressante à étudier est la psychologie du parti travailliste. Ses chefs, formés à l'école libérale, sont libre-échangistes, mais la foi de plusieurs d'entre eux vacille ; en même temps, par les *trade-unions*, par d'autres chenaux encore, la tentation protectionniste se glisse dans son sein. Il ne faut pas méconnaître que la réalisation d'une politique de protection douanière serait difficile, en Angleterre, par les seules forces conservatrices ; mais avec l'appui ou du moins le consentement tacite du travail, la position se modifie, et c'est sans doute ainsi seulement que pourra s'imposer le changement d'une attitude nationale presque séculaire. Et du reste, que l'on se reporte simplement à leurs origines lointaines, ni les fils des Tories, ni ceux des premiers trade-unionistes ne doivent vraiment de fidélité au dogme cobdénien.

Ceci ne serait pas vrai du groupe libéral, et cependant, lui aussi, il a laissé le poison pénétrer dans son cœur. Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? Jadis le libéralisme avait deux forces essentielles et profondes : le sentiment non-conformiste de ses troupes et sa philosophie économique orthodoxe ; mais la majorité des troupes non-conformistes ont maintenant passé dans les rangs travaillistes, et quant aux économistes du parti libéral, peut-on dire qu'ils sont encore intégralement [146] les croyants du laissez-faire ? Par ailleurs, ne peut-on pas tout attendre, en fait d'hétérodoxie, d'un chef comme M. Lloyd George, et ne s'est-il pas trouvé, en 1930, des libéraux notoires pour suggérer l'établissement, sur toutes les importations, d'un droit de douane uniforme de 10% ?

L'heure est donc mûre, au moins pour l'expérience d'une politique de renoncement au libre-échange traditionnel : peut-être n'est-on pas en droit de dire davantage. La vieille résistance au protectionnisme, victorieuse en somme depuis les premières offensives de Joseph Chamberlain en 1903, est maintenant épuisée. L'établissement de droits sur les matières premières et les produits alimentaires, en vue d'une politique de « libre-échange impérial », demeure en suspens et peut en somme n'aboutir jamais ; mais la sauvegarde, c'est-à-dire la défense du marché intérieur en matière industrielle, est virtuellement

chose faite. Le danger de cette attitude, c'est qu'elle détourne l'attention, une fois encore, des causes véritables et fondamentales de la crise.

Abaisser coûte que coûte les prix de revient, c'eût été la solution énergique, peut-être impossible avec une politique de monnaie chère ; mais c'est la solution paresseuse que de vouloir, à l'abri d'une barrière, consolider les salaires et élever si possible le niveau intérieur des prix. Le protectionnisme britannique, ainsi compris, dépasse le cadre d'une classe ou d'un groupe d'intérêts limité ; il exprime au fond la défense d'un système de prix contre d'autres systèmes de prix, issus d'une politique monétaire différente et d'une conception autre du confort matériel. Mais, en s'accrochant ainsi à un niveau beaucoup plus élevé que celui de la plupart des pays européens, l'Angleterre risque sans doute de rendre plus difficile, vers ces pays, la reprise de ses [147] exportations. C'est le renoncement, au moins partiel, à la politique des relations internationales sans obstacles : on se demande avec inquiétude si c'est bien là qu'est la destinée britannique.

[148]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Deuxième partie.  
La révision d'un système périmé**

**Chapitre III**

---

**LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE**

**I. — COMMERCE BRITANNIQUE  
ET COMMERCE IMPÉRIAL**

[Retour à la table des matières](#)

Quelle que soit la part diminuée des exportations dans la balance des comptes, elles n'en demeurent pas moins, et de beaucoup, le facteur principal : nul ne saurait même concevoir une Angleterre qui ne serait pas d'abord exportatrice. C'est d'autant plus vrai que la proportion dans laquelle elle dépend du dehors s'accroît : le pourcentage de l'alimentation nationale produit dans le pays n'est plus, en 1923-28, que de 56,7% contre 59,5% en 1909-13 ; pour le blé, le chiffre n'est même que de 21%. En fin de compte, chacun en convient, la masse des importations ne se paiera jamais que par des exportations, et toute solution qui ne tient pas compte de cette nécessité doit être considérée comme mort-née

Maintenant, la première question qui se pose ici, c'est de savoir jusqu'à quel point on peut compter sur l'Empire, soit comme fournisseur, soit comme client. L'aspect ravitaillement, qui avait paru primordial pendant la guerre et jusqu'à 1920, tend à paraître secondaire

dans une période de surproduction et de bas [149] prix, mais l'aspect débouchés ne cesse de gagner en importance, dans un pays dont la maladie véritable est une crise des exportations. L'Empire, en la circonstance, peut-il devenir le sauveur de la métropole ?

Il faut distinguer le commerce de l'Empire, et celui de la Grande-Bretagne, car leurs destinées ne sont pas les mêmes <sup>17</sup>.

De 1913 à 1927, le commerce de l'Empire (en y comprenant les transactions entre ses diverses parties) s'est accru d'environ 27%, cependant que le commerce total du monde s'accroissait seulement de 20% : la part de l'Empire dans l'ensemble est donc en progrès, ayant passé de 27,75 à 29,48%. Mais, dans le volume global du commerce impérial, les transactions avec l'extérieur sont plus importantes que celles entre ses parties, 61 et 39% respectivement, proportions qui ont à peine changé depuis la guerre. On voit de suite que cette « Communauté », fort complexe, ne saurait envisager légèrement de se constituer en groupe économique fermé.

Si l'on considère hypothétiquement l'Empire comme une unité séparée, son commerce extérieur s'oppose à celui du reste du monde dans les proportions suivantes :

**Part du commerce extérieur de l'Empire  
dans le commerce mondial.**

	1913	1927
Empire britannique	18,86%	20,28%
Europe septentrionale et occidentale	38,40	31,07
États-Unis	12,54	16,06
Reste du monde	30,20	32,59

<sup>17</sup> *Reports of the Imperial Economic committee, Thirteenth report : A memorandum on the trade of the British Empire, 1913 and 1925 to 1928*, couramment appelé rapport de Sir David Chadwick (1930).

[150]

La part de l'Empire a grandi légèrement, celle des États-Unis beaucoup, et l'Europe a reculé. Mais, en ce qui concerne l'Empire, l'importance relative du commerce inter-impérial diminue, tandis que celle du commerce extra-impérial s'accroît. Si l'on en cherche la raison, on s'aperçoit que beaucoup de produits, naguère encore dirigés vers l'Angleterre à fins de réexportation, sont désormais acheminés directement des colonies vers l'étranger. Le commerce inter-impérial, dans ces conditions, tend à porter moins sur l'entrepôt et davantage sur les produits destinés immédiatement à la consommation. Une force centrifuge se manifeste ainsi.

Si l'on envisage maintenant le progrès respectif des diverses parties de l'Empire, on constate un rythme d'évolution fort différent :

**Indices d'accroissement des importations de divers pays.**

	1913	1927
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	100	114
Canada, Inde, Afrique du Sud et Nouvelle-Zélande réunis	100	126
États-Unis	100	180
Ensemble du monde	100	122

**Indices d'accroissement des exportations de divers pays.**

	1913	1927
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	100	79
Canada, Inde, Afrique du Sud et Nouvelle-Zélande réunis	100	131
États-Unis	100	157
Ensemble du monde	100	118

[151]

Nous voici au cœur de la question : l'Angleterre n'est pas en retard tant qu'il s'agit d'absorber des importations (nous savons pourquoi), mais, dans l'exportation, l'Angleterre a positivement décliné, cependant que le groupe de Dominions envisagé progressait plus vite même que le monde dans son ensemble. Ainsi se trouve mise en pleine lumière la destinée contraire d'un Empire prospère et d'une métropole qui ne l'est pas. C'est que la seconde se trouve solidaire d'un vieillissement qui atteint tout l'ancien continent, tandis que le premier participe de la jeunesse du monde extra-européen. C'est peut-être en vain que l'Angleterre essaierait aujourd'hui de renier l'Europe !

Poussons l'analyse plus loin, en cherchant l'origine des importations et la destination des exportations coloniales (*Empire overseas*), ce qui est le moyen de connaître la place réelle de l'Angleterre dans l'activité commerciale générale de l'Empire :

**Origine des importations coloniales (Empire overseas).**

	1913	1927
En provenance de la Grande-Bretagne et Irlande du Nord	44,2%	36,1%
En provenance des autres parties de l'Empire	11,5	13,1
En provenance des pays étrangers	44,3	50,8

**Destination des exportations coloniales (Empire overseas)**

	1913	1927
Vers la Grande-Bretagne et Irlande du Nord	41,2%	36,8%
Vers les autres parties de l'Empire	10,6	10,7
Vers les pays étrangers	48,2	52,5

[152]

Quoique la métropole demeure incontestablement le foyer économique principal, la tendance est cependant, pour les parties extra-européennes de l'Empire, d'exporter relativement moins en Angleterre et plus à l'étranger. Là encore, l'appel centrifuge est indéniable.

Par contre et la divergence de destinée déjà soulignée se vérifie de nouveau, le commerce extérieur de la Grande-Bretagne montre une tendance exactement opposée :

#### Origine des importations britanniques.

	1913	1927 <sup>18</sup>
En provenance de l'Empire	20,5%	27%
En provenance des pays étrangers	79,5	73%

#### Destination des exportations britanniques.

	1913	1927
Vers l'Empire	37,2%	43,2%
Vers les pays étrangers	62,8	56,8%

La leçon de ces chiffres est frappante : alors que la part de l'Angleterre dans le commerce impérial diminue, celle de l'Empire dans le commerce britannique tend au contraire à s'accroître. Cela signifie que le commerce de la métropole est devenu moins largement distribué géographiquement, tandis que le commerce de l'Empire au delà des mers est au contraire devenu plus largement distribué géographiquement : il y a expansion coloniale et contraction métropolitaine, l'Empire regardant moins vers l'Angleterre, et l'Angleterre [153] plus vers l'Empire. C'est donc une sorte de refuge que le vieux pays trouve dans ses jeunes rejetons : de 1913 à 1927, les importations anglaises en provenance de l'Empire se sont accrues de 41%, celles en provenance

<sup>18</sup> Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

de l'étranger de 15% seulement ; et d'autre part les exportations britanniques vers les pays étrangers se sont réduites de 29%, mais vers l'Empire de 9% seulement.

On comprend qu'en présence de cette fidélité, au moins relative, de la clientèle impériale, déjà observée du reste dans la crise de la fin du XIXe siècle, beaucoup d'Anglais soient tentés d'oublier qu'après tout près des trois cinquièmes de leur exportation continuent de se diriger vers les marchés internationaux. La loi psychologique du moindre effort porte une Angleterre fatiguée à s'appuyer sur les colonies que l'énergie de sa jeunesse a créées ; elle se sent tentée de compter sur elles, comme au seuil de la vieillesse un père sur des fils vigoureux. Les statistiques que l'on peut produire à l'appui d'une semblable attitude sont d'un effet massif. En 1929, le meilleur client étranger, les États-Unis, prend 6,57% des exportations britanniques, mais l'Inde 11,28 et l'Australie 7,82%. Il est vrai que 52% des exportations manufacturées se vendent dans des pays étrangers, mais quelques-unes des industries les plus importantes trouvent la majorité de leur clientèle à l'intérieur de l'Empire : papier 74%, bonneterie 72%, matériel électrique 61%, autos et voitures 59%, poterie 58%, métallurgie du fer 55%, menuiserie-ébénisterie 55%. D'autres industries, non moins fondamentales, dépendent du marché impérial, sinon pour la plus grande partie, du moins pour une proportion considérable, et en tout cas irremplaçable, de leurs exportations : soie 49%, mécanique 47%, cotonnades [154] 44%, lainages 32%. Enfin, même en admettant que les Dominions sont relativement peu peuplés, leur capacité d'achat par tête d'habitant est considérable, surtout en ce qui concerne les produits britanniques : en 1929, chaque Néo-Zélandais achète à l'Angleterre pour £ 14 11 1, chaque Australien pour £ 8 10 2, chaque Sud-Africain pour £ 4 5 8 ; mais le chiffre correspondant n'est que de £ 3 10 7 pour le Norvégien, £ 2 12 10 pour l'Argentin, 15 sh. 5 pour le Français, 7 sh. 6 pour l'Américain. Quant à la part de l'Empire dans les exportations britanniques, elle est incontestablement plus forte aujourd'hui qu'avant la guerre, comme il ressort du tableau ci-dessous :



**Pourcentage des exportations britanniques  
vers l'étranger et vers l'Empire.**

	1913	1927	1928	1929
Vers l'étranger	62,8	57,4	58	59
Vers l'Empire	37,2	42,0	42	41

On voit d'après ces chiffres que, dans l'équilibre de l'immédiat après-guerre, l'Empire absorbe un peu plus des deux cinquièmes de l'exportation britannique, au lieu d'un peu plus d'un tiers en 1913. L'opinion, persuadée par une active propagande, n'a pas manqué d'en être impressionnée. Mais elle paraît ne pas se rendre compte que ces proportions répondent peut-être à une situation exceptionnelle. En effet, la part relative de l'Empire dans les exportations britanniques ne s'accroît plus, depuis 1927, et tend même à diminuer légèrement ; cependant, l'Europe tend au contraire à reprendre rapidement sa place dans la clientèle britannique, grâce à une capacité d'achat presque complètement [155] restaurée par rapport à 1913. C'est en ce sens qu'un expert, qui fait autorité, a pu écrire en se référant à l'évolution récente du commerce anglais : « Nous avons maintenu notre position en Europe mieux que partout ailleurs, et mieux dans l'Empire britannique que dans les marchés étrangers extra-européens »<sup>19</sup>. L'Empire ne vient donc ici qu'au second rang, et l'indication est fort significative, mais elle est en quelque sorte trop nouvelle pour avoir pu influencer les milieux politiques et même économiques. Durant les dernières années, c'est le point de vue impérial qui a eu tous les honneurs.

Il était naturel qu'en temps de crise on s'y référât : si l'Angleterre est vraiment en mesure d'obtenir, au sein même de l'Empire, sympathie, concours et même privilège, il y a là les éléments d'une solution qu'on ne saurait, sans faute grave, négliger. La suggestion, du reste, n'est pas neuve : dès la crise des années 1880 nous la rencontrons, et depuis lors, en passant par Farrer Ecroyd, lord Randolph Churchill,

<sup>19</sup> A. Loveday, *Britain and world trade* (*The Economist* monthly supplement, 25 octobre 1930).

Joseph Chamberlain, nous la retrouvons régulièrement, à chaque génération. Depuis la guerre cependant, le programme d'un Empire britannique plus ou moins fermé, sauvant du marasme la vieille Angleterre, prend une insistance grandissante. Mais c'est le moment de se montrer réaliste. Que peut-on attendre effectivement de l'Empire, et se montre-t-il, lui-même, disposé à entrer dans ces vues ? Dans les 41% de l'exportation dont la destination est impériale, les Dominions prennent, en 1929, 20,8, l'Inde 11,3, les colonies de la couronne 8,9%. Quelle est la bonne volonté respective de ces divers éléments, dont plusieurs ont échappé à l'autorité britannique, et dans quelle mesure peut-on escompter [156] leur concours ? Dans un Empire qui n'est plus celui du Pacte colonial, où la métropole dominait, ni même celle du XIXe siècle, où elle inspirait encore, mais une société de « communautés autonomes, égales par leur statut, nullement subordonnées les unes aux autres, dans quelque aspect que ce soit de leurs affaires extérieures ou intérieures »<sup>20</sup>, il est bien évident que pareille question est, entre toutes, la première à poser.

## II. — CE QUE L'ANGLETERRE PEUT ATTENDRE DE SES DOMINIONS

[Retour à la table des matières](#)

Tous les Dominions acceptent le lien britannique, l'allégeance au roi, mais avec un degré d'empressement fort différent : l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont fidèles, par sentiment autant que par intérêt ; le Canada est loyal de cœur, mais indépendant d'allures et géographiquement américain ; l'Afrique du Sud est divisée, douteuse dans son dévouement ; l'Inde, qu'on peut classer par convention dans ce groupe, est hostile, et de même jusqu'à un certain point l'Irlande, bien que celle-ci soit retenue, à plus d'un égard, par l'intérêt économique. Quelles que soient ces nuances, c'est le sentiment qui maintient l'unité du système, surtout c'est l'acquiescement au fait qu'on vit ensemble, et il y a là une force que l'étranger, trop souvent, néglige ou sous-estime.

---

<sup>20</sup> Ce sont les termes du rapport de la Conférence impériale de 1926.

Coïncidant avec cet acquiescement, il y a, chez chacun des Dominions, une volonté intransigeante d'indépendance, dont l'expression et surtout le ton varient beaucoup. Dans sa revendication, l'Irlande joue un peu le rôle de meneur, profitant au maximum des circonstances, avec une désinvolture qui touche parfois au sabotage ; le Canada et l'Afrique du Sud, en dépit de [157] minorités passionnément britanniques qui déplorent ces réclamations, se prévalent de leur côté de toutes les occasions d'affirmer leur indépendance, de la faire constater, confirmer ou accroître ; quant à l'Australie, elle aime les affirmations d'indépendance, mais s'accommode volontiers du présent ; la Nouvelle-Zélande enfin est pleinement satisfaite. On voit, dans ce tableau, la topographie des influences de conservation et de mouvement.

Quand l'Angleterre se trouve en présence de ces jeunes partenaires, aujourd'hui majeurs et qui ont perdu vis-à-vis d'elle jusqu'au sentiment de la déférence, elle ne peut donc faire appel qu'à un jeu de dévouements fort disparate. Mais l'intérêt économique est là, qui retient, d'un lien singulièrement solide, certains de ces associés. Tels Dominions dépendent presque complètement en effet du marché britannique pour leurs exportations : la Nouvelle-Zélande trouve en Angleterre 78,9% de sa clientèle extérieure, l'Afrique du Sud 54,4, l'Irlande 96,8% ! Pour être moins exclusivement liés, l'Australie (40,7%), le Canada (35,4), l'Inde (22,5) le sont cependant encore dans une forte proportion. Tous, quels qu'ils soient, trouvent dans la clientèle britannique le débouché qui convient par excellence à des vendeurs de produits bruts : le Canada et l'Australie exportent leur blé, l'Australie et la Nouvelle-Zélande leur viande, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud leur laine, l'Inde son blé, son riz, son coton. À l'exception du Canada, de plus en plus exportateur d'articles manufacturés, tous les Dominions (y compris le Canada lui-même en tant que vendeur de produits bruts) sont évidemment complémentaires d'une Grande-Bretagne industrielle.

Ajoutons, facteur de dépendance économique non moins important, que l'Empire trouve dans la métropole [158] son meilleur commanditaire. Les gouvernements des Dominions, lorsqu'ils ont besoin d'emprunter, se tournent naturellement vers le marché de Londres, qui demeure aujourd'hui même leur meilleure ressource. Si le Canada, complètement attiré dans l'orbite américaine, n'a que 11p. cent de sa dette publique placés en Angleterre, la proportion est de 48% pour

l'Australie, 56% pour la Nouvelle-Zélande, 61% pour l'Afrique du Sud. Un pays comme l'Australie par exemple, virtuellement défaillant en 1930, ne se soutient financièrement que par le concours et, à vrai dire, par le sauvetage financier de la Cité. Il ne faut donc pas tirer de conclusions trop strictes de l'allure colicitante qu'adopte souvent l'Angleterre dans les relations impériales : c'est l'effet d'une tradition déjà ancienne, qui la porte à céder toujours aux demandes coloniales, sans qu'elle ait jamais entrepris sérieusement d'enseigner à ses partenaires la réalité et la portée de leurs responsabilités, de leurs devoirs impériaux. Pareille éducation, avouons-le, reste à faire, et il en résulte que la métropole (si l'on peut encore lui donner ce nom) tend à faire figure de vieux partenaire sur la défensive et qui ne se défend pas, cependant que les Dominions parlent haut, suggèrent et tranchent, comme ils ne supporteraient certainement pas qu'on le fît par réciprocité chez eux.

Compte tenu de ces circonstances, cherchons donc à estimer la portée du concours que l'Angleterre d'aujourd'hui, de demain, peut raisonnablement attendre de ses Dominions.

Elle peut d'abord escompter, de leur part, Une coopération politique générale, sous de nombreuses réserves si les intérêts anglais (au sens étroit) sont seuls en jeu, mais sincèrement et généreusement dispensée si l'Empire est en cause ou, ce qui revient au même, si la mère-patrie [159] est en péril mortel. Pour défendre de la destruction la civilisation britannique, il se trouverait, ne nous y trompons pas, des dévouements insoupçonnés ; et ce n'est pas diminuer la valeur de cet appui que de suggérer qu'en pareil cas le concours des États-Unis aurait sans doute de même toute chance d'être acquis.

L'Angleterre peut également compter sur une coopération économique générale, c'est-à-dire en somme assez vague, et cependant précieuse. Beaucoup d'activités peuvent en effet être utilement conçues sous la forme impériale : organisation commune des communications (câbles, T.S.F., aviation), régime unifié des marques de fabrique, de la publicité commerciale, standardisation de certains modèles de fabrication, propagande concertée pour obtenir du patriotisme britannique l'achat de produits britanniques. Il est certain que les peuples de langue anglaise dans le monde parmi lesquels tant d'Anglais comprendraient si volontiers les Américains ont toutes raisons de collaborer : ils forment une même famille, et c'est pourquoi leur union signifie bien autre chose qu'une pure combinaison de forces politiques.

La métropole peut enfin espérer obtenir une préférence douanière limitée. Le Canada, en 1897, a été le premier à lui en accorder le bénéfice, et depuis lors l'exemple a été généralement suivi. Le régime se présente sous la forme d'un tarif à trois étages : impérial pour l'Angleterre et l'Empire, intermédiaire pour les pays donnant des avantages de réciprocité, général pour les autres. Par rapport au tarif général, la réduction en faveur des produits britanniques est d'ordinaire de 30% environ (c'est le cas au Canada et en Australie), même de 30 à 40% (c'est le cas en Nouvelle-Zélande), tandis que les pays étrangers qui traitent [160] peuvent obtenir à peu près la moitié de cet avantage. Toutefois, dans les Dominions sentimentalement moins bien disposés, la portée de l'avantage diminue ou bien n'apparaît que singulièrement précaire : en Afrique du Sud, la préférence est, en moyenne, de 25%, mais un traité de commerce avec l'Allemagne, non ratifié il est vrai, avait envisagé, pour cette puissance, le traitement impérial sur un certain nombre d'articles ; il semble qu'en vertu d'une entente conclue à la Conférence impériale de 1930, ce traité allemand ne doive pas être ratifié tant que l'Angleterre confirmera elle-même les marges préférentielles dont l'Union sud-africaine bénéficie dans le tarif britannique. Quant à la politique douanière de l'Inde, elle a échappé à l'influence britannique, et elle ne témoigne plus à l'Angleterre qu'une faveur tout à fait limitée : sous le régime du contrôle métropolitain absolu, aujourd'hui périmé, le tarif indien était simplement fiscal, mais un droit d'accise sur les cotonnades frappait l'industriel local d'un paiement équivalent à celui de l'importateur anglais ; le régime nouveau, depuis que l'autonomie indienne existe pratiquement en la matière, avantage légèrement l'Angleterre contre l'étranger, mais protège nettement contre elle le producteur indien ; dans le cas des cotonnades par exemple, si essentielles pour Manchester, l'étranger paie 20% et l'Angleterre 15% seulement, mais l'ancien droit d'accise égal justement à ces 15% est désormais supprimé.

Il résulte de ces diverses politiques préférentielles, toutes assez semblables les unes aux autres, que la mère patrie bénéficie d'un avantage relativement aux pays étrangers, et c'est un privilège qui n'est pas sans valeur. Mais tous les Dominions ont pour principe de protéger leurs industries, même contre la concurrence britannique, par un tarif minimum adéquat ; et nous touchons [161] ici, en fait de coopération douanière, une limite qui paraît bien être irréductible.

### III. — CE QUE L'ANGLETERRE NE PEUT PAS ATTENDRE DE SES DOMINIONS

[Retour à la table des matières](#)

En effet les Dominions, quels qu'ils soient, veulent bien préférer l'Angleterre aux pays étrangers, mais ils se préfèrent eux-mêmes. « *Canada first* » est la formule adoptée sans vergogne par le gouvernement canadien, mais si d'autres ne s'expriment pas avec la même franchise, leur manière de voir est exactement la même. Il est bien entendu, partout, que le producteur local, l'industriel surtout, doit être défendu contre la concurrence extérieure : à l'étranger on opposera une barrière plus haute, souvent prohibitive, mais à l'Angleterre une barrière au moins suffisante pour constituer une protection douanière effective. Il n'est pas un premier ministre, dans aucun Dominion, qui serait capable d'obtenir de son parlement ou de ses électeurs une concession plus étendue que celle-là.

La préférence ainsi conçue et c'est la seule forme sous laquelle elle soit pratiquée n'a donc pas de portée vraiment étendue, puisqu'elle octroie, au mieux, un régime encore protecteur, considéré comme une grande faveur par rapport à d'autres pays qui sont frappés, eux, de prohibition : c'est un créneau dans une muraille, mais la muraille subsiste. On peut, dans ces conditions, faire d'éloquents discours pour célébrer l'unité impériale, la bonne volonté réciproque des nations britanniques, mais ce serait pure naïveté de perdre de vue que les Dominions figurent actuellement parmi les pays les plus protectionnistes du monde : leur premier mouvement, à la moindre difficulté, est de relever leurs tarifs, et quand, par bienveillance pour la mère patrie, ils essaient de lui maintenir sa préférence relative, même [162] de l'augmenter, c'est toujours en chargeant le tarif général, jamais en allégeant le tarif impérial, qu'ils s'y emploient. Il n'y a pas là de véritable compensation pour l'Angleterre, qui souffre, avec tout le monde, de ces barrières croissantes. D'un mot, pour l'industriel colonial, l'industriel britannique est tout simplement un concurrent. Il n'y a pas de domaine où le passage de l'enthousiasme verbal à la réalité des faits soit plus

réfrigérant. Quand on a visité l'Empire, on s'étonne que la préférence, quelle que soit sa grande valeur, puisse encore être considérée, par toute une partie de l'opinion britannique, comme une planche de salut.

C'est cependant un très ancien espoir, que l'on voit même périodiquement reparaître sous la forme utopique de l'union douanière. Chamberlain avait envisagé, puis vite écarté comme impossible, l'idée d'un zollverein impérial. On y revient pourtant, de temps à autre, avec une curieuse insistance : sous le patronage de lord Beaverbrook, le libre-échange impérial, synonyme de l'union douanière, a, en 1930, remué tout le pays. L'idée qu'on puisse entourer tout l'Empire d'une barrière douanière unique, avec liberté complète des échanges à l'intérieur, est sans doute séduisante au premier abord, mais ne peut être ensuite retenue que par des esprits décidés à s'illusionner. Elle suppose, dans l'Empire, une unité économique que celui-ci ne comporte pas, et l'on se paie de mots en tablant sur elle ; elle suppose aussi, de la part des Dominions, un acquiescement que ceux-ci n'ont jamais donné, dont ils ont au contraire, depuis bien longtemps, formellement renié la possibilité. Il a suffi d'une seule séance de la Conférence impériale de 1930 pour crever le ballon que les partisans de *l'Imperial free trade* avaient si laborieusement gonflé. L'opinion britannique, souvent aveuglée [163] par un optimisme qui ne raisonne pas, se leurre éventuellement d'illusions que la réalité, quand on s'en approche, dissipe sans merci.

Nous pouvons donc écarter, comme sans valeur pratique, la conception d'une union douanière intégrale. Il n'en est pas de même de la préférence : toutefois, un fait incontestable se dégage, à ce sujet, des discussions de près d'un demi-siècle, c'est que le bénéfice n'en est susceptible d'extension pour l'Angleterre que si celle-ci se montre disposée à en payer le prix. Le sentiment n'est nullement exclu de ce désir persistant de coopération entre gens de même langue et de même sang, et même il en constitue probablement l'indispensable condition ; mais un moment arrive assez vite où le problème devient simplement une discussion d'intérêts. Pour leurs premières concessions, les Dominions ne demandent guère de contreparties : ce sont du reste à peine des concessions, comme nous l'avons montré, puisque c'est le plus souvent en relevant le tarif général qu'on obtient l'écart désiré. Mais ensuite, s'il s'agit d'aller plus loin, l'Angleterre se trouve tout naturellement sollicitée, explicitement ou non, d'accorder de son côté des

avantages aux produits coloniaux. Au début, du temps de Chamberlain, la demande était enveloppée, insinuée en quelque sorte ; elle se présente aujourd'hui sans voiles.

Or, s'agissant de jeunes pays, exportateurs de produits bruts, l'avantage sur le marché britannique ne peut porter, pour être sérieux, que sur des articles de large consommation, matières premières ou produits d'alimentation : blé, viande, laine, etc. Dès qu'on serre d'un peu près la question, on se heurte donc à cette condition *sine qua non* : frapper d'un droit d'importation le blé, la viande, la laine brute, en provenance de l'étranger, afin de pouvoir ainsi consentir aux [164] importations impériales un traitement douanier préférentiel. En fait toute la discussion se concentre sur le blé.

Nous sommes ici dans la stricte vérité en constatant que, depuis la Conférence impériale de 1887, le problème n'a jamais fait un pas, parce que chacun des deux interlocuteurs, l'anglais et le colonial, désire obtenir de l'autre justement ce que celui-ci ne peut ni ne veut lui donner : la mère patrie souhaite, pour ses exportations manufacturées sur les marchés coloniaux, un abaissement effectif, et non pas relatif, de droits, qu'on lui refuse toujours ; et les colonies souhaitent, pour leurs ventes d'aliments ou de matières premières sur le marché métropolitain, un privilège douanier que l'Angleterre libre-échangiste ne pourrait leur accorder qu'en cessant d'être libre-échangiste. Le gouvernement anglais est plein de bonne volonté, il fait tout ce qu'il peut ; depuis la guerre, exactement depuis le budget de 1919, il a introduit la préférence en faveur des Dominions dans son tarif, sur toutes sortes d'articles secondaires (sucre, vins, fruits secs, etc.), mais devant le blé, et on le comprend, il s'arrête, épouvanté.

Or, sans ce droit sur le blé, on ne peut pas avancer. Qu'on se reporte au langage tenu par lord Jersey, représentant du gouvernement britannique à la Conférence intercoloniale d'Ottawa, en 1914 ; il exprime une attitude dont aucun leader responsable n'a pu, depuis lors, se départir sans être désavoué par la nation : « Le commerce extérieur du Royaume-Uni se fait, dans la proportion des trois quarts, avec des pays étrangers, en dehors de l'Empire. La politique qu'on nous propose entraînerait un changement fondamental dans le régime douanier britannique : pour les colonies il s'agirait simplement de dégrever légèrement une taxation existante, mais en ce qui nous concerne, nous



aurions à créer de [165] toutes pièces un nouveau tarif » <sup>21</sup>. C'est exactement devant le même problème que Chamberlain, ministre des Colonies, se trouvait quelques années plus tard, quand sir Wilfrid Laurier, initiateur de la préférence impériale, lui disait en 1897 : « Il faudra que l'Angleterre avance ou que le Canada recule ». Pour ne pas s'exposer à provoquer un semblable recul, le ministre britannique osait, en 1903, proposer un droit de douane sur le blé et sur la viande, dont les importations coloniales seraient exemptes : le désaveu sensationnel que lui a infligé le pays n'est pas encore oublié ; depuis lors, aucun chef de parti n'a osé se présenter devant le suffrage universel avec un programme comportant des droits sur les grands produits d'alimentation.

On en est là. La Conférence impériale de 1930, saluée par la propagande impérialiste comme l'aurore de temps nouveaux, ne faisait cependant que reprendre, une fois de plus, de très vieilles redites : « Le souci primordial du Canada, déclarait M. Bennett, le premier ministre de ce Dominion, lors de la discussion générale du 8 octobre, est de vendre son blé. Nous désirons en Angleterre un marché plus étendu, et nous sommes prêts à en payer le prix en donnant une préférence aux produits britanniques sur le marché canadien. Nous devons approuver ou rejeter le principe : je vous pose quant à moi la question nettement, en vous demandant de nous répondre avec une égale netteté. Il n'y a pas de place pour un compromis et, au point où nous en sommes, il n'est plus possible d'éluder la question... La préférence que je propose ne doit pas être considérée comme une étape dans la direction du libre-échange impérial, qui, dans notre pensée, n'est ni désirable ni possible ; mais j'offre à la mère patrie et à toutes les parties de [166] l'Empire, en échange d'avantages corrélatifs, une préférence à obtenir par une surcharge de 10% sur les tarifs existants ou susceptibles d'être établis ultérieurement » <sup>22</sup>.

Une fois de plus, on le voit, les Dominions écartent l'idée d'un sacrifice sur leur tarif minimum, mais ne laissent pas ignorer à l'Angleterre que rien ne pourra être fait, dans la voie d'une préférence impériale sérieuse, tant qu'elle ne se sera pas décidée à une forme de pro-

---

<sup>21</sup> Rapport de lord Jersey sur la Conférence coloniale d'Ottawa. le 21 août 1894.

<sup>22</sup> Discours de M. Bennett. le 8 octobre, compte-rendu analytique dans le *Times* du 9 octobre 1930.

tectionnisme englobant les produits alimentaires de grande consommation. À cette demande, M. Mac Donald a répondu, au nom du gouvernement travailliste : « Taxer le blé ? Nous ne le pouvons pas ; » (*Tax wheat ? We cannot do it*)<sup>23</sup>. Il est vraisemblable qu'à sa place n'importe quel autre gouvernement aurait tenu le même langage. Or toutes les autres solutions ne sont que des succédanés : on a envisagé un système de contingentement des importations, favorisant d'abord le blé national, puis le blé colonial, et c'est, semble-t-il, un projet qui aurait la préférence des conservateurs ; on a songé aussi à charger l'État, comme pendant la guerre, de l'achat global des importations nécessaires, ce qui permettrait de réserver un contingent aux fournitures impériales, et les travaillistes ne craindraient pas cette méthode. Mais la Conférence, prise de court, n'a pu que s'ajourner sans aboutir, au milieu d'une intense déception, qu'il était cependant bien facile de prévoir. Le gouvernement britannique a tout au plus promis, dans la mesure de son pouvoir constitutionnel, de maintenir pendant trois ans les marges de préférence existantes.

La question demeure ouverte, aussi angoissante que [167] précédemment, parce que le refus d'un cabinet travailliste n'engage pas après tout le pays d'une façon définitive : une affaire de cette portée ne peut être tranchée sans que le suffrage universel soit consulté. Il faudra qu'il le soit et dise, nettement, s'il est prêt à renoncer, pour le rapprochement impérial, au libre-échange des blés. Le parti conservateur, sympathique à la solution impériale, devra lui-même commencer par choisir une attitude, en fixant son centre de gravité, soit avec M. Baldwin qui hésite, soit avec ses vrais protectionnistes, du type Neville Chamberlain, qui n'hésitent pas. L'orientation est décisive : si l'on admet en effet la taxation du blé, c'est le renversement d'une politique séculaire, ce qui en soi n'est rien, mais c'est surtout, pour la première fois depuis les temps lointains du Pacte colonial, la limitation de l'horizon britannique par l'emprisonnement de l'Angleterre dans un système fermé.

---

<sup>23</sup> Discours de M, Mac Donald à la Chambre des Communes, le 28 octobre 1930.

## IV. — DANS QUELLE MESURE L'ANGLETERRE PEUT DISPOSER DE L'EMPIRE-DOMINIONS

[Retour à la table des matières](#)

Si les marchés de l'Empire refusent de s'ouvrir sans condition aux articles manufacturés de la Grande-Bretagne, les matières premières produites dans les Dominions ne sauraient davantage être considérées comme étant à la libre disposition du consommateur britannique.. Là encore, l'unité économique de l'Empire, force latente peut-être, n'est pas une réalité immédiate. On a pu sans doute, pendant la guerre, obtenir des Dominions la réquisition globale de leur production, dans un intérêt impérial et même interallié commun ; c'est une éventualité dont on est en droit d'envisager le renouvellement, si l'Empire accepte de nouveau de collaborer activement à une guerre de l'Angleterre. Toutefois, en temps de paix, et même en temps de guerre [168] aussi longtemps qu'un accord n'est pas intervenu, la laine australienne demeure australienne et le blé du Canada canadien : les matières premières ne sont anglaises, au sens étroit du terme, que dans les colonies de la couronne. Assurément une entente est toujours vraisemblable entre pays de même langue, de même civilisation et de même roi, mais rien n'empêche telle partie de l'Empire d'entrer à cet égard dans quelque combinaison étrangère. La vie économique du Canada, par exemple, est remplie de ces associations, par dessus une frontière, qui l'entraînent, sans contrepoids possible, du côté américain. Parler dans ces conditions d'unité économique impériale, additionner, comme on le fait souvent, toutes les productions de l'Empire, pour en présenter un total impressionnant, n'est-ce pas s'abuser un peu et, toutes proportions gardées, raisonner comme pendant la guerre, quand on croyait que les ressources interalliées demeureraient toujours en commun ?

La disposition de tous les territoires de l'Empire, pour une répartition plus équitable de la population impériale, n'appartient pas davantage à la Grande Bretagne. L'école impérialiste fait valoir, avec une logique irréfutable, à quel point il est paradoxal que la vieille métropole surpeuplée ait plus de 150 habitants par kilomètre carré, l'Austra-

lie déserte à peine un ; elle recommande, de la façon la plus raisonnable, une politique de migration concertée, dont l'*Oversea settlement Committee*, établi en 1922 par M. Amery, s'est efforcé de réaliser la pratique. Mais l'expérience des dernières années nous enseigne que, dans l'Empire, la libre circulation des hommes n'est pas plus acceptée que la libre circulation des produits. L'Australie, par exemple, prétend vouloir des colons d'origine britannique, mais quand ceux-ci lui sont offerts, elle filtre sans merci ce courant humain ; le Canada, quoique plus ouvert, laisse [169] voir une même attitude de méfiance. L'impé- trant anglais, humilié par ces précautions, peut bien protester avec fierté : « *Civis romanus sum* », mais il n'entre pas davantage pour cela. La comparaison, souvent faite, de la communauté impériale avec la communauté américaine est fautive, car, à l'intérieur du moins des États-Unis, hommes et produits se meuvent sans contrainte et sans formalités.

Il n'est pas jusqu'aux proconsuls anglais dont les Dominions ne refusent désormais le service ; la mère patrie, au XIXe siècle, trouvait, dans la délégation de ces leaders d'hommes, un débouché magnifique pour l'énergie et le talent de son élite. Aujourd'hui le *Tu regere imperio populos memento* n'a plus d'application possible que dans certaines parties de l'Empire, administrativement distinctes et du reste encore immenses, dont nous aurons à parler plus loin. Depuis la Conférence impériale de 1930, les gouverneurs des Dominions ne seront plus nécessairement des Anglais.

Le courant est même renversé. Ce sont maintenant des coloniaux qui prétendent inspirer la politique générale de l'Empire et même diriger celle de l'Angleterre : lord Beaverbrook, par exemple, est un Canadien, qui sent et raisonne, impérialement, en Canadien. Cependant, quand l'*Oversea settlement Committee* discute, en Angleterre et du point de vue anglais, telle politique de migration lointaine, susceptible d'orienter des colons vers l'Australasie, le fait est ressenti par les Australiens comme une fâcheuse intrusion dans leurs affaires.

Ayant ainsi précisé ce que la métropole peut et ne peut pas attendre des Dominions, nous sommes, je crois, en droit de conclure que ceux-ci ont échappé presque complètement à la direction britannique. Ils considèrent le vieux pays avec les sentiments d'un fils marié pour son père, mais celui-ci n'a plus grand'chose [170] à dire dans le ménage de l'enfant établi ! Cette comparaison familiale s'applique du reste à la

lettre, parce qu'il s'agit en effet d'une relation de parents à enfants ; ceux-ci sont jaloux de leur majorité, si récemment conquise, mais le chef de famille est fier de sa progéniture et se dit : « C'est moi qui ai fait tout cela ! ». Il n'y a donc pas chez lui ce sentiment de personnalité froissée que ressent parfois l'âge mûr quand les jeunes générations, selon le mot de Bossuet, « poussent de l'épaule » leurs devancières. L'Angleterre se place sur un autre terrain, elle éprouve justement l'orgueil d'une grande œuvre, qui est et demeure la sienne, même si, à plusieurs égards, la direction effective lui en échappe. La fiction de l'unité impériale est, à elle seule, un avantage suffisant pour qu'elle consente à son maintien bien des concessions, on pourrait presque dire toutes les concessions.

[171]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Deuxième partie.  
La révision d'un système périmé**

**Chapitre IV**

---

**EMPIRE DES DOMINIONS  
OU DES COLONIES DE  
LA COURONNE**

**I. — TENDANCE DE L'ANGLETERRE  
À SE RETOURNER VERS SON EMPIRE  
STRICTEMENT « COLONIAL »**

[Retour à la table des matières](#)

L'Empire devient trop grand, trop vague, surtout depuis que telles de ses parties échappent à l'emprise centrale. L'Angleterre semble accepter bénévolement de se fondre dans cette personne morale élargie, mais on discerne en même temps, par contraste, la croissance d'une conscience strictement britannique, au sens étroit du terme. Ce n'est pas la « petite Angleterre » (*little England*) du passé, parce qu'on inclut, avec la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, tout l'immense territoire des colonies de la couronne, mais c'est quelque chose de très différent de la « plus Grande-Bretagne » (*Greater Britain*) de Dilke. Les limites de ce domaine, réduit encore qu'énorme, sont nettement et pour ainsi dire juridiquement fixées dans l'Appendice de la Confé-

rence impériale de 1926, à propos de la signature des traités : il comprend « là Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas membres séparés de la Société des Nations. » Les Dominions et l'Inde étant [172] séparément membres de la Société des Nations, la formule désigne, très précisément, le domaine sur lequel la puissance britannique est encore souveraine : il n'englobe plus l'empire entier.

L'opinion britannique n'aime pas ces distinctions, qui introduisent dans l'inventaire impérial un esprit logique de discrimination : elle préfère insister sur ce qui unit, laissant aux étrangers ces contrastes subtils, dont elle conteste la réalité. À ses yeux, l'Angleterre et l'Empire ne font qu'un et il n'existe rien de tel qu'une Angleterre conçue séparément, susceptible d'être distinguée de l'ensemble, ou à plus forte raison de lui être opposée. Il n'en reste pas moins que la vieille division entre les colonies de la couronne et les colonies autonomes a pris une importance décisive, depuis que celles-ci sont devenues non seulement des Dominions, mais des nations.

Il ne s'agit plus désormais d'un simple classement des services, entre deux sections de l'Empire, correspondant à deux branches du *Colonial Office* : c'est bien autre chose, et l'on discerne à vrai dire le germe de deux empires différents. D'une part se classent toutes les nations de race blanche (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Terre-Neuve, l'Irlande), dont le groupement, sous un même roi que l'Angleterre, constitue moins un État qu'une communauté ; de l'autre il y a l'Angleterre, avec ses colonies (et jusqu'à un certain point l'Inde), édifice politique qui, cette fois, répond davantage à l'idée que nous nous faisons d'un État. Ainsi se confirme, en s'élargissant, la très ancienne division de l'Empire en deux ou trois empires distincts, celui des Dominions (colonies de peuplement désormais évoluées), celui des colonies d'exploitation (qui, tout en évoluant aussi, demeurent cependant des colonies d'exploitation), et, faisant corps avec le second, celui [173] des bases navales, stations charbonnières et comptoirs commerciaux de tous ordres, dispersés de par le monde. Quatre départements ministériels assurent, dans ce domaine, les différents contacts du gouvernement central : le *Foreign office* avec l'étranger, l'*India Office* avec l'Inde, le *Colonial Office* avec les colonies de la couronne, le *Dominions Office* avec les Dominions. La création séparée, en 1925, du *Dominions Office*, qui négocie surtout, alors

que le *Colonial Office* continue d'administrer, manifeste, comme un symbole, la réalité du changement survenu.

Pendant plus d'un demi-siècle les colonies autonomes n'ont supporté qu'avec une impatience croissante l'obligation de traiter leurs affaires au *Colonial Office*, où je ne sais quel *inferiority complex* les persuadait qu'on les regardait de haut (ce qui du reste fut longtemps vrai). Aujourd'hui, le ministre des Dominions n'a pas plus d'autorité sur ses interlocuteurs d'au-delà des mers que le ministère des Affaires étrangères sur ses interlocuteurs étrangers : on peut même "supposer qu'il prend beaucoup plus de gants pour les aborder que son collègue du *Foreign Office* ne le fait avec ces « petites puissances » que l'orgueil anglais dédaigne magnifiquement. Toute cette partie de l'Empire qui relève du *Dominions Office* ne doit plus être, en aucun sens, considérée comme « appartenant » à l'Angleterre : pareil terme, qui vient encore si naturellement à la pensée de tant d'étrangers, apparaît aux Anglais, à plus forte raison aux Canadiens ou aux Australiens, aussi choquant que dépourvu de sens.

Mais le résultat de cette évolution, c'est que le sentiment et le prestige mis à part, les Dominions n'ont plus de quoi occuper la mère patrie autant que par le passé. De là, par une réaction naturelle, un regain d'intérêt évident pour les « colonies », car n'est-ce pas après tout dans [174] ce domaine que la puissance britannique, au sens étroitement métropolitain du mot, a le plus conservé sa réalité !

## II. - CE QUE L'ANGLETERRE PEUT ATTENDRE DE CET EMPIRE « COLONIAL »

[Retour à la table des matières](#)

Les raisons en sont claires. Individuellement, financièrement, les Anglais sont partout chez eux dans l'Empire et ils ne s'y sentent nulle part étrangers. Mais dans les colonies de la couronne, c'est encore en tant que gouvernement que les Anglais d'Angleterre peuvent se sentir chez eux. La métropole et ici le mot conserve tout son sens peut y placer à son gré ses hommes, soit en tant que fonctionnaires, soit en tant que colons ; l'émigration britannique peut s'y porter, sans qu'il soit besoin de négocier une laborieuse et parfois humiliante autorisation



d'admission ; la tradition des proconsuls britanniques, détachés dans le monde pour y administrer d'autres races, peut continuer de s'exercer sur ce terrain, débouché toujours prestigieux pour l'élite d'un peuple qui aime et sait commander. De même, dans les colonies, les affaires sont conduites conformément aux règles qu'il plaît, sous réserve d'une large autonomie locale, au *Colonial Office* d'édicter ; le capital britannique, quand il s'y dirige, s'y gère sous contrôle anglais ; l'argent placé dans les Dominions l'est beaucoup sous forme d'obligations, mais c'est surtout d'actions qu'il s'agit dans les colonies, où l'influence financière de la métropole est, relativement, plus directe ; de vénérables compagnies anglaises, comme celle de la Baie d'Hudson, font un peu figure d'anachronisme dans un Dominion que les Canadiens et les Américains contribuent surtout à mettre en valeur ; combien l'initiative britannique paraît plus à sa place dans la mise en valeur des établissements coloniaux de l'Afrique !

[175]

Le même raisonnement s'applique, plus fortement encore, aux matières premières. Qu'il s'agisse du coton soudanais ou du caoutchouc malais, c'est à Manchester où à Londres qu'on en dispose, mais c'est à Melbourne, Sydney ou Canberra que se règle le régime de la laine australienne, à Winnipeg ou à Ottawa le régime du blé canadien. Londres a su, jusqu'ici, demeurer à la tête de l'Empire, financièrement et économiquement, mais en ce qui concerne les Dominions c'est par négociation et force acquise ; dans les colonies c'est par autorité. La constitution d'un empire économiquement autonome, dans la mesure où elle est possible, est de réalisation peut-être plus facile avec les colonies de la couronne qu'avec les Dominions. Chamberlain est, je crois, le premier ministre des colonies qui ait eu le sens et se soit préoccupé systématiquement des énormes ressources coloniales latentes. Cependant, l'intérêt puissant que cette section de l'Empire soulève en Angleterre aujourd'hui paraît remonter au Comité Balfour of Burleigh, constitué pendant la guerre, entre autres buts, pour concentrer la gestion des matières premières impériales. À une époque où le libre-échange n'est plus qu'un mot et où des cartels internationaux puissants règlent la répartition mondiale des produits, l'Angleterre, isolée, sent d'autant plus la nécessité de posséder une base territoriale solide, où elle se sente chez elle l'Empire est cette base, mais plus particulièrement cet Empire spécial.

Le nouveau *Colonial Office*, soulagé de toute une partie de son ancienne activité, concentre toute son action sur un domaine, qui bien qu'excluant les Dominions, l'Irlande, l'Inde, s'étend sur une surface plus grande que l'Empire colonial français, et, chose curieuse, lui ressemble à plus d'un égard, singulièrement. C'est sans doute la raison pour laquelle les cercles bien informés [176] attachent une attention toute nouvelle à l'œuvre coloniale de la République. Pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, sans même parler d'époques plus anciennes, la France et l'Angleterre se comportaient dans le monde en rivales traditionnelles, et la colonisation française ne jouissait, chez le voisin, que d'une considération fort limitée. Ne disions-nous pas nous-mêmes, à l'envi, que nous n'avions pas le génie colonisateur ? L'Angleterre le répétait après nous, mais elle s'est aperçue, depuis lors, que certains de ses propres problèmes ressemblent, d'une façon frappante, à ceux qu'un Galliéni, un Lyautey ont eu à résoudre et ont résolus.

De là un intérêt pour ce que fait la France, qui répond à un déplacement du centre de gravité des responsabilités coloniales britanniques. Politiquement, sentimentalement, c'est encore le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande qui retiennent l'attention ; d'un point de vue administratif et de mise en valeur coloniale, c'est assurément l'Afrique ou l'Asie occidentale. Par là l'Angleterre devra tendre à se rapprocher du continent européen, parce que ce domaine colonial est dans l'orbite de la vieille Europe, tandis que l'Amérique ou l'Océanie ne le sont plus. L'Empire, « cette sphère dont le centre est partout, la circonférence nulle part », aura-t-il toujours son foyer dans les Iles Britanniques ? Les *crown colonies* continueront vraisemblablement de graviter autour de leur vieille capitale. L'évolution impériale, depuis une génération, a certainement mis ce contraste en lumière.

### III. — CONTACT DES DEUX EMPIRES ET NAISSANCE ÉVENTUELLE D'UN TYPE D'EMPIRE NOUVEAU

[Retour à la table des matières](#)

La colonisation britannique, envisagée de ce point de vue, apparaît divisée, géographiquement et historiquement, [177] en 'deux courants différents. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le programme qui s'est imposé aux colonies de peuplement consistait surtout dans le peuplement et la mise en valeur, par des hommes de race blanche, de territoires vierges et pratiquement vides. Les problèmes qui s'imposent à l'activité anglaise dans les colonies de la couronne, surtout dans la phase actuelle, sont plus compliqués, puisqu'ils comportent, non plus la domestication ou même l'extermination de peuplades quasi sauvages, mais le gouvernement et l'embrigadement économique de races de couleur compactes, parfois vraiment civilisées. Le peuplement n'est plus, dans ces conditions, qu'une considération secondaire, par rapport à l'exploitation des richesses naturelles, avec le concours d'une main-d'œuvre exotique. On retrouve, sous une forme rajeunie, la notion de la colonie de plantation, comme ail temps du Pacte colonial ; elle reprend une importance qu'elle avait, relativement, perdue.

Ainsi revient au premier plan la conception, transformée il est vrai, d'un type d'Empire, moins « XIX<sup>e</sup> siècle » et gladstonien dans son esprit, que disraélien, hollandais ou même espagnol, fort différent en tout cas du type « Commonwealth » auquel a abouti l'évolution des cent dernières années. La liberté, l'autonomie n'y sont pas le but ultime, mais la production ; il comporte un aspect éventuel de privilège et même de monopole, en faveur des nationaux, qui pourrait un jour se manifester par l'atténuation, l'abandon même de la doctrine d'égalité internationale de traitement. Dans la mesure où le statut d'un mandat, ou bien quelque traité international, ne commande pas obligatoirement pareille égalité, il faut s'attendre sans doute à voir un esprit plus nationaliste qu'autrefois prévaloir dans l'administration économique de cet Empire.

[178]

Je n'ignore pas que cette évocation de l'Espagne puisse paraître choquante à certaine conscience non-conformiste, qui n'admettra pas volontiers que la colonisation ait essentiellement pour but une mise en valeur, au bénéfice de la métropole, sous l'égide de financiers. Mais il s'agit après tout de grandes affaires, qui doivent se préoccuper du rendement du capital : l'esprit est matérialiste, pourrait-il être autre ? Certains groupes envisagent même la politique à suivre, dans un esprit qui ne doit plus grand'chose au libéralisme cobdénien : lord Rothermere par exemple, quand il parle de l'Inde, paraît quelquefois être revenu aux principes de lord North !

Mais il ne s'ensuit nullement que l'action coloniale de demain doive nécessairement être exempte de sentiment libéral ou même d'idéalisme. Les problèmes soulevés par le contact de plusieurs races et l'enchevêtrement de plusieurs catégories d'intérêts, comme dans le Kenya par exemple, offrent au génie colonisateur britannique un nouveau champ d'action. À cet égard l'Angleterre applique actuellement son effort, moins aux questions d'autonomie qui l'ont surtout occupée au siècle dernier, qu'à des problèmes de colonisation plus complexes, où s'opposent des colons soucieux de mise en valeur, des races de couleur défendant leurs droits et leur dignité, des administrateurs coloniaux de grande classe chargés de l'intérêt public (qui comprend les races de couleur) et y veillant dans un esprit de devoir que nous pouvons, même quand il n'y a pas « mandat », qualifier de mandatorial.

C'est une phase nouvelle de l'histoire britannique, liée au déclin virtuel de la période où les Dominions retenaient le plus clair de l'attention ; c'est aussi une atmosphère nouvelle, vraiment originale, dans laquelle la course à l'argent est tempérée par l'idéal conscient [179] des gouvernants, aussi bien que par des revendications exotiques, totalement ignorées du siècle des plantations. Notons du reste que, dans la pensée du gouvernement anglais, la pleine activité de cette section de l'Empire comporte la collaboration des Dominions. Ils sont invités à participer, on les admet avec empressement ; même on leur confie l'administration de certains territoires : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine ont soit leurs mandats, soit leurs colonies de la couronne. Autour de chaque Dominion se développe ainsi une sorte de zone d'influence, admise, encouragée par le gouvernement britannique. Certains Anglais voient dans cette collaboration un lien de plus entre les diverses parties de l'Empire.

Étant donné cependant la différence d'attitude, et surtout de doctrine, qui règne, dans la métropole et dans les principaux Dominions, sur la question des races de couleur, il faut s'attendre à une rivalité éventuelle entre deux politiques. La conception du traitement des natiifs n'est pas la même des deux côtés : en Afrique par exemple, où l'opposition est particulièrement sensible, le premier ministre de l'Union sud-africaine et le gouverneur de Kenya ne tiennent pas le même langage ; le premier veut se défendre contre les noirs, et le second les défendre. Savoir où se fixera la frontière de la politique anglaise et de la politique sud-africaine est, on le devine, chose essentielle, aussi essentielle peut-être qu'au siècle dernier la détermination, entre Nord et Sud aux États-Unis, de la *Missouri line*.

L'Angleterre, qui a besoin de matières premières, de produits d'alimentation, de terrains d'action pour ses capitaux, n'abandonnera vraisemblablement pas la moindre de ses colonies de la couronne : toute demande de sacrifice qui lui serait adressée à cet égard, même au nom de la paix, se heurterait sans doute à une fin [180] de non recevoir. Encore que le pouvoir d'achat soit restreint dans cette section de l'Empire, elle y vend environ 10% de ses exportations totales ; c'est un débouché précieux, qu'elle s'efforce d'accroître et qui n'est nullement secondaire dans ses préoccupations.

Faut-il penser d'autre part qu'elle se déchargerait volontiers sur les Dominions de l'administration d'une fraction de ce domaine ? Elle l'a fait avec bonne grâce, comme chose allant de soi entre membres d'une même famille, dans le Pacifique, au bénéfice de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. On peut douter cependant qu'elle souhaite soumettre au contrôle sud-africain, imbu de conceptions si différentes des siennes, un champ d'action indéfiniment étendu. Il y a là une question fort délicate, dont un étranger ne peut pas bien parler. Le droit impérial ne dit pas si les colonies de la couronne appartiennent à l'Angleterre ou à l'Empire. En fait, c'est à l'Angleterre. De là ce contraste, qu'il • fallait souligner, entre la passivité de la métropole dans ses rapports avec les Dominions et son activité, pleine d'initiative, dans un domaine où elle se sent encore maîtresse.

Que le gouvernement britannique concentre son intérêt impérial sur les colonies de la couronne, qu'il accepte au contraire de se diluer en quelque sorte dans un Empire élargi, qu'il se contente simplement de protéger l'industrie nationale sur le marché intérieur, une même

question continue cependant de se poser, angoissante : L'Angleterre, vraiment, peut-elle accepter de s'enfermer dans un système, quelque large qu'il soit ? Arrivés à ce point de notre discussion, nous voyons le problème britannique déborder non seulement le cadre national, mais même celui d'un Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais.

[181]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Deuxième partie.  
La révision d'un système périmé**

**Chapitre V**

---

**UNE BASE INTERNATIONALE  
DEMEURE-T-ELLE NÉCESSAIRE ?**

**I. - LES FACTEURS TRADITIONNELS  
DE L'EXISTENCE BRITANNIQUE**

[Retour à la table des matières](#)

L'Angleterre, sur les bases qui sont les siennes encore aujourd'hui, dépend essentiellement de trois choses : l'importation, grâce à laquelle elle s'alimente et ravitaille son industrie de matières premières ; l'exportation, par quoi elle paie, sinon la totalité, du moins les deux tiers de son importation ; l'échange international, qui nourrit et entretient le volume général de ses affaires. Nous savons de quelle façon l'importance relative de certains de ces facteurs s'est trouvée modifiée depuis la guerre et comment un équilibre, légèrement mais sensiblement différent, s'est spontanément dessiné pour faire face aux circonstances nouvelles. Cependant, quels que soient les changements constatés, il est impossible de conclure que le centre de gravité n'est plus le même qu'autrefois. Les préoccupations dominantes de ce pays ne peuvent rester qu'internationales : le gêner simplement dans la liberté de ses

échanges, à plus forte raison l'enfermer dans un système clos, si vaste soit-il, c'est risquer de tarir la sève qui le fait vivre.

[182]

Voilà pourquoi les principes permanents de la politique britannique demeurent toujours les mêmes : liberté des communications et des échanges, contrôle des matières premières dans le monde et du financement international. On peut se demander si ce programme comportera, dans l'avenir comme dans le passé, un monopole britannique : peut-être faudra-t-il lutter encore pour le conserver, à moins qu'on n'accepte de le partager ? Mais, que le contrôle soit général ou bien limité, un fait subsiste, certain, c'est que l'Angleterre, constituée comme elle l'est, ne peut y renoncer. Ceux que tente ce renoncement sont sans doute sous le coup d'une crise de découragement. Les responsables, quant à eux, n'ont jamais, jusqu'ici, abandonné la politique fondamentale des fenêtres ouvertes. S'il y a changement, c'est plutôt dans le volume de l'ambition que dans la nature de la conception : même en acceptant de partager le monde, l'Angleterre reste et doit rester internationale d'esprit.

Les raisons qui lui dictent cette attitude s'imposent, sans qu'un long commentaire soit nécessaire pour les expliquer. La liberté des communications et du commerce est la condition indispensable d'une importation et d'une exportation normales, sans lesquelles la vie du pays, en quelques semaines, s'arrêterait. Il s'agit d'une fonction aussi essentielle que la circulation du sang dans un organisme, le moindre obstacle susceptible de la bloquer équivaldrait à une embolie. Sur ce point l'Angleterre ne peut transiger : aujourd'hui comme hier et comme il y a cent ans elle ferait la guerre pour la liberté d'un détroit, d'un isthme, d'un canal. Les réserves spécifiées par le gouvernement britannique, lors de la signature du Pacte Kellogg, confirment le fait de la façon la plus explicite : « Il existe certaines régions du monde, dont la prospérité et l'intégrité constituent pour notre pays et notre sécurité un intérêt vital. Le [183] gouvernement de S.M. s'est efforcé de bien préciser, dans le passé, qu'aucune intervention dans ces régions ne saurait être admise. Leur protection contre toute attaque est, pour l'Empire, une mesure de défense. Il doit être bien nettement compris que le gouvernement de S. M. accepte le nouveau traité, sous réserve qu'il ne porte aucune atteinte à sa liberté d'action de ce point de vue ... » Il s'agit de l'intégrité du canal de Suez, route des Indes et de l'Aus-



tralie. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre s'est assurée cette garantie d'une libre circulation internationale par sa maîtrise incontestée des mers. L'heure vient où la liberté des mers, objet essentiel, devra peut-être être cherchée ailleurs que dans la maîtrise ; mais, quoi qu'il arrive, aucun obstacle effectif, au moins sur certaines routes, ne peut être toléré davantage que par le passé.

Le contrôle des matières premières ne demeure pas moins nécessaire : si ce n'est plus, autant qu'autrefois, pour approvisionner une industrie en voie de contraction, c'est au moins pour maintenir l'activité de l'entrepôt britannique et garder si possible la haute main sur la fixation des prix internationaux. Une préoccupation parallèle, où les intérêts de l'industrie et du commerce sont étroitement liés à ceux de la banque, commande à la Cité de préserver, coûte que coûte, son influence financière internationale, qu'elle n'abandonnerait qu'au prix d'une sorte de déchéance : car les matières premières sont attirées, comme vers un foyer, aux lieux où les opérations commerciales se financent, et de même les clientèles internationales à la source des commandites de capitaux. Même diminué, le rayonnement extérieur de la place de Londres demeure une nécessité de la structure anglaise. Aucune transformation d'après-guerre, quelque importante qu'elle soit, ne saurait changer cela.

[184]

## II. — L'OUTILLAGE NÉCESSAIRE DE LA POLITIQUE BRITANNIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Ces conditions de puissance, ou plutôt d'existence, nécessitent un outillage politique, que le XIX<sup>e</sup> siècle britannique a constitué et dont le maintien demeure une obligation pour n'importe quel parti au pouvoir.

Il faut d'abord un Empire ? au delà des mers : base territoriale indispensable pour une métropole qui, pratiquement, n'a pas de territoire ; source d'aliments et de matières premières ; fonds de clientèle ; système de points d'appui à travers le monde. Il n'y a plus guère de ces

« petits Anglais » d'autrefois, qui n'iaient que l'Angleterre eût le moindre intérêt à conserver des colonies.

Il faut ensuite une puissante marine, pour garantir le contact des diverses parties de l'Empire, pour empêcher que l'importation et l'exportation soient menacées. La politique britannique n'est ni belliqueuse, ni agressive, mais elle comporte la disposition d'une force répressive, d'une police des mers, au bénéfice du système anglais. Si quelqu'un d'autre pouvait pratiquer cette police contre l'Angleterre, c'en serait fait non seulement de son influence, mais de sa sécurité.

Les deux pièces du système que nous venons de mentionner en nécessitent une troisième : un outillage pour la politique des routes mondiales. L'Angleterre ne peut se désintéresser des grands chemins de la planète, il lui faut des routes commerciales sûres pour sa marine marchande ; et les conditions de cette sécurité s'expriment dans la possession de bases navales judicieusement choisies, de stations de charbon et de pétrole bien réparties. Il faut encore, et c'est toujours la même préoccupation, non seulement un contrôle général des océans, mais un contrôle direct des mers passagères [185] étroites et des canaux internationaux. Ajoutez un réseau général de câbles sous-marins, un système de télégraphie sans fil et, création toute nouvelle, une série de bases jalonnant les lignes d'aviation. Couronnant cet ensemble il faut enfin, et c'est peut-être la chose la plus difficile à réaliser, un régime libéral des échanges internationaux, du moins l'assurance que des discriminations de tarifs ou de traitement ne seront pas opposées au commerce, britannique. On n'imagine pas l'Angleterre renonçant à ces articles de fond de son programme. Quand bien même elle s'enfermerait dans son Empire, par une politique de privilège douanier, il est vraisemblable qu'elle continuerait à réclamer le libéralisme des autres.

Nous pouvons enfin classer, dans l'outillage dont le pays ne peut se passer, une monnaie saine, de crédit et de rayonnement universel, susceptible de servir d'instrument international des échanges. La livre stable, au pair du dollar, c'est en somme la clef de toute cette politique. Les sacrifices consentis à sa réalisation montrent que telle est bien en effet la conviction britannique.

### III. — IMPOSSIBILITÉ POUR L'ANGLETERRE DE S'ENFERMER DANS UN SYSTÈME CLOS

[Retour à la table des matières](#)

Il résulte de ces circonstances, qui n'ont pas changé, que l'Angleterre est, pour ainsi dire, condamnée à la politique mondiale. Ce n'est pas l'effet d'une volonté, ni d'une ambition caractérisée de sa part, mais d'une simple nécessité, qu'elle éprouve instinctivement plus encore qu'elle n'en possède clairement la conscience. Elle ne pourrait se resserrer sans déchoir, condition difficile, qui exige des pilotes expérimentés. C'est sans doute pourquoi nul milieu politique n'a suscité de plus grands hommes d'État ; mais nulle part non plus [186] l'absence de chefs dignes de ce nom ne se fait plus rapidement sentir. L'Angleterre n'est pas de ces pays, mieux équilibrés et au centre de gravité plus bas, qui peuvent impunément être gouvernés par la médiocrité.

Les tentations qu'elle éprouve, avec une force croissante depuis quelques années, de renier les principes fondamentaux qui ont fait sa grandeur peuvent donc être considérées comme des signes de décadence. Cet industriel fatigué, dont l'usine périclité, tend, cela se comprend, au protectionnisme et au privilège ; pour conserver ce que son énergie d'hier avait conquis, le tarif douanier lui paraît un moyen commode, et, concurrencé par toutes sortes de gens qui ont bénéficié de l'inflation, il se surprend à les envier ; doté d'autre part d'un empire immense, dont il ne sait plus très bien s'il lui appartient tout entier, mais qu'un lien solide de sentiment et de tradition relie toujours à la métropole, la loi humaine du moindre effort lui suggère de s'y raccrocher, d'y chercher une chasse gardée d'où les braconniers seront exclus. Pour qui suit, depuis la guerre, les discussions de l'opinion britannique, c'est cette attraction de la politique de privilège et de protection qui paraît dominer. À certains moments elle paraît même irrésistible, et personne alors, même parmi ses adversaires, n'a le courage de la heurter de face. À en juger par sa grande presse, par une partie de son élite, par les demandes de ses patrons, de ses unions, même de certains de ses banquiers, le moment serait venu, pour l'Angleterre,

d'entrer dans un système économique clos. Les déclarations faites dans ce sens, soit par les banquiers de la Cité, soit par les membres du conseil du *Trade-Unions Congress*, peuvent légitimement laisser l'impression que le pays a renoncé à sa traditionnelle politique de liberté internationale.

Toutes les fois cependant qu'on arrive à pied d'œuvre [187] et qu'il faut réaliser, les nécessités élémentaires, voilées dans la chaleur de la discussion, reparaissent spontanément. Une propagande brillante, toute réchauffée et illuminée de sentiment, avait insisté sur les 42% qu'absorbe la clientèle impériale : les 58% que prend le reste du monde font alors sentir leur présence et leur masse. On avait fait grand état des 26 ou 27% que la fourniture impériale apporte au ravitaillement britannique, et voici qu'il faut se souvenir des 73 ou 74% qui proviennent de l'étranger. On veut se nourrir de blé national ou impérial, et l'on chante la gloire des champs canadiens ou australiens, mais ensuite on se demande malgré tout avec inquiétude si les prix alimentaires ne vont pas monter et si les anciens fournisseurs évincés, qui sont de précieux clients de l'industrie britannique, ne vont pas répondre par des représailles. On se vante de rester entre Britanniques, entre Anglo-Saxons de langue anglaise, et subrepticement reparaît l'éternelle crainte que le commerce extérieur ne s'étiolle, que le vaisseau britannique, dont le tirant d'eau est fort, ne vienne, dans des eaux insuffisamment profondes, à toucher le fond. On s'aperçoit en un mot que, pour l'Angleterre, toute solution autre qu'internationale est étreinte.

Entre ces deux tendances qui coexistent, sans que l'une ait eu complètement raison de l'autre, un compromis, conclusion bien anglaise, tend finalement à se faire : on prend du privilège tout ce qui n'est pas absolument incompatible avec le minimum de liberté qu'exige le système britannique. Peut-être faut-il s'attendre à ne voir triompher complètement ni le libre-échange intégral, ni le protectionnisme caractérisé d'une union douanière impériale.

Mais, à ce point de la discussion, un aspect nouveau de la question intervient. Le monde du XX<sup>e</sup> siècle n'est [188] plus équilibré géographiquement comme celui du XIX<sup>e</sup> ; les axes des routes internationales ne passent plus exactement par les mêmes directions ; des foyers d'attraction, hier inexistantes, se manifestent, et, sur les océans, des puissances nouvelles apparaissent, dont il faut bien tenir compte. Il s'en-

suit que l'Angleterre, dont le domaine avait été mondial et qui, hors d'Europe, bénéficiait d'un monopole, peut se trouver réduite, même en conservant ses anciens principes, à n'être plus qu'internationale, géographiquement limitée, dans son action, à certaines zones de la planète. Après ceux que nous avons déjà signalés, c'est simplement un autre aspect de la contraction britannique.

#### IV. — POSITION DE L'ANGLETERRE PAR RAPPORT AUX AXES DES ROUTES MONDIALES ACTUELLES

[Retour à la table des matières](#)

Au moyen âge, quand la Méditerranée demeurait le centre de gravité du monde civilisé, l'Angleterre était lointaine, excentrique, à l'extrémité des terres connues : elle ne servait de trait d'union avec rien, c'était *l'Ultima Thule*. Mais quand, du fait des grandes découvertes, l'Atlantique devint l'axe des routes internationales, aussi bien vers l'Orient et l'Extrême-Orient que vers l'Occident, l'Angleterre se trouva placée, par les circonstances, au nœud le plus actif des échanges humains. Qu'il s'agît de cingler vers l'Amérique, de doubler le Cap Horn ou le Cap de Bonne Espérance, nul pays n'était plus favorisé ; et quand, tour à tour, elle eut éliminé l'Espagne et le Portugal, la Hollande, la France, elle demeura seule, au XIX<sup>e</sup> siècle, avec un système maritime englobant la planète entière, dont l'Atlantique était le centre.

C'est pourquoi le gouvernement britannique fit au percement du canal de Suez l'opposition que l'on sait : la Méditerranée redevenait ainsi une route mondiale [189] que l'Angleterre craignait de ne pas contrôler. Son génie politique y réussit cependant, à tel point que cette voie maritime est devenue l'artère vitale des communications impériales. En 1914, date symbolique à laquelle s'ouvrait le canal de Panama, la suprématie britannique sur les mers était intacte. Mais il y a maintenant plusieurs signes de changement.

Si la route de Suez conserve, pour l'Angleterre, tout son intérêt commercial d'autrefois, il serait excessif de dire que sa sécurité politique est demeurée la même. La guerre, surtout dans ses deux ou trois

dernières années, a révélé la difficulté croissante d'utiliser pratiquement, étant donné les moyens de lutte qu'on possède aujourd'hui, une voie aussi exposée. « En envisageant les choses avec le recul du temps, dit par exemple sir John Marriott, membre de la Chambre des communes, le 4 novembre 1926, je ne suis pas sûr que l'instinct des hommes d'État britanniques les trompât quand ils combattaient le percement du canal de Suez... Si Suez n'avait jamais été percé, je ne suis pas certain que notre position mondiale ne serait pas plus forte. La Méditerranée est une mer étroite, que le sous-marin et l'aéroplane rendent plus étroite encore. Avec des ennemis éventuels sur plus d'un de ses rivages, nous pourrions bien être plus embarrassés qu'avantagés par la nécessité de contrôler une pareille route maritime. » De son côté, sir Maurice Sheldon Amos, conseiller judiciaire du gouvernement égyptien de 1919 à 1925, expose en 1928, à la *Liberal summer school* d'Oxford, une idée analogue : « Il y a dans ce pays (l'Angleterre) une tendance à exagérer nos intérêts en Égypte. Les circonstances dans lesquelles nous aurions à contrôler le canal sont en somme très rares. Une autorité militaire de premier plan m'a dit que la route de la Méditerranée vers l'est devenait démodée et que, s'il y avait de nouveau [190] la guerre, c'est par la route du Cap que nous passerions, comme on le faisait du reste à la fin de la dernière guerre ».

Ce sont là de simples indications, sans autorité officielle, mais de grande portée. Sans qu'on puisse en donner aucune preuve, il y a peut-être lieu de penser que la route du Cap est en train de reprendre, pour l'Angleterre, une importance qu'elle avait relativement perdue. Suez demeure l'axe essentiel, et la politique britannique en Égypte le prouve bien, mais l'Afrique du Sud est une route de rechange, vers l'Océan Indien, l'Australasie et l'Extrême-Orient, dont l'importance est à peine moindre. Nous sommes là en plein dans le domaine maritime britannique et il est inconcevable que, sur l'une ou l'autre de ces deux lignes, l'Angleterre consente à abandonner la moindre parcelle de sa suprématie.

Par contre, depuis la guerre et à vrai dire depuis beaucoup plus longtemps, le contrôle des routes qui traversent l'Amérique tend à lui échapper. C'est même chose faite. Deux pôles économiques nouveaux se sont constitués au début du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis et l'Extrême-Orient ; ils se sont mis directement en contact l'un avec l'autre, et de ce fait le Pacifique est devenu par soi-même un centre, rival de l'Eu-

rope. En dépit de ses efforts diplomatiques, l'Angleterre a perdu tout contrôle, même au sens limité de ce mot, sur le canal de Panama ; c'est un canal américain : en 1929, le pavillon anglais n'y participe au trafic que pour 27,2%, tandis qu'à Suez il atteint 57,1% ; la place tenue par le pavillon américain est au contraire de 45,9% dans le premier cas et seulement de 2,1% dans le second. Le contraste est frappant, il souligne l'existence de deux routes maritimes internationales, dont l'une est dominée par l'Angleterre et l'autre par les États-Unis.

[191]

Le changement d'équilibre est d'une telle portée qu'il dépasse la puissance britannique elle-même. La direction économique du monde, qui, de la Renaissance au XXe siècle, s'était opérée par l'entremise de l'Europe et à son bénéfice, lui est maintenant contestée : les races de couleur s'émancipent, et, parmi les blancs qui se sont répandus sur la terre entière, c'est la section extra-européenne qui tend à prendre l'initiative économique. Dès lors l'Angleterre, solidaire en cela de l'Europe, se retrouve comme autrefois légèrement à l'écart par rapport à des constellations nouvelles dont le foyer de gravitation est ailleurs. L'hégémonie mondiale, qui lui était si naturelle au siècle dernier, lui devient, sinon impossible, du moins beaucoup plus difficile, parce que certains courants ne travaillent plus pour elle

La fixation, la limite des prétentions britanniques dans le monde devient, dans ces conditions, une décision de première importance, non seulement pour la Grande-Bretagne elle-même, mais pour l'Europe et, à vrai dire, pour tous les continents. Nous avons souligné, à plusieurs reprises, la persistance nécessaire des préoccupations internationales dans la politique anglaise ; or ces préoccupations internationales, même en demeurant telles dans leur nature, comportent désormais une limitation géographique : en fait l'Angleterre se voit contrainte et accepte de renoncer à une suprématie économique s'étendant à toutes les provinces de la planète. Elle avait jusqu'ici, au prix d'efforts parfois titanesques, entrepris de vaincre les puissances ambitieuses qui tentaient de contester, n'importe où dans le monde, sa domination des mers. La défaite de l'Allemagne, venant après celle de Napoléon, des Hollandais, des Espagnols, semble avoir été la dernière manifestation de cette prétention d'hégémonie universelle. Aujourd'hui [192] les États-Unis se sont installés dans une position dont la menace pour elle n'est pas moindre, mais qu'elle est hors d'état de récuser.

Déterminer les zones où l'Angleterre renonce par avance à lutter, celles où elle maintiendrait éventuellement ses prétentions à la suprématie, même contre les États-Unis, serait connaître le secret de la politique britannique. Peut-être cependant peut-on imaginer ce qu'est la topographie actuelle du monde dans la pensée de ses dirigeants. Il semble que toute l'Amérique du Nord, y compris le Canada, soit en fait considérée, sinon comme perdue, du moins comme ne pouvant être défendue ; de même l'Amérique centrale, avec les Antilles et Panama ; de même aussi, sans doute, la partie septentrionale de l'Amérique du Sud, ainsi qu'une grande partie du Pacifique nord : c'est la sphère d'influence des États-Unis. La lutte en Extrême-Orient est difficile, mais rien ne laisse penser qu'elle doive être abandonnée, Partout ailleurs, on ne voit pas que l'Angleterre renonce : ni en Australasie, ni dans la partie sud du continent sud-américain, ni surtout en Afrique et en Asie occidentale, où une emprise directe fait certainement toujours partie de son programme.

Par là le centre de gravité de la politique britannique, qui n'est pas européen, demeure cependant fixé, plus peut-être que précédemment, dans des zones mondiales qui n'ont pas cessé de graviter vers l'Europe. Une hiérarchie s'établit ainsi entre les grandes routes maritimes, suivant le degré d'influence qu'y prétend encore exercer la puissance britannique : Panama est perdu, ne peut être ressaisi ; la voie du cap Horn, le lien traditionnel avec l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil ne seront pas délaissés ; et l'on peut être sûr que ni Suez, ni le Cap de Bonne Espérance ne seront jamais abandonnés à quiconque. Quelque grand que soit ce domaine d'action, il est réduit [193] par rapport à ce qu'il a été : l'Angleterre n'est plus seule. Peut-elle dans ces conditions maintenir, sur le terrain économique, le splendide isolement qui était sa tradition ?



[194]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**Deuxième partie.  
La révision d'un système périmé**

## **Chapitre VI**

---

### **L'ANGLETERRE ET LES COMBINAISONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES**

#### **I. - L'ANGLETERRE ET LE SPLENDIDE ISOLEMENT**

[Retour à la table des matières](#)

Prise entre le continent européen, dont elle n'est pas, et le monde extra-européen, dont elle n'a ni l'âge ni le tempérament, l'Angleterre commence à se rendre compte, lentement et non sans répugnance, que la période du splendide isolement est terminée pour elle : entre une Amérique fordisée et une Europe en voie de se cartelliser, il lui faut bien envisager d'entrer éventuellement dans quelque combinaison économique internationale. Mais alors va-t-elle pencher vers les océans, pour essayer de partager la jeunesse des sociétés anglo-saxonnes nouvelles, ou bien revenir finalement au vieux monde, dont sa culture est issue ! C'est un problème si actuel, si pressant, qu'il se pose pour ainsi dire à tout instant à l'Anglais conscient d'aujourd'hui.

## II. - CONSTELLATION DE PEUPLES BRITANNIQUES OU ANGLO-SAXONS

[Retour à la table des matières](#)

Le sentiment instinctif de la plupart des Anglais d'après-guerre, c'est qu'il leur faut se désolidariser de l'Europe : elle est ruinée, désorganisée matériellement et moralement, vouée aux rivalités intestines et à la [195] guerre ; rien à faire, pour l'Angleterre, dans cette maison de fous ! Le vieux dédain britannique pour l'étranger s'est beaucoup accru depuis le traité de Versailles : un Anglais ne considère jamais l'Italien, l'Allemand ou le Français comme tout à fait son égal ; sa courtoisie se gardera de le dire, mais il ne saura guère cacher qu'on l'humilierait en l'englobant dans cette foule, en marge de laquelle il entend bien se maintenir. Quand la livre sterling a entrepris, dès 1919, puis achevé de se rétablir au niveau du dollar, laissant le mark s'effondrer et le franc patauger misérablement, tel était bien l'esprit qui inspirait l'opération : l'orgueil de ne pas se laisser confondre.

La réaction naturelle de l'Angleterre, quand les choses ne vont pas bien pour elle sur le continent, c'est de se rejeter de l'autre côté, de chercher refuge pour ainsi dire parmi les peuples anglo-saxons : là du moins, se dit-elle, nous nous retrouverons entre gens de même langue et de même race, sentant et raisonnant de la même façon. On oublie un peu, en disant cela, cette condescendance qu'on avait, tout récemment encore, pour les coloniaux, ces « provinciaux » de la planète, ou l'ironie que l'on continue d'opposer aux Américains, ces nouveaux-riches. Les Dominions, jusqu'à la guerre, ont souffert de l'*inferiority complex*, à cause de cette distance qu'ils croyaient toujours sentir, mais aujourd'hui c'est l'Angleterre qui est à leurs pieds. Le recours à cet argument de la solidarité anglo-saxonne se justifie du reste avec évidence, mais il faut chercher cette solidarité moins dans la culture que dans les mœurs. La culture anglaise, l'une des plus raffinées qui soient, appartient bien à l'Europe, mais les mœurs britanniques, maintenues distinctes par l'insularité, se rapprochent sans doute davantage des mœurs coloniales, ou même américaines, que de celles [196] du

continent ; et c'est la même chose dans le domaine du sentiment politique, où peu d'Anglais réagissent vraiment à l'europpéenne.

Un instinct déjà ancien, encore qu'il puisse n'être pas destiné à durer, conseille à beaucoup d'Anglais d'inclure les États-Unis dans cette solidarité anglo-saxonne. Aux yeux du peuple britannique, dont l'expansion s'est étendue au monde entier, le sol, comme base de nationalité, compte moins au fond que la race. Cecil Rhodes, lord Rosebery, lord Milner, Joseph Chamberlain lui-même ont généralement pensé que la race comptait d'abord et qu'il fallait en interpréter libéralement les limites : pour Rhodes notamment, l'unité anglo-saxonne complète aurait dû englober non seulement les Anglais, mais les Américains et presque les Allemands ! Le cercle impérial, ainsi conçu, s'élargit au delà même du drapeau : certains Dominions du Pacifique, quand la défense de la race blanche est en jeu, seraient tentés de partager, presque inconsciemment, cette manière de voir. L'appel à la race est donc toujours d'un puissant effet dans une atmosphère britannique : on le voit reparaître et passer au premier plan chaque fois que l'Angleterre, dégoûtée de luttés continentales qu'elle estime sans issue, renonce à y prendre activement part.

Mais un système fermé, strictement impérial, ne peut suffire, on l'a vu, quelque large qu'il soit. Pour que l'union anglo-saxonne ait une base assez étendue, il est nécessaire que la collaboration américaine, aussi lâche qu'on voudra mais cependant au moins virtuelle, soit acquise. C'est, de Lloyd George à Mac Donald, en passant par Baldwin, le rêve persistant de la politique britannique d'après-guerre. Nombreux sont les avantages qu'on peut attendre d'une pareille combinaison : l'Angleterre sert de courtier aux États-Unis dans leurs [197] relations économiques internationales, ce qui peut être profitable des deux côtés ; elle joue le rôle de truchement dans les négociations politiques sur tels terrains qu'elle connaît de longue date, particulièrement en Europe ; la livre s'appuie sur le dollar ; les deux flottes font en commun la police des mers et les contrôlent souverainement... Certains points d'un semblable programme sont sans doute réalisés d'un accord tacite, sans qu'il y ait à proprement parler entente politique : Wall street et la Cité, par exemple, collaborent plus qu'elles ne se combattent. Mais l'union, si elle était avouée, bien plus, proclamée, apporterait à l'Angleterre un bénéfice de prestige peut-être plus utile encore : se prévalant d'être l'associée, sur pied d'égalité, de la puissance la plus

riche du monde, elle se classerait de ce fait à son niveau, par contraste avec une Europe déchue ; puis l'entente anglo-américaine, sûre de sa supériorité morale parmi tant de peuples qui ne savent pas se conduire, imposerait au reste du monde une paix anglo-saxonne, semblable à la paix romaine, basée sur la force de police irrésistible des deux plus grandes flottes de la terre. Et ce serait pour le plus grand bien de l'humanité : l'union anglo-américaine, chaque fois qu'on en parle, est placée sous le signe, non de l'intérêt, mais du devoir.

L'Angleterre n'a pas réussi à imposer son plan à une Amérique toujours méfiante de se voir manœuvrée par la « perfide Albion ». Pourtant ce plan n'est vraiment dangereux que pour l'Angleterre elle-même. Dès maintenant, dans toutes les combinaisons où figureront les États-Unis, point de doute que ceux-ci ne réclament la première place : à leurs yeux cela va de soi et ne saurait même faire l'objet d'une discussion. S'il y a donc collaboration, le gouvernement britannique risque d'être réduit au rôle de « brillant second », et si les Anglo-Saxons [198] doivent être considérés comme formant, dans le monde, une constellation, la vieille Angleterre peut très bien n'en être pas le foyer.

Est-elle même assurée de rester toujours le centre de son propre empire ? Par le sentiment, par la fidélité de toute une race au souvenir de son origine, au caractère sacré du « vieux pays », certainement. Pourtant les Dominions mettent aujourd'hui une telle insistance à réserver leur indépendance, à se ménager les mains libres pour toute combinaison, même avec l'étranger, que la notion d'un empire fortement groupé autour d'une métropole britannique n'a plus du tout le même avenir qu'autrefois. Beaucoup d'impérialistes anglais sont du reste les premiers à en abandonner l'idée ; on les entend soutenir que la capitale pourrait tout aussi bien être à Ottawa qu'à Londres, sans que la valeur de la conception impériale en fût atteinte : ils se sentent toujours le cerveau de ce grand corps, ils ne prétendent plus en être nécessairement le cervelet.

Il ne faut pas méconnaître le péril éventuel que constituent pour l'Empire, sous sa forme présente, les attractions centrifuges qui le travaillent. De plus en plus certains Dominions gravitent vers le foyer américain : ils y retrouvent le même genre de vie que chez eux, les mêmes besoins, le même âge économique, les mêmes conceptions de la race blanche dans ses relations avec les races de couleur. Il n'y a

rien là qui soit politique, car le loyalisme demeure indiscutable et l'on a même plutôt de l'antipathie pour les États-Unis : c'est justement un de ces appels, dont nous parlions, qui débordent la politique. Mais à la longue toute une partie de la vieille constellation britannique pourrait être attirée dans une nouvelle orbite, en vertu d'une gravitation qui fait instinctivement penser à celle des corps célestes.

[199]

Il y a là une note rarement donnée dans la presse anglaise ou coloniale : une sorte de pudeur, bien naturelle, défend d'en parler. Il s'est cependant trouvé un homme politique, sir Auckland Geddes, pour ne pas craindre de l'exprimer, dans un discours prononcé à Toronto, en novembre 1924 : « Les Dominions britanniques qui ont une façade sur le Pacifique, disait-il, sentent bien qu'à Washington la compréhension de leurs difficultés est en quelque sorte instinctive, tandis que, lorsqu'ils viennent à Londres, ils ne réussissent que laborieusement à faire saisir leur point de vue aux autorités de Downing street... S'étant tournés vers la mère patrie et n'ayant pas trouvé toute la compréhension désirée, ils sont susceptibles de se retourner vers Washington, qui, sachant voir, saurait aussi leur répondre ». Ce discours a soulevé des protestations et il ne saurait être question de le prendre à la lettre, mais l'indication qu'il donne n'est pas fautive dans son principe et elle ne saurait être négligée.

Par là le centre de gravité de l'Empire britannique tend à s'éloigner de l'Angleterre, et cela d'autant plus peut-être que l'impérialisme devient davantage une réalité. En même temps l'Angleterre éprouve, avec une netteté croissante, que l'hégémonie mondiale lui est une fois de plus disputée, et cette fois par la puissance même à laquelle elle serait tentée de s'associer. Devenus puissance mondiale, les États-Unis tendent en effet, par une évolution logique et irrésistible, à faire la même politique que l'Angleterre dans le monde. L'Angleterre, qui cherchait un associé, trouve un rival !

### III. — L'ANGLETERRE ET LES ÉTATS-UNIS

[Retour à la table des matières](#)

C'est ici que la psychologie des relations anglo-américaines devient vraiment difficile à comprendre : l'étranger s'y perd. La rivalité de l'Angleterre et des [200] États-Unis est un fait, mais la collaboration anglo-américaine est un autre fait, non moins certain. L'opinion française croit volontiers qu'Anglais et Américains se détestent, finiront par se battre ; cependant ils se réconcilient quand ils sont en présence de tiers, et il est impossible de s'allier aux uns pour se servir d'eux contre les autres : ils se réconcilient sur votre dos. Race, famille, civilisation, intérêts sont extraordinairement enchevêtrés dans l'affaire.

Contre la France de Napoléon, contre l'Allemagne de Guillaume II, l'Angleterre, en à peine plus d'un siècle, a soutenu deux guerres formidables, dont chacune l'a presque épuisée, pour conserver la maîtrise des mers. Aujourd'hui, en moins de dix ans, sans guerre, sans lutte, presque avec l'apparence de l'empressement, la même Angleterre (est-ce la même ?) vient de renoncer à cette maîtrise, du moins à son principe, à la demande des États-Unis. Nous envisageons ce renoncement comme une atteinte au prestige britannique. Les Anglais, eux, affectent de le considérer comme un acte de simple bon sens, qui s'imposait ; ils ne laissent pas voir qu'ils en soient humiliés ; bien plus, les deux hommes qui, en 1921 et 1929, ont négocié, aux États-Unis, les accords aboutissant à ce résultat, Balfour et Mac Donald, sont rentrés en triomphateurs. Quelle est, au fond, la pensée britannique ?

Depuis le début du siècle environ, le gouvernement anglais semble avoir pris pour règle de ne jamais s'opposer à une exigence des États-Unis : il cède invariablement, il paraît décidé à céder toujours. On évoque malgré soi le vers de la tragi-comédie :

« Ah ! Ne me brouillez pas avec la République ! » A là vérité, on sent devant soi une force grandissante, contre laquelle une résistance de front ne pourrait pas grand'chose. L'Angleterre sait aussi qu'en cas de conflit [201] entre les deux pays le Canada pourrait difficilement

prendre parti pour la métropole : on ne pourrait guère espérer, au mieux, qu'une guerre civile dans le Dominion, qui finalement serait perdu. Les responsables n'ignorent pas cela et ne risqueraient pas, à la légère, une rupture. Peu à peu même, pareil raisonnement tend à s'appliquer, non seulement au Canada, mais à toute possession britannique englobée dans le rayonnement américain. Rien n'est changé sans doute, tant que les États-Unis ne disent rien, mais que vaut une souveraineté qu'on s'interdit d'exercer ? Dans toute la zone soumise à l'exercice de la doctrine de Monroë, la fiction persiste d'une souveraineté qui n'est plus intégrale. Simplement, il ne faut pas le dire. C'est le vase brisé : « N'y touchez pas... »

Se trouvant donc en présence d'une sorte de force de la nature, l'Angleterre a laissé de côté vis-à-vis des États-Unis toute idée d'émulation dans les armements. Dans quel esprit l'opinion a-t-elle accueilli cette attitude nouvelle, si contraire à l'idée que nous nous faisons toujours de l'orgueil britannique ? Il semble que la masse n'en ait pas souffert et que, dans l'élite, une fraction importante, probablement la plus importante, accepte le fait accompli sans récriminer. Nous serons peut-être encore plus près du nœud de la question en disant qu'ici l'Angleterre accepte des États-Unis ce qu'elle n'accepterait d'aucune autre puissance : « Il faut s'incliner devant la nécessité, disent et pensent les Anglais. Du reste, les Américains ne peuvent être considérés par nous tout à fait comme des étrangers : même origine, même civilisation, même langue (ou à peu près) ! C'est nous qui les avons faits. Nous savons aussi, du moins voulons-nous croire, qu'en construisant une flotte égale à la nôtre, ils n'ont contre nous aucune arrière-pensée d'agression. Avec Napoléon, avec Guillaume II ce n'était pas la [202] même chose. Dans l'avenir, les flottes britannique et américaine concourront toutes deux à assurer la police des mers, à maintenir la paix du monde, qui sera une paix anglo-saxonne. Quelle objection, quelle humiliation à cela ? »

S'il s'agissait vraiment d'une puissance étrangère, le raisonnement serait défaitiste. Peut-être ne l'est-il pas si l'on considère simplement l'Empire comme devant se diluer dans un ensemble anglo-saxon élargi : « Il faut marcher avec l'Amérique, nous disent en effet certains impérialistes, c'est chez nous affaire de sentiment aussi bien que de nécessité : notre structure économique, qui n'est pas européenne, le souci de maintenir l'accord avec des Dominions qui n'accepteraient

pas de contredire le point de vue américain, nous y obligent. Qui sait, les États-Unis peuvent très bien avoir à construire, en fin de compte, une marine beaucoup plus forte que la nôtre, destinée à assurer la sécurité océanique et les communications mondiales entre les peuples de langue anglaise. Même si l'Empire doit disparaître un jour, l'union des peuples de langue anglaise dans le monde peut, en un sens différent, prendre sa place. Ne serait-ce pas, entre tous les Anglo-Saxons, un lien plus puissant encore ? »

Cette attitude, à nos yeux difficile à comprendre, exprime chez l'Anglais, et plus encore chez le colonial britannique, un sentiment profond. L'union des puissances anglo-saxonnes dans le monde n'a pas de base politique, car il y a au fond opposition politique entre l'Angleterre et les États-Unis. Mais, du point de vue ethnique et religieux, certaines des réactions anglaises et américaines sont les mêmes. Dans nombre de cas un Américain du Middle West, formé par le Ku Klux Klan' et un Anglais non-conformiste de Belfast réagirent de la même manière, tandis que l'un et l'autre demeureront [203] éternellement des étrangers pour un Français. Voilà qui peut expliquer une certaine lassitude britannique à retenir, de force, la direction politique du monde : sentant venir l'âge, on peut comprendre que l'Angleterre laisse la place aux jeunes, si ces jeunes, après tout, sont de la famille.

On dit toutes ces choses en Angleterre, on les pense, même on les sent. Néanmoins l'amertume est cruelle. Au moment même où, politiquement, le mot d'ordre est l'amitié, l'antipathie contre le « cousin » américain ne peut se retenir de s'exprimer : on raille son accent, ses manières, son manque de culture. Pour la première fois on laisse apparaître, à l'égard de ce nouveau riche, désormais tout puissant, une sorte *d'inferiority complex*. On lui en veut et l'on espère, au fond, ne lui avoir pas fait de concession décisive : « À supposer, se dit-on, qu'ils construisent cette flotte, les Américains sauront-ils s'en servir ? Arriveront-ils à la peupler d'équipages ? La pratique des mers exige une longue éducation, qui ne s'improvise pas ! » L'Angleterre considère volontiers les États-Unis comme un pays essentiellement continental, mal préparé à la vie des océans, et à peine mieux aux démarches complexes du commerce et de la politique internationale. Elle se berce de la confiance que, pendant bien longtemps encore, il aura besoin du courtier britannique.



À supposer qu'il y ait accord, même tacite, sur cette conception générale des affaires du monde, on peut très bien imaginer les deux flottes, assurant dans un intérêt commun, du moins hors d'Europe, la domination anglo-saxonne. Tout en se mettant en apparence à la remorque, l'idée anglaise est d'inspirer en réalité la tendance à suivre. L'Angleterre a par exemple renoncé à déclarer un blocus qui ne serait pas approuvé du gouvernement de Washington, mais elle saura, pense-t-elle, [204] persuader à celui-ci que tel blocus envisagé répond à un intérêt ou, mieux encore, à un devoir commun. On assiste de la sorte au passage insensible du régime de la maîtrise des mers à celui de la simple liberté des mers, sous une égide non plus anglaise, mais largement anglo-saxonne. Pour qu'il fonctionne, il faudra s'arranger à ne jamais heurter de front les États-Unis. C'est possible tant que ceux-ci ne s'aventureront pas, dans leurs ambitions politiques, hors du domaine où l'on se résigne à les voir prendre la tête, et dont nous avons plus haut suggéré les limites. À ce prix, l'Empire peut continuer indéfiniment d'exister tel qu'il est, et le commerce britannique de prospérer. Dès maintenant plus d'une décision de la politique britannique se prend en fonction du point de vue américain : entre une Europe déclinante et une Amérique pleine de vie, l'Angleterre estime que c'est son intérêt de se tourner vers la vie.

Mais tous les Anglais pensent-ils ainsi ?

#### IV. — L'ANGLETERRE ET LE CONTINENT EUROPÉEN

[Retour à la table des matières](#)

Une fois que, causant avec un Canadien, je parlais de l'Angleterre comme faisant partie de l'Europe, ce ne fut pas sans surprise que je l'entendis s'écrier : « Mais l'Angleterre n'est pas en Europe ! » Cette manière de voir est répandue, non seulement au Canada et dans les Dominions, mais aux États-Unis et même en Angleterre : dans la pensée des Anglo-Saxons, l'eupéanité de la Grande-Bretagne, si l'on ose dire, n'est pas intégrale ; il y a le continent, et puis, en marge, les Iles Britanniques, mais ce n'est pas la même chose. C'est un point de vue

qu'il ne faut jamais oublier quand on envisage les relations de l'Angleterre avec l'Europe.

L'Anglais y fait toujours un peu la figure d'un *outsider*, qui veut rester libre d'entrer dans d'autres combinaisons. [205] Et en effet, sur ce peuple dont l'expansion s'étend à la terre entière, l'attraction extra-européenne est forte : trop de parentés, d'intérêts le retiennent ailleurs. Je connais de nombreux Anglais qui vont deux fois au Gap ou à New York, pour un voyage qu'ils font à Paris : chez nous ils sont dépaysés, lointains, vraiment étrangers. On est tenté de comparer l'Angleterre à un navire, ancré dans les eaux européennes, mais toujours prêt à prendre le large.

Tout cela est vrai, mais en même temps le contraire le serait aussi ; de telle sorte que la vérité prend ici l'aspect d'une hésitation entre deux attirances, ou même d'un dialogue entre deux Anglais, dont l'un se sentirait européen, et l'autre pas. Car l'Angleterre, c'est un fait, ne peut se désintéresser du continent, dont elle est si proche, pas plus que l'Europe elle-même ne peut s'estimer complète sans ces deux petites îles qui sont à sa porte. Ni politiquement, ni économiquement, ni du point de vue de la culture, la thèse d'une Angleterre extra-européenne, n'ayant aucune solidarité avec le vieux monde, ne peut se retenir longtemps.

Politiquement, il y a la proximité géographique, qui lui interdit impérieusement de se désintéresser de ce qui s'y passe : les guerres napoléoniennes, celle de 1914, et même depuis lors la signature du pacte de Locarno sont là pour le prouver. Économiquement il en est de même. En 1929, 31,3% des exportations britanniques se sont dirigées vers l'Europe, proportion en voie de regagner le terrain perdu par rapport aux 34,6% de 1913. C'est du continent également que l'Angleterre tire, en 1929, 37,4p. cent de ses importations, c'est-à-dire plus que d'aucune autre partie du monde. Quant aux réexportations, c'est dans la proportion de 68,6% (contre 56% seulement en 1913) que l'Europe les a absorbées, de telle sorte que l'entrepôt d, britannique, [206] dont l'Amérique du Nord se dégage (elle ne lui prend plus que 19,8% de ses ventes, au lieu de 32,3% avant la guerre), devient de plus en plus essentiellement un entrepôt de destination européenne. Il y a là, quoi qu'on dise, un marché irremplaçable. L'Angleterre, dans ces conditions, voit sa prospérité se soulever et s'abaisser comme

celle du vieux monde lui-même : c'est folie de penser qu'elle puisse s'en désolidariser.

Par sa culture enfin, le peuple anglais est européen, profondément. L'Angleterre de Shakespeare, dont la couleur intellectuelle a si fortement marqué l'esprit britannique, s'accommoderait-elle à la longue d'un équilibre dans lequel les éléments extra-européens l'emporteraient ? Elle finirait par ne plus se reconnaître dans un Empire élargi, dont les valeurs, devenues subrepticement américaines, auraient cessé d'être les siennes. Tant que la vie coloniale demeurerait sous la direction britannique, le patrimoine national s'enrichissait d'une civilisation anglo-coloniale qui lui appartenait en propre. Mais si l'ancienne métropole, diminuée par des influences excentriques, devenait incapable de lutter, dans son propre empire, contre une civilisation nouvelle dont la source serait ailleurs, peut-on espérer que l'intégrité de la culture britannique, même en Angleterre, ne s'en ressentirait pas ? Plus d'un Anglais a, dès aujourd'hui, conscience que la défense anglaise, sur ce terrain, ne se distingue guère de la défense européenne.

Dans cette hésitation même réside l'explication de l'attitude britannique. L'Angleterre n'a-t-elle pas à tenir compte de facteurs non européens, que l'Europe ne connaît pas ? Par là elle est partiellement extra-européenne. Mais elle s'intéresse, sur le continent, au maintien de la paix, car elle redoute un conflit armé, dans lequel elle risquerait d'être, tôt ou tard, impliquée ; [207] plutôt que sa propre domination sur ce terrain, elle souhaite simplement une paix où personne ne domine, et, sous cette réserve, elle envisage, comme à Locarno, d'apporter sa participation. À cet égard donc, elle se reconnaît comme européenne, intéressée à ce qui se passe sur un champ d'action pour elle si voisin. Les Dominions, qui surveillent aujourd'hui de si près sa politique, admettent en effet que pareille attitude, de sa part, est raisonnable ; ils l'approuvent d'être, en ce qui la concerne, européenne, mais ils refuseraient, quant à eux, de s'associer à elle sur ce terrain, surtout de prendre le moindre engagement qui pourrait les entraîner à une belligérance active : ces parties non-européennes de l'Empire supporteraient, par nécessité, une belligérance passive, rien de plus. Si donc l'Angleterre, dépassant cette mesure, accepte de se laisser entraîner dans un système d'alliances, c'est-à-dire dans une solidarité continentale, elle

risque de perdre, de ce fait, l'appui impérial, et elle met en péril l'Empire lui-même. On voit à quel point c'est une position délicate.

Si l'Europe ne met pas l'Angleterre en demeure de se prononcer entre elle et les Dominions (ou les États-Unis, car c'est au fond le même problème), celle-ci peut à la rigueur ne pas choisir, et demeurer, sans se décider, en contact des deux côtés. Mais si elle est mise en demeure, ne nous y trompons pas, son choix serait, du moins actuellement, contre l'Europe, en faveur des pays de langue anglaise dans le monde. À ce point de vue, les impérialistes expriment un instinct national profond quand ils disent : « Nous ne pouvons admettre de nous proclamer puissance européenne plutôt que puissance mondiale ». C'est dans cet esprit que la politique britannique a admis depuis quelques années une double et sérieuse limitation : ne rien faire qui puisse mécontenter les Dominions (il est vrai qu'on sait s'abriter [208] derrière eux pour refuser certaines propositions dont quand même on n'aurait pas voulu), ne rien faire qui puisse être une cause de brouille avec les Américains. Et c'est encore dans le même esprit que l'industrie britannique, tout en conservant le contact, s'est en somme maintenue sur la réserve vis-à-vis des cartels européens.

Rien ne prouve que cette attraction centrifuge par rapport à nous doive finalement l'emporter. À cet égard, l'Europe, la France ne sont pas sans avoir leur opinion sur l'attitude qu'elles préféreraient voir l'Angleterre adopter. On trouve, notamment en France, cette conviction que l'unité britannique est une pièce essentielle de l'ordre européen, un trait d'union nécessaire entre l'Europe et les autres continents. C'est largement par elle que nous sommes en contact avec les parties lointaines de la planète, par elle qu'une grande partie des matières premières du monde sont attirées vers l'entrepôt anglais, d'où elles se répartissent sur les marchés continentaux, par elle que le groupe des Dominions continue de graviter autour de notre vieux foyer de civilisation.

Sous cet aspect de courtier international, de commis de dehors du vieux continent, l'Angleterre remplit ainsi une fonction dont l'Europe ne se passerait pas sans dommage. Nous connaissons l'avantage de posséder, à nos portes, cet entrepôt de Londres, où s'achètent et se vendent, avec une extraordinaire profusion de choix, les produits du monde entier ; nous savons aussi le bénéfice que le commerce international retire de la liberté économique qui, depuis un siècle, a prévalu

partout où sont établis les Anglais. Dans ces conditions, la conception que l'Angleterre se fait elle-même de son Empire et de sa place dans cet Empire ne peut nous laisser indifférents. Il ne nous est pas indifférent que le centre de gravité du système soit à Londres, ou bien à des [209] milliers de kilomètres, même sur ce bateau itinérant où un impérialiste poète voulait installer le gouvernement futur des Anglo-Saxons. Il nous l'est même moins encore que le foyer des pays de langue anglaise demeure, dans l'Empire, où l'influence, même tamisée, de l'Europe se fait encore sentir, ou bien glisse en dehors de cette orbite, dans telle société, amie mais lointaine, sur laquelle notre action est nulle. Si l'Angleterre, désertant sa place en Europe, consentait à devenir simplement un partenaire dans la grande communauté des sociétés anglo-saxonnes dans le monde, nous ne pourrions nous défendre de l'impression que quelque chose de nous-mêmes est atteint de ce fait. Peut-être certains Anglais le penseront-ils aussi ?

## V. - LES ATTRACTIONS CONTRADICTOIRES DE L'ANGLETERRE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons présenté les diverses solutions qui s'offrent à l'Angleterre, pour rétablir son équilibre, ébranlé par la guerre et plus encore par l'évolution générale du monde depuis un demi-siècle.. Quel que soit le choix auquel elle s'arrête, les inconvénients n'en sauraient échapper.

Si elle s'enferme en elle-même, derrière un tarif, elle s'étiole et risque de tarir le courant d'affaires qui alimente son activité commerciale et financière.

Si, préoccupée de conserver un rayonnement mondial, elle prétend quand même demeurer seule, sans combinaisons internationales, comme autrefois, peut-être n'est-elle plus assez forte pour opposer un système indépendant à l'Amérique et à l'Europe, qui s'organisent industriellement, chacune de son côté.

Si alors, cherchant à s'appuyer sur les Dominions, elle accepte de s'enfermer dans le cadre, pourtant large, de son Empire, elle n'en re-

nonce pas moins à cette liberté [210] d'allures sans limites qui avait été la sienne, et elle s'expose en même temps à laisser des influences lointaines s'imposer ou s'insinuer chez elle. C'est presque la même chose si elle s'attache à la destinée américaine ; et, dans les deux cas, il y a danger que la direction de l'ensemble lui échappe.

Si enfin elle se solidarise avec l'Europe, elle risque de perdre le concours des Dominions, qui entendent bien ne pas compromettre leur jeunesse avec la maturité sur le déclin d'un continent dont les plus beaux jours sont peut-être dans le passé. On peut imaginer alors le système britannique se resserrant sur les colonies de la couronne, dont la gravitation est européenne, et redevenant, dans sa politique comme dans sa culture, plus strictement anglais et européen.

Mais l'hypothèse la plus vraisemblable, c'est que l'Angleterre ne choisira pas. Fidèle à sa tradition, et en même temps à son génie, elle demeurera sans doute entre les deux groupes, sans se donner complètement à aucun d'eux. De ce point de vue, l'Angleterre européenne est un rêve, mais l'Empire fermé une utopie. Persistance et souplesse ont toujours été deux traits profonds de la nation britannique. Comme l'a écrit M. Romier, « l'Empire, du moment que ses communications demeurent assurées et que sa monnaie reste saine, peut s'accommoder en somme de n'importe quel équilibre international ». Quand il change, nous disons qu'il meurt, et ce n'est jamais vrai. Comme les plantes, de la nature desquelles il participe, ainsi que l'esprit anglais lui-même, il a une puissance illimitée d'adaptation et de vie.

[211]

**La crise britannique au XXe siècle.  
L'Angleterre des années 30.**

**BIBLIOGRAPHIE  
SOMMAIRE**

**I. — Sur l'Angleterre sous le régime du libre-échange,  
au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la guerre.**

[Retour à la table des matières](#)

Discussions à la *Chambre des communes sur l'abolition, des corn laws*, 1846 (sir Robert Peel, Disraeli, Cobden).

Stanley Jevons : *The coal question*.

*Report of the Royal Commission appointed to inquire into the depression of Trade and Industry*, 1886.

*Discours de Gladstone, Disraeli, lord Randolph Churchill*.

*Discours de Joseph Chamberlain*, notamment la série des *discours de 1903 sur le protectionnisme et l'impérialisme*.

*Rapports des Conférences impériales ou coloniales*, 1887, 1894 (Ottawa), 1897, 1902, 1907, 1911.

## II. — **Sur la crise britannique d'après-guerre.**

### 1. Statistiques,

*Les statistiques du Board of Trade, du Ministry of Labour, du Registrar-General, etc.*

### 2. *Collection de Journaux et revues.*

*Le Times.*

*Le Board of Trade Journal.*

*La Ministry of Labour Gazette.*

*L'Economist.*

*Le London and Cambridge économic service.*

[212]

### 3. *Documents divers.*

*Rapports des Conférences impériales de 1917, 1921, 1923, 1926, 1930.*

*The National Income, 1924 : a Comparative Study of the Income of the United Kingdom in 1911 and 1924, by Professor*

*A. L. Bowley and Sir Josiah Stamp, 1927.*

*Committee on Industry and Trade... to inquire into the conditions and prospects of British industry and commerce, with special reference to the export trade (Comité Balfour).*

*Committee on National Debt and Taxation (Comité Colwyn), 1927.*

*Britain's Industrial Future, report of the Liberal Industrial inquiry, 1928.*

*Industrial Transference Board report, 1928.*



*Rapports annuels de l'Oversea Settlement Committee.*

*Report of the Imperial Economic Committee, Thirteenth report :*

*A Memorandum on the Trade of the British Empire, 1913 and 1925 to 1928, couramment appelé Rapport sir David Chadwick, 1930.*

*Economie Advisory Council : Committee on the Cotton Industry, Report, 1930.*

*Enquêtes diverses des Chambres de Commerce, de la Fédération of British Industries.*

*Discours des principaux hommes politiques (donnés dans le Times).*

**Fin du texte**